

1500

● POUR PAYER MOINS D'IMPOTS, ENRICHISSEZ-VOUS ! — Pages 8 et 9

LE MONDE diplomatique

N° 414 - 35^e année

SEPTEMBRE 1988

Le Grand Maghreb
sur le chemin
des retrouvailles

(Pages 5 à 7.)

32 pages - 15 F
Algérie : 6 DA
Angleterre : 19,00 F
Belgique : 95 FB
Canada : 2,75 \$ C
C.F.R. : 1,170 FCF
Espagne : 300 P
E.U. : 2,75 \$ US
Abonnements : voir tarif page 22

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE

Ambition

Par CLAUDE JULIEN

UN signal fort clair fut donné l'an dernier par l'Union soviétique lorsqu'elle commença à rembourser ses dettes à l'égard des Nations unies. Près de trente ans plus tôt, elle avait refusé de participer au financement de la mission des « casques bleus » dans l'ancien Congo belge, car elle y voyait une manifestation de l'« impérialisme » occidental. En décidant de payer ses arriérés, Moscou amorçait le virage diplomatique qui devait nécessairement accompagner sa volonté de réformes à l'intérieur, et s'offrait du même coup la possibilité de faire appel aux « forces de paix » de l'ONU - en Afghanistan par exemple.

L'effort entrepris pour revigorer une économie sclérosée ne peut porter ses fruits sans un allègement des charges militaires. Il requiert aussi une nouvelle approche des réalités mondiales dans le double but de limiter des engagements extérieurs excessifs et d'accéder aux capitaux et aux technologies dont dispose l'Occident. L'accord Reagan-Gorbatchev de décembre dernier sur les missiles nucléaires à portée intermédiaire n'entraîne que de bien modestes économies (1). Des coupes budgétaires franches ne peuvent être obtenues que par une importante réduction des armements stratégiques et conventionnels. Or cette étape passe inéluctablement par la solution des conflits régionaux : évacuation des troupes soviétiques d'Afghanistan, règlements pacifiques amorcés entre l'Irak et l'Iran (voir, page 4, l'article d'Ahmad Salamati), en Namibie, au Cambodge (voir, page 3, les articles de Philippe Devillers et Claire Brisset), au Sahara occidental...

Des accidents de parcours restent toujours possibles, mais il n'empêche que l'élimination progressive des obstacles ouvre aux relations internationales un cours nouveau. Depuis quarante ans, à travers « guerre froide », « détente » ou regain de tension, l'Europe, beaucoup trop préoccupée d'elle-même, pouvait se féliciter de vivre en paix. C'était oublier que les Deux Grands préféraient s'affronter, dans le tiers-monde, par petits pays interposés. Ce qui ne les empêchait pas d'accumuler simultanément, au-delà de toute raison, des engins de mort de plus en plus sophistiqués et onéreux, permettant de faire sauter plusieurs fois la planète. Les puissances ont tardé à comprendre que la guerre et la paix ne se jouaient pas selon deux axes plus ou moins autonomes - l'un Est-Ouest, l'autre Nord-Sud - mais au cœur d'une seule et même relation triangulaire Est-Ouest-Sud. Le règlement en vue de certains conflits régionaux offre une chance exceptionnelle de changer radicalement les rapports entre le monde capitaliste et le monde communiste.

elle ? Croit-elle pouvoir laisser à d'autres le souci de résorber les foyers de violence qui depuis trop longtemps ensanglantent la planète ? En tant que Communauté, mais aussi par certains des pays qui la composent, l'Europe dispose de nombreux atouts pour intervenir utilement dans la crise du Golfe, entre l'Afrique du Sud et les anciennes colonies portugaises, au Cambodge où reste vive une empreinte française, au Maghreb où s'estompent d'anciens contentieux (voir, pages 5 à 7, l'article de Sophie Bessis), en Amérique centrale. Elle peut, non sans une morbide complaisance, s'offrir le luxe de laborieuses tractations sur les arides dossiers - budgétaires, fiscaux, techniques - qui doivent être réglés à bref délai pour que le grand marché unique devienne réalité. Elle peut aussi trouver, dans une ambition qui la dépasse, une raison supplémentaire de surmonter ses contradictions internes pour contribuer à l'éclosion d'un nouvel équilibre mondial.

L'EUROPE saura-t-elle saisir cette opportunité ? Par lui-même, le grand marché unique de 1993 ne suffira certes pas à lui en donner les moyens. Ou bien elle se crêpe sur ses graves difficultés économiques, qu'elle espère atténuer en abolissant les frontières intérieures. Ou bien elle ose porter loin son regard et se donne des objectifs d'une plus grande ampleur, à la fois stratégiques et politiques. Jusqu'à présent, elle a eu la faiblesse d'abandonner aux deux super-puissances le soin de ramener à un seul tolérable les arsenaux accumulés de part et d'autre, alors même qu'ils visent son propre territoire. Voudrait-elle ignorer qu'elle a tout intérêt à jouer un rôle déterminant pour favoriser un véritable désarmement ? Renonçant au rôle d'acteur, se résignerait-elle à contempler passivement une histoire qui se ferait sans



Vladimir Velickovic

(1) Voir « Le prix des armes », le Monde diplomatique, juillet 1988.

(Lire la suite page 10.)

Dans la jungle du grand marché

Par BERNARD CASSEN

LE ton était à l'euphorie aux lendemains du Conseil européen de Hanovre en juin dernier, qui couronnait six mois de présidence allemande à la CEE : « Un miracle » (M^{me} Simone Veil). « On en avait plus fait en six mois qu'en dix ans » (M. Jacques Delors, président de la Commission). Et si, à cet état de grâce, allait succéder un état de choc, quand les opinions nationales prendraient conscience que « 1993 » pourrait se traduire pour elles par une véritable « purge darwinienne (1) » ?

Comment, par exemple, le corps électoral français, qui au printemps dernier avait cru choisir souverainement en faveur du « mieux disant social » incarné par M. Mitterrand, accepterait-il que la dynamique enclenchée par l'Acte unique mette tout droit chacun des Douze, sans hypothèque et urgente correction de trajectoire, vers un type de société que ni M. Chirac ni M. Léotard, témoins par leur bref passage au pouvoir, n'oseraient même suggérer : la concrétisation de l'idéologie ultralibérale du ragnarisme et du thatchérisme du début des années 80.

Proche d'intention, diront certains. Car on peut faire valoir les décisions du Conseil européen de février. Il avait stabilisé les dépenses agricoles de la CEE à un niveau (27,5 milliards d'ECU (2)) permettant de sauvegarder les intérêts vitaux des agriculteurs allemands et français ; il avait pratiquement doublé (de 7 milliards d'ECU en 1987 à 13 milliards en 1992) l'enveloppe des fonds structurels destinés à corriger les disparités régionales au sein des Douze. Et, à Hanovre, les chefs d'Etat et de gouvernement ne viennent-ils pas de donner un coup d'envoi, certes timide, à la réflexion sur l'Europe sociale ?

Mais que pèsent ces décisions face à l'acte réellement inaugural qu'a été, le 13 juin dernier, l'adoption, par les douze ministres des finances, de la directive sur la libération totale des mouvements de capitaux au sein de la CEE à compter du 1^{er} juillet 1990 (l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Irlande disposant d'un sursis jusqu'à la fin de 1992) ? Bientôt, tout ressortissant de la Communauté pourra donc ouvrir un compte en banque dans un pays membre autre que le sien, acquérir des titres étrangers, etc. Une grande victoire pour l'épargne européenne, et bruyamment présentée comme telle...

Ce qui est moins claironné, c'est qu'une telle mesure va entraîner « une course aux paradis fiscaux pour les produits d'épargne », comme l'écrivent Michel Albert et Jean Boissinat dans un ouvrage qui tient du pavé dans la mare. En soumettant la fiscalité de chaque Etat à un référendum quotidien des détenteurs de (gros) revenus, la libération des mouvements de capitaux, poursuivie nos deux auteurs, va déboucher sur une aggravation des inégalités : « La logique de la concurrence des fiscalités souveraines entre Etats européens aboutira à favoriser l'évasion fiscale dans des proportions telles qu'elle équivaudra à exorcer d'impôt sur le revenu la grande majorité des produits du capital, à commencer par les gros portefeuilles. Les charges que les revenus du capital ne paieront pas, il faudra bien les transférer sur les revenus du travail. Ce n'est pas tout.

(Lire la suite page 10.)

(1) Formule de Michel Albert et Jean Boissinat, dans *Crise, Krach, Boom*, Le Seuil, Paris, juin 1988, 251 pages, 89 F.

(2) 1 ECU = 7 F environ.

DANS CE NUMERO :

Les relations internationales sont en train de prendre un nouveau cours, les Nations unies retrouvent leur crédit : c'est le moment, pour l'Europe, de relancer le débat démocratique dans la concertation mondiale, écrit Claude Julien (pages 1 et 10). Mais de quelle Europe s'agit-il ? L'Acte unique engage la CEE dans les ornières du libéralisme, source de nouvelles inégalités, alors qu'une ambition plus élevée devrait l'inciter à conforter chez elle la démocratie.

TOUJOURS L'ILLUSION

Faut-il rappeler où conduisit, il y a cinquante ans, la démission des démocraties européennes (« Munich ou l'illusion de la paix », page 28) ? Bernard Cassen dénonce une autre illusion aujourd'hui, qui risque d'emporter les Européens dans la « jungle du marché unique » (pages 1, 10 et 11). Tandis que persistent de criantes inégalités : « Pour payer moins d'impôts, enrichissez-vous ! » (pages 8 et 9).

L'enquête de Serge Halimi sur « les pauvres en Californie » (pages 14 et 15) achèverait de décréditer, s'il en était besoin, l'idéologie néolibérale de l'administration Reagan. Triste bilan, que compliquent les effets d'une riva-

Un nouveau cours

lité économique et financière non maîtrisée avec le Japon (voir pages 12 et 13 l'article de Jacques Decourmy).

PROCHES DÉNOUEMENTS

Sous l'effet de la crise économique, Moscou et Washington s'entendent désormais pour tenter de résoudre des conflits régionaux qu'ils n'avaient pas pu contribuer à entretenir. La Chine entend y participer, elle aussi, au Cambodge, où se dessine enfin un espoir de paix (page 3) ; tandis que l'embroglio de la situation au Proche-Orient assombrir les perspectives de la négociation entre l'Irak et l'Iran (page 4). Mais, déjà, l'amorce d'un règlement au Sahara occidental voit le Grand Maghreb, porté par son vieux rêve d'unité, s'acheminer vers les retrouvailles (lire pages 5 à 7 l'article de Sophie Bessis).

JEUX MÊLÉS

Même si la Corée du Nord ne participe pas aux Jeux de Séoul, la grande compétition olympique s'ouvre cette année dans un climat d'euphorie politique : c'est l'occasion d'autres enclaves, où l'on voit ressurgir l'appât des milieux d'affaires, et les traditionnelles indigalités entre le Nord et le Sud (« La grande mêlée des Jeux olympiques », pages 17 à 20). A cette occasion, Philippe Poné est allé chercher dans la petite ville d'Andong les rustes du passé coréen (pages 22 et 23). L'écrivain philippin Francisco Sison José parle, lui d'une autre Asie où se poursuit le combat contre l'injustice (pages 24 et 25).

Voir le sommaire détaillé page 32.

M 2136 - 414 - 15,00 F



3792136015009 04140

LA CHUTE DU KHOMEINISME

Ouverture démocratique, réconciliation avec les Arabes, normalisation avec l'Occident : c'est un véritable virage à 180 degrés que négocie l'Iran, au lendemain des revers militaires et du cessez-le-feu.

KADHAFI L'AFRICAIN

Entre le colonel libyen et le président tchadien, la hache de guerre va-t-elle vraiment être enterrée ? Pour le savoir, il faut saisir les fondements de la stratégie de Kadhafi en Afrique Noire...

OLP-ISRAËL :

DEUX LITS POUR DEUX RÊVES

Pourquoi le partage de la Palestine s'est-il imposé comme la seule solution de demain... Quelles sont les prochaines étapes d'un processus de paix...

TUNISIE :

LES 5 SOUCIS DE BEN ALI

Comment le chef de l'Etat a-t-il neutralisé les « dinosaures » qui bloquaient l'ouverture ? Qui sont les hommes du renouveau ? Quelles sont les tâches auxquelles ils vont s'atteler ?

NORD-SUD :

L'ÉNERGIE À L'HORIZON 2001

Jacques Fournier, P-DG de Gaz de France, Philippe De La-tour, délégué général du Centre géopolitique de l'énergie et des matières premières, et Georges Vendryes, conseiller du président du CEA, définissent les enjeux énergétiques de demain.

Dans le numéro de septembre d'Arabes le mensuel du monde arabe et de la francophonie.

En vente en kiosques et en librairies.

Abonnement : 300 FF ; 250 FF étudiant.

78, rue Jouffroy, 75017 Paris

LE MENUEL DU MONDE ARABE ET DE LA FRANCOPHONIE

Arabes

AOÛT 1988

La diplomatie de Jean-Paul II

Un lecteur polonais, M. Jozef Balcerak, de Varsovie, nous fait part de sa réaction à l'article de Peter Hebblethwaite paru dans le dossier sur la diplomatie de Jean-Paul II (le Monde diplomatique, mai 1988).

(...) M. Peter Hebblethwaite nous présente la nation polonaise comme inculte et fanatique, imbue d'un romantisme démodé et prête à servir d'instrument à un pape ambitieux, visant la domination de la chrétienté sur une humanité qu'elle devrait servir. « Déjà, en 1849, le poète polonais Juliusz Slowacki avait prédit qu'au vingtième siècle, un pape, polonais lui aussi, tiendrait en main le monde entier le pouvoir de l'Eglise par ses seules armes spirituelles ».

La nation polonaise poursuit une lutte désespérée pour sa survie. L'une des manifestations les plus dramatiques de notre déclin est la fuite des cerveaux et l'exode de la jeunesse vers l'étranger, qui n'en veut plus, même au plus vil prix. Les humiliations que subissent nos compatriotes sont, pour les Polonais décidés à lutter chez eux jusqu'au bout pour leur survie, une source de souffrance, de doute et de désespoir. Il est donc facile de s'acharner sur la victime et même d'en faire un bouc émissaire des maux du monde. Et il pouvait sembler que, dans de telles circonstances, la sollicitude d'un pape polonais à l'égard de son peuple d'origine ne susciterait que solidarité et compassion.

A l'encontre des affirmations de M. Peter Hebblethwaite, le peuple polonais qui, dans sa grande majorité, se solidarise avec « son » pape, n'a pas le sentiment que l'Ostpolitik de Jean-Paul II vise la confrontation avec M. Gorbatchev, dans l'intérêt des éléments conservateurs aux Etats-Unis. Tout au contraire, c'est avec espoir qu'il observe les changements entrepris par M. Gorbatchev. Cependant, à croire M. Peter Hebblethwaite, toute modification d'attitude chez le pape est à exclure... « tant est profond son anti-communisme, enraciné dans sa conscience de chrétien et de Polonais ».

La visite du pape de Pologne en URSS, à l'occasion du millénaire du baptême de la Russie, apporte un apai-

sement notable dans les relations mutuelles entre la Pologne et l'URSS, que les Polonais, dans leur grande majorité, ont pleinement appréciée. Le grand dessein de Jean-Paul II d'être invité en URSS n'est-il pas une preuve de ce souci d'apaisement et de compréhension mutuelle ? Et n'est-il pas naturel qu'il ne puisse envisager un séjour en URSS sans penser aux catholiques de Lituanie, de Lettonie, de Biélorussie, du Kazakhstan et d'Ukraine, surtout à un moment où la liberté religieuse semble être en petit à petit restaurée ? Tous ces faits démontrent que l'Eglise de Jean-Paul II change et que son attitude n'est pas aussi obstinée que le suggère M. Hebblethwaite (...).

A en croire M. Hebblethwaite, Jean-Paul II s'opposerait à la lutte des peuples pour leur libération et soutiendrait les dictatures dans le tiers-monde (Maroc aux Philippines et Pinochet au Chili), tandis qu'il prêcherait la lutte des peuples pour la liberté et contre les dictatures uniquement dans les pays communistes. Et cette attitude, pour le moins ambiguë, serait due à ce qu'il déteste le marxisme de façon viscérale. De là viendrait son anticommunisme virulent et aveugle, plus aveugle même que celui de M. Reagan, dont M. Hebblethwaite fait l'éloge : « M. Reagan ne parle plus de l'URSS comme de l'empire du mal ».

Le pape polonais est en outre borné car - comme le soutient M. Hebblethwaite - à ses yeux « le marxisme est un bloc sans fissure ». Cependant, un lecteur tant soit peu attentif de l'encyclopédie *Laborem exercens* remarquera que le pape a eu, dans son propre langage, apprécié la libération du travail humain tellement chère à Marx, et ses critères scientifiques permettent de distinguer - dans l'analyse des rapports socio-économiques dans les pays communistes - l'étatisation (et la disposition bureaucratique qui en découle) des moyens de production et leur socialisation authentique.

Quant à la libération des peuples, il est aujourd'hui officiellement admis que les abus de Staline et la théorie de la « souveraineté limitée » de Brejnev ne contribuaient nullement à l'établissement de rapports d'égalité entre pays communistes et que l'arbitraire bureaucratique était un frein à l'émancipation des peuples. Il est donc naturel qu'un pape polonais appréhende mieux ces problèmes dans les pays communistes qu'ailleurs. Pourtant, ses encycliques *Laborem exercens* et *Sollicitudo rei socialis* démontrent qu'il tient à combler cette lacune. Pour M. Hebblethwaite, il reste toujours suspect, quelle que soit sa position (...).

« LIVRES-SOLIDARITÉ ». - A la suite de la publication du dossier « L'édition à l'encan » (le Monde diplomatique, avril 1988), l'association Livres-Solidarité nous informe qu'elle recherche des manuels scolaires récents, des dictionnaires, des ouvrages de référence, utilisables en collège et lycée, pour les envoyer à des centres de documentation en Afrique francophone. (Livres-Solidarité, Jeanne Bolon, Clos Saint-Vigor 1-118, F-78220 Viry-Jatay.)

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef :
Micheline FAUNET
Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE,
Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,
Alain GRESH
Secrétaire de rédaction :
Solange BRAND
RÉDACTION
7, rue de Valenciennes
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : MONDIP 450572 F
Tél : 42-47-97-27

Publicité : le Monde Publicité S.A.
Responsable : Antoine Guavin
5, rue de Valenciennes
75007 Paris
Tél : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

Recherches
internationales

N° 27 - PRINTEMPS 1988

LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Christian Klein, Jean-François Tournadre, Claude Cartigny, Maria Hansen

Publié par l'Institut de recherches marxistes

Le numéro : 65 F (France), 95 F (Etranger)

Abonnement : 4 numéros par an, 200 F (France) 340 F (Etranger)

Bon de commande

- ☐ Le numéro 27 de Recherches internationales
☐ Un abonnement à partir du numéro 27.

NOM Prénom

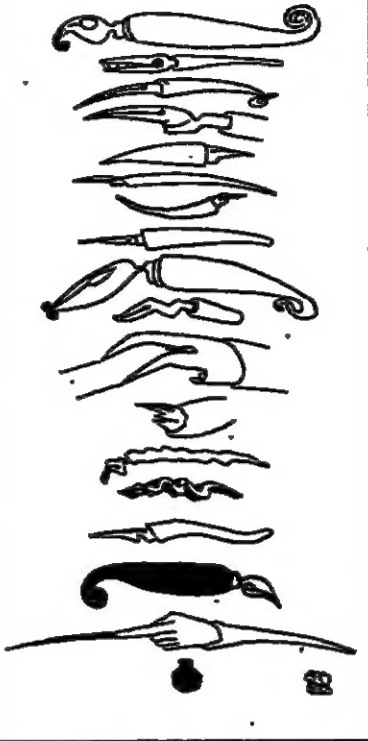
Adresse

Ville Code postal

Profession Année de naissance

Bulletin à retourner à : SEPIRM, 64, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris

Chèque à l'ordre de : SEPIRM.

COURRIER
DES
LECTEURS

« Le cri d'alarme des pays-poubelles »

M. Bassirou Bah, de Créteil, nous fait part de ses réflexions à propos du stockage des déchets toxiques en Afrique, dont il était question dans l'article d'Anne Maeschalk et Gérard de Selys sur « Le cri d'alarme des pays-poubelles » (le Monde diplomatique, août 1988) :

Si de telles absurdités ne choquent pas, c'est que, quelque part, l'on s'est accommodé de l'idée de la dérive inexorable du continent. C'est que, aussi, l'exacerbation des égoïsmes s'est résolue en un abaissement du niveau de discernement du devenir de l'humanité. Les fermetures et les intolérances auxquelles on assiste manifesteraient ainsi une régression d'une idée du progrès et de la façon de résoudre la crise contemporaine. Parmi les ravages opérés par cette régression, il y a cette image sur l'Afrique que tout le monde assume. Les Africains en premier. Le refus de reconnaître que ce continent ne souffre pas d'une malediction ni d'une incapacité

Stratégie nucléaire et défense européenne

A la suite des articles des généraux Georges Buis et Georges Fricaud-Chapuis (le Monde diplomatique, février 1988), M. Dominique Barthes, de Lignan-sur-Orb, dans l'Hérault, souhaite mettre en valeur l'interdépendance de la capacité de riposte classique de l'alliance atlantique et de la doctrine française de dissuasion.

Peu de Français, même parmi les mieux informés et les plus influents, ont pleine conscience de l'étroite interdépendance de la défense des Etats-Unis, de la défense globale de l'alliance atlantique, de celle de l'Europe occidentale et enfin de la défense nationale de la France. Gardons à l'esprit que, plus que la menace de dommages majeurs en elle-même, c'est la perspective de se retrouver en position d'extrême faiblesse face à l'Amérique intacte, à la suite d'une frappe nucléaire stratégique ou préstratégique, qui dissuaderait l'Union soviétique de s'en prendre à la France ou à ses intérêts, dans le cas où elle y verrait un enjeu stratégique majeur ou envisagerait de stopper son attaque à la limite de ce qui entraînerait une riposte stratégique de notre part. De plus, la capacité de l'alliance atlantique à contraindre à repousser une attaque classique, en évitant à la France de recourir prématurément à ses armes nucléaires, renforce la valeur d'ultime avertissement - et donc de dissuasion en cours d'agression - d'une éventuelle frappe préstratégique, car celle-ci interviendrait alors vraiment à la limite de l'agression majeure contre nos intérêts vitaux et ne pourrait être prise pour un « coup de bluff ».

En fait, la doctrine française de dissuasion ne diffère pas autant qu'on le

croit de la « riposte flexible » : elle met simplement l'accent sur l'adaptation de la riposte au degré de menace ou d'agression contre nos intérêts vitaux, alors que la doctrine américaine insiste sur la gradation continue des moyens engagés, notamment au niveau des armes nucléaires de théâtre, par l'utilisation progressive d'armes de puissance et de portée croissantes, dans un objectif de victoire militaire. Mais, dans un cas comme dans l'autre, la défense classique de nos alliés reste un échelon capital dont l'efficacité conditionne la valeur de la dissuasion globale. Et c'est uniquement grâce aux efforts de nos alliés dans ce domaine que la France a pu faire l'impasse sur ses forces classiques et donner la priorité aux armements nucléaires.

Pour une « Arche
d'Alliance »

M. Albert Jacquard, professeur de génétique à l'université de Genève, auteur de l'article sur « L'égalité comme source de richesse », paru dans le Monde diplomatique de mai 1988, propose une affectation originale du toit de l'Arche de la Défense, qui abrite la Mission du bicentenaire de la Révolution française :

Sur la carte de notre Terre tous les territoires sont aujourd'hui affectés : plus, ou presque plus, de ces zones en pointillés, si nombreuses sur les anciens atlas. Pourtant, les diverses nations acceptent de renoncer à leurs droits sur une portion de territoire lorsqu'il s'agit de construire une ambassade ou un consulat.

Pourquoi la France ne donnerait-elle pas l'exemple en abandonnant symboliquement quelques lieux prestigieux, non plus au profit d'une autre nation, mais au profit de la communauté des Terriens, créant ainsi un « ex-territoire » ? Ce concept mériterait d'être exploré, notamment par des juristes qui en précisaient le contenu et imaginaient les solutions que ces « ex-territoires » pourraient apporter au sort de personnes persécutées ou encombrantes pour les Etats.

Pour retrouver l'esprit de 1789, pourquoi ne pas faire de l'Arche de la Défense, qui abrite l'organisme chargé d'en célébrer le bicentenaire, le premier « ex-territoire » où pourraient être discutées les solutions supranationales à apporter aux problèmes de survie de notre espèce ? A l'Arche de Triomphe, rappel de batailles et de victoires finalement dérisoires, répondrait, à la Défense, l'Arche d'Alliance, illustrant la nécessaire mise en commun, par-delà les frontières nationales, philosophiques ou idéologiques, des espoirs, des angoisses et des ressources de tous les hommes.

COLLOQUES ET RENCONTRES

notre collaborateur Bernard Cassen. (APLV, 19, rue de la Glacière, 75013 Paris. - Tél. : 47-07-94-82.)

« L'EUROPE ET LES TERRITOIRES : RECONNAÎTRE, CRÉER, ENTREPRENDRE ». Journées européennes de Rouen, organisées du 12 au 14 octobre par l'association pour la création de l'Institut européen d'aménagement et d'architecture (INEAA). (27, rue Lucien-François, 76100 Darnétal. - Tél. : 35-08-36-67.)

« L'EUROPE NOTRE MAISON COMMUNE - SÉCURITÉ SANS ARMES NUCLEAIRES ». Quatrième symposium d'International Physicians for the Prevention of Nuclear War, du 14 au 18 octobre, à Bâle, Strasbourg, Bonn et Rotterdam. (AMPPGN, 5, rue Les Cases, 75007 Paris. - Tél. : 43-06-54-89.)

« L'UTILISATION MILITAIRE DE L'ESPACE EN EUROPE ET EN

FRANCE. Colloque organisé par l'Association aéronautique et astronautique de France, du 25 au 27 octobre. (AAAF, 80, rue Lavoisier, 75116 Paris. - Tél. : 47-04-80-68.)

« VINGT ANS DE COOPÉRATION POUR QUEL DÉVELOPPEMENT : LES ANCIENS ONT LA PAROLE ». Colloque de l'Institut de développement international et de coopération, à l'université d'Ottawa, les 8 et 9 décembre. (IDIC, 50, rue College, Ottawa, Ontario, K1N 6N5, Canada. - Tél. : (613) 526-2598.)

« RASSEMBLEMENT CONTRE LA TORTURE ». Le 11 décembre, à l'appel d'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, une grande réunion de cinq mille personnes se tiendra au Bourget. (ACAT, 232, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. - Tél. : 43-29-88-52.)

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à cet appel nous avons reçu, à la fin du mois d'août 1988, la somme de 50 440 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M. Claire Brisset, M. Jacques Chanchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Joune, a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. Ont déjà été établis : 70 abonnements en Afrique, 29 en Amérique, 10 en Asie et 1 en Europe de l'Est.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous.

M. ou M^{me}
N° rue
à Code postal
lecteur du Monde diplomatique depuis ans, verse par
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal
la somme de :
☐ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.
☐ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.
☐ 343 F pour un abonnement en Asie.
ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.
(Chèques libellés à l'ordre du Monde diplomatique et adressés au Monde diplomatique, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09.)

DANS L'ATTENTE D'UN PROJET QUI ENFIN DONNERAIT

Le Grand Maghreb sur le chemin

(Suite de la page 5.)

Aujourd'hui, à peu de chose près, le commerce de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie a une structure analogue : les deux principaux postes d'importation sont les produits alimentaires, auquel chacun consacre près de 20 % de la valeur totale des importations, et les biens manufacturés, qui représentent entre le quart et près de la moitié (pour l'Algérie) des importations totales, le Maroc y ajoutant les combustibles dont il est totalement dépourvu. Quant aux produits primaires, ils constituent 98 % des exportations algériennes, 60 % des exportations marocaines et 58 % de celles de la Tunisie. La volonté de chacun des trois pays de se doter, dès l'indépendance, des attributs internationaux reconnus de la souveraineté économique, c'est-à-dire d'une industrie lourde à n'importe quel prix, a guère contribué à faciliter les possibilités d'intégration. C'était pourtant l'époque où l'on en célébrait régulièrement les vertus... mais les comités intermaghrébins qui fleurirent pendant les années 60 n'eurent jamais le moindre impact sur les choix stratégiques en matière économique.

Ceux-ci ont d'ailleurs fortement accéléré les divergences entre les trois pays : si, jusqu'à la fin des années 60, la Tunisie et l'Algérie ont pu suivre une voie similaire, la chute en 1969 du puissant ministre tunisien de l'économie, M. Ahmed Ben Salah, l'abandon de la politique de collectivisation et l'option libérale résolument extravertie prise par l'économie tunisienne sous la houlette du premier ministre d'alors, M. Hedi Nouira, ont laissé l'Algérie de Boumedienne poursuivre seule l'expérience « socialiste ».

Encadrée à l'est et à l'ouest par deux régimes résolument pro-occidentaux qui, malgré la mise en place d'une économie fortement étatisée où le secteur public est omniprésent, ont choisi de privilégier une stratégie d'intégration à la division internationale du travail, l'Algérie n'en met que plus de conviction à poursuivre la voie où elle s'est engagée en 1965 : étatisation de l'agriculture, création de pôles industriels lourds censés avoir un effet d'entraînement sur le reste de l'économie, utilisation de la rente pétrolière pour jeter les bases d'un développement autocentré par une toute-puissante bureaucratie d'Etat. L'envoie des prix du pétrole en 1973 permit non seulement au régime de Boumedienne de poursuivre cette politique quel qu'en soit le coût, mais hisse le pays au rang de première puissance régionale : alors que, jusqu'en 1972, l'Algérie et le Maroc, avec la même population, le même revenu

national, la même importance militaire, ont un poids équivalent, le produit intérieur brut (PIB) algérien s'élève dix ans plus tard à 45 milliards de dollars contre 15 milliards seulement pour le royaume voisin, devenu ennemi. Mais l'industrialisation socialiste ne tenant pas les promesses que la classe dirigeante algérienne plaçait en elle, cette puissance exclusivement dépendante des exportations d'hydrocarbures se révéla, dès le début des années 80, singulièrement fragile. Quoi qu'il en soit, le Maghreb, « petit » ou « grand » (à 3 ou à 5), se présente davantage, après vingt ans d'indépendance, comme un agrégat de pays aux formes et aux niveaux de croissance différents que comme un ensemble, ayant concrètement avancé sur la voie de l'intégration.

Mais, et le paradoxe n'est qu'apparent dans la mesure où les discours officiels n'empêchent pas qu'ils présentent les caractéristiques constitutives d'économies sous-développées, les trois pays du Maghreb central se retrouvent peu ou prou au milieu des années 80 en proie à des problèmes analogues. Bien sûr, le Maroc est le plus rural et le plus pauvre des trois, et l'extrême concentration de la richesse y maintient plus de 40 % de la population en deçà du seuil de pauvreté absolue ; bien sûr, la Tunisie est celle où la diversification de l'appareil économique a été poussée le plus loin ; bien sûr, le dogmatisme des années Boumedienne a engendré en Algérie une tragique destruction de l'agriculture et une omnipotence bureaucratique plus ravageuse que chez ses voisins.

Mais, à ces différences près, les pouvoirs en place sont confrontés aujourd'hui à la même nécessité d'asseoir leur légitimité sur des bases nouvelles face à une population de plus en plus jeune, de plus en plus citadine, de plus en plus éduquée, de plus en plus frustrée par leur incapacité à répondre à des demandes sociales, économiques, politiques et culturelles qu'elle juge légitimes.

Outre leur commune impossibilité à réagir à l'évolution de la conjoncture économique internationale, les trois régimes se retrouvent face aux mêmes mouvements sociaux venus des profondeurs, à la même aspiration écuménique et ambiguë au changement. Est-ce pour cela que le Maghreb, qui n'est jamais autant lui-même que dans la confuse conscience d'une menace, paraît aujourd'hui sortir une nouvelle fois des limbes, ou assiste-t-on à la fin d'un cycle faisant alterner les périodes de coopération et celles de repli sur soi ?

Les alliances qui se font et se défont

UNITÉ, identité ? L'histoire des trente dernières années peut se résumer à cette valse hésitation. Contrairement à ce que laissait supposer la lutte solidaire contre l'ennemi commun, l'ère des indépendances est celle des conflits ouverts, de la revendication tunisienne sur la borne 233, considérée par l'Algérie comme faisant partie de son territoire, à la « guerre des sables » algéro-marocaine d'octobre 1963 qui, malgré sa brièveté, marque le début d'une durable inimitié entre les deux géants de la région. Il faut d'ailleurs voir dans le refus de l'armée algérienne de rétroceder Tindouf au Maroc une des raisons de la chute, en juin 1965, d'un Ben Bella davantage disposé à des compromis territoriaux pour sauvegarder les chances de la construction maghrébine.

Si la construction de l'Etat national apparaît donc prioritaire, la conscience maghrébine est si ancrée dans les esprits que personne n'ose prendre le risque politique et moral d'une guerre prolongée pour conquérir ou garder quelques arpents de sable et, comme pour conjurer tout danger d'emballement, à l'ère des conflits succède une longue période où la coopération est à l'ordre du jour.

Plusieurs dizaines de conventions bilatérales et multilatérales sont signées à partir de 1963, et le processus d'intégration est institutionnalisé par la

création d'un Comité permanent consultatif maghrébin (CPCM), doté en 1966 d'un siège à Tunis, et par la multiplication des comités sectoriels de coopération. Parallèlement, les ministres de l'économie des trois pays, auxquels se joint la Libye jusqu'en 1970, se réunissent régulièrement afin de se concerter sur les choix économiques à privilégier pour faciliter l'intégration. L'économie n'est pas seule concernée : les ministres de l'éducation envisagent d'harmoniser les programmes d'enseignement tandis qu'on parle, entre autres, de créer une compagnie aérienne commune. Les conflits frontaliers sont réglés à l'avantage d'Alger par la signature du traité d'Ifrane en 1969 et de l'accord de Tlemcen en 1970 avec le Maroc, et l'arrangement avec Tunis sur la borne 233.

Les initiatives ne se comptent plus. L'impression qu'elles pourraient donner d'une réelle avancée est toutefois fallacieuse, car il faut surtout retenir de cette période le contraste entre l'abondance des réalisations institutionnelles et la faiblesse des réalisations concrètes, la fragilité juridique sur laquelle repose cette construction : le fait que nul traité intermaghrébin n'ait été envisagé pour donner à l'effort d'unification valeur contraignante et l'inscrire dans la continuité reflète l'absence de volonté politique au niveau de chaque Etat, accentuée à partir des années 70 par la différenciation



LE PAIN, SYMBOLE DE LA COLÈRE
Les frustrations ont gâché les classes moyennes

tion accrues des options socio-économiques. L'aspect de plus en plus formel de la concertation annonce le retour de chacun des pays à des politiques plus étroitement nationales, et la septième et dernière conférence des ministres de l'économie, réunie à Alger en 1975, renvoie sine die le projet d'accord maghrébin de coopération économique.

Entre-temps, il est vrai, le conflit du Sahara occidental a éclaté, fruit du réveil de la rivalité algéro-marocaine, tandis que la Tunisie essaye de son côté de contenir la tentation hégémonique de son puissant voisin de l'ouest et d'asseoir son développement sur la même pétrolière en signant, en janvier 1974, l'éphémère traité d'union avec un colonel Kadhaï qui, déçu par les déboires des pays du Machrek à ses propositions réitérées de fusion, commence à regarder vers le Maghreb.

La scène maghrébine est dès lors dominée par le conflit algéro-marocain sur le Sahara et par la constitution d'alliances bilatérales à vocation défensive ou destinées à affaiblir le rival ou l'ennemi du moment : le bilatéralisme devient la règle des rapports régionaux, l'Algérie s'employant avec constance à empêcher la constitution de tout bloc maroco-mauritanien ou tuniso-libyen pouvant apparaître comme dirigé contre elle. Tout en tentant de neutraliser le colonel Kadhaï ou de l'utiliser quand c'est possible, elle tâche d'empêcher toute velléité tunisienne de mener une politique par trop contraire à ses intérêts. La mort de Boumedienne (décembre 1978) ouvre de ce côté des perspectives nouvelles : à la solide antipathie que lui portait M. Bourguiba succède de la part du rai tunisien une bienveillante affection envers son successeur, M. Chadi Benjedid, qui, bien que militaire, tranche par son allure débonnaire avec la haute austérité du colonel. L'affaiblissement du régime tunisien, miné par une interminable lutte de succession, et la nécessité géopolitique pour ce petit pays de ne pas entretenir en même temps de mauvais rapports avec les deux voisins de l'ouest et du sud poussent également au rapprochement.

Lors de la première visite officielle qu'il effectue à Tunis, le président algérien Chadli Benjedid signe avec le président Bourguiba un « traité de fraternité et de concorde » valable vingt ans. Un mois auparavant, il avait rencontré le roi Hassan II à la frontière algéro-marocaine, relançant l'espoir d'un règlement du conflit saharien. La tentative ayant échoué, les « boumedienistes » étant encore puissants à Alger et aucun compromis acceptable pour l'ensemble des protagonistes n'ayant été trouvé, la priorité est alors donnée à la consolidation de l'axe Tunis-Alger, renforcé en décembre 1983 par l'adhé-

sion de Nouakchott au traité. Conséquences tangibles de ce rapprochement : de franchement promarrois, les positions tunisiennes sur le Sahara occidental évoluent vers une neutralité nettement plus favorable à l'Algérie.

Sur le plan économique, une série de projets communs sont décidés entre Tunis et Alger : usine de ciment et briqueterie dans deux villes frontalières, interconnexion des réseaux électriques, institution de la carte de frontalière facilitant la circulation des personnes. Les populations marquent sans restriction leur approbation : un million de touristes algériens affluent en Tunisie en 1983, trop heureux d'y venir s'approvisionner en produits de consommation courante introuvables chez eux. Bien qu'il affecte de n'en rien montrer, le Maroc s'inquiète d'une alliance qui ne peut qu'accentuer son isolement d'autant que, si sa position militaire au Sahara ne cesse de se renforcer, la République arabe sahraouie démocratique (RASD) effectue une percée diplomatique remarquée sur les plans africain et international. Empêtré, de son côté, dans la guerre du Tchad et en proie à l'hostilité de plus en plus bruyante de l'administration américaine, le colonel Kadhaï aspire, quant à lui, à se forger une respectabilité. Fruit de la convergence temporaire d'intérêts strictement nationaux, l'accord d'Oujda, signé le 13 août 1984 entre Rabat et Tripoli, apparaît aussi comme une riposte à la constitution de l'axe Tunis-Alger-Nouakchott étroitement contrôlé par l'Algérie.

Jamais le Maghreb n'a paru aussi loin, le principe de ce genre d'alliance n'étant pas vraiment remis en cause par les conflits bilatéraux apparaissant ici ou là : rupture tuniso-libyenne

d'août 1985 ou dénonciation de l'accord d'Oujda en août 1986 à la suite de la rencontre entre le roi Hassan II et M. Shimon Pérès à Ifrane. L'on ne cesse pourtant d'en parler dans toutes les capitales et, même au plus fort des crises algéro-marocaines, les tentatives de réconciliation ne se comptent pas, de sommets maghrébins avortés en rencontres politiques au plus haut niveau entre « frères ennemis ». Si les bruits de bottes aux frontières masquent souvent ces discrètes entrevues, on semble des deux côtés s'employer à éviter l'irréparable et à préserver l'avenir.

En avril 1986, une conférence, qui tient à Alger entre les dirigeants des principaux partis politiques des trois pays - Parti socialiste destourien (PSD) de Tunisie, Front de libération nationale (FLN) algérien, Istiqlal et Union socialiste des forces populaires (USFP) du Maroc - pour commémorer la conférence tripartite de Tanger de 1958, décide de créer une commission consultative permanente devant siéger deux fois par an. Officiellement, les Etats ne sont pas concernés. Il n'empêche. Deux mois plus tard, Hassan II propose la création d'une « Assemblée communautaire maghrébine consultative ». Quels qu'aient été les hésitations et les reculs, la réconciliation algéro-marocaine de mai 1988 est en fait l'aboutissement d'une évolution entamée en 1983, après que M. Benjedid eut consolidé son pouvoir sur la vieille garde boumedieniste. Tout se passe depuis quelques années comme si chacun consolidait ses positions en vue de défendre ses intérêts au moment d'un rapprochement perpétuel terme comme inévitable.

Quand viennent les années de vache maigre...

A U-DELA des querelles, en effet, la construction du Maghreb, toujours aussi populaire auprès des opinions publiques, apparaît de plus en plus, à partir du début des années 80, comme la seule réponse réaliste aux incertitudes du présent et de l'avenir. Les mutations des dernières années, davantage que les considérations purement politiques, expliquent la relance actuelle de la dynamique. Vingt-cinq années d'expériences isolées ont abouti à des blocages manifestes. L'absence d'intégration régionale a accéléré le processus d'intégration des pays maghrébins à l'économie mondiale. Ils en subissent aujourd'hui les effets.

Pour la plupart des économies du tiers-monde, la décennie en cours voit naître et s'amplifier une crise sans précédent : chute des prix des produits énergétiques et des matières premières, crise des liquidités internationales et hausse des taux d'intérêt, concurrence accrue entre pays du tiers-monde pour la sauvegarde de leur part des marchés occidentaux dont l'expansion est elle-même ralentie par la crise ; la conjonction de ces facteurs provoque un accroissement vertigineux de l'endettement du monde dit en développement. Non seulement l'ère de la croissance relativement facile et de l'expansion du commerce mondial est terminée, mais la pression accrue des contraintes externes accélère la récession des Etats maghrébins.

Le recul des taux de croissance est alors général : pour la première fois

depuis l'indépendance, la Tunisie connaît, après plusieurs années de croissance, une croissance négative en 1986 ; celles de l'Algérie et du Maroc se situent en deçà de 3 % par an depuis 1985, ce dernier pays connaissant en 1986 seulement une légère reprise. La chute des recettes d'exportation est également spectaculaire : la valeur des exportations algériennes d'hydrocarbures chute de 12,5 milliards de dollars en 1985 à moins de 8 milliards l'année suivante pour se redresser légèrement à 9 milliards en 1987 ; or les importations considérées comme incompressibles atteignent 7,5 milliards de dollars. Le solde de la balance marocaine des paiements est négatif de près de 900 millions de dollars en 1985. En 1986, la diminution de la rente pétrolière tunisienne correspond pour l'Etat à un manque à gagner de 76 millions de dinars (2).

Les dépenses de l'Etat ne diminuant pas dans les mêmes proportions et la plupart des importations étant incompressibles, la dette extérieure atteint des sommets, dépassant pour les trois pays pris ensemble 50 milliards de dollars fin 1987. En deux ans, la dette extérieure de la Tunisie s'est accrue d'un tiers pour dépasser aujourd'hui les 7 milliards de dollars. Celle de l'Algérie se situe aux environs de 25 milliards de dollars contre 19 milliards pour le

(2) 1 dinar tunisien = 11 francs français jusqu'en 1986. Depuis lors, une dévaluation officielle, puis un glissement continu de sa valeur, lui ont fait perdre près de 40 % par rapport au franc. Valeur actuelle : 6,80 F.

CORPS AU

des re

Maroc où, à partir de 1985, le...
habitant dépense le 100%...
Parallèlement, son service...
part de plus en plus impor...
marchés d'exportation, augm...
renforcement général de l'indus...

Inaugurant une longue é...
maroc, le Maroc est le premier...
un nouveau prêt, à 9%...
des conditions du Fonds...
international (FMI). L'au...
ment structurel consti...
Maghreb en 1983. Le gouv...
Mais étant trop impo...
point de la situation, la...
engagé, puis révoqué, et...
seulement elle avait...
A. Fonds. On en const...
qu'une application de la...
le 100%, chère aux...
Washington, et la prov...
de au remboursement de...
ment plus que jamais l'...
dual vers la satisfaction...
étrangers, tandis qu'un...
donné à la conversation...
sure par un blocage de...
grand de la progression...
croissance, du fait de l'...
accroissement en termes réels.

Quant aux coupes dans l'...
de l'Etat, elles concernent...
des secteurs sociaux et...
aux produits de l'indus...
maroc de 1979 à 1986...
sont de la même, de 10%...
sont de 100 % au 10...
les salaires ne progress...
moins que de 33 %...
en prix des produits



ENTRÉE
La mise en place

connaissent une augmen...
tandis que les salaires...
15 % en termes réels...
1987 (3). La récessio...
naissance a enfin provo...
une accélération de...
trappe en premier lieu...
constituant désormais l'...
mé de la population.

Pour n'avoir pas sollicité...
non du FMI, l'Algérie n'a...
moins une évolution...
dément public n'a cessé...
depuis 1970 et n'est guère...
investissement privé. Ce...
le taux de chômage a at...
la population active...
comme chez les voisins...
tous les formes y est...

On comprend dès lors...
récession généralisée...
graves frustrations, non...
les couches populaires...
sont affectées mais égale...
classes moyennes, jusque...
constants soutiens d...
place, et qui en subis...
effets. L'attrait exercé...
pays par l'intégration...
de plus en plus impo...
naissance est un des sy...
spectaculaires de la...
de l'insatisfaction et de...
dilatés de régimes...
grand-chose à promouvoir...
les.

ALGERIE...
MAROC...
TUNISIE...
(1) Le taux de croissanc...
base des prix du pétrole...
Sources : Banque mondia...

15010150

CORPS AU VIEUX RÊVE D'UNITÉ des retrouvailles

Maroc où, à partir de 1985, la dette par habitant dépasse le PNB par tête. Parallèlement, son service absorbe une part de plus en plus importante des recettes d'exportation, entraînant un ralentissement général de l'investissement.

Inaugurant une longue série de négociations, le Maroc est le premier à solliciter un rééchelonnement et, pour obtenir de nouveaux prêts, à se soumettre aux conditions du Fonds monétaire international (FMI). L'ère de l'ajustement structurel commence au Maghreb en 1983. Le gouvernement Mzali s'étant trop longtemps caché la gravité de la situation, la Tunisie s'y engage, timidement d'abord, à partir de 1984, puis résolument, en 1986, en se soumettant elle aussi aux exigences du FMI. On en connaît les conséquences : l'application de la politique de l'offre, chère aux experts de Washington, et la priorité absolue donnée au remboursement de la dette réorientent plus que jamais l'appareil productif vers la satisfaction des marchés extérieurs, tandis qu'un sévère coup de frein est donné à la consommation intérieure par un blocage ou un ralentissement de la progression des salaires qui, comme dans le cas de l'inflation, une diminution en termes réels.

Quant aux coupes dans les dépenses de l'Etat, elles concernent au premier chef les secteurs sociaux et les subventions aux produits de consommation courante : de 1979 à 1986, les prix du sucre, de la farine, du lait et du gaz ont augmenté de 133 % au Maroc tandis que les salaires ne progressaient dans le même temps que de 53 %. En Tunisie, les prix des produits alimentaires

Dans un tel contexte, la relance du Maghreb uni présente aux yeux des dirigeants la vertu d'être, grâce à son pouvoir mobilisateur et au mieux-être immédiat qu'elle peut apporter dans certains domaines, un exutoire commode au mécontentement sans compter que, pour l'Algérie et le Maroc tout au moins, le règlement prévisible de la question saharienne permettra de diminuer des dépenses militaires fatales à leurs économies rudement éprouvées.

Car, si le Maroc a bénéficié pour financer sa guerre d'une aide massive des monarchies pétrolières, et en particulier de l'Arabie saoudite, celle-ci, à son tour affectée par la chute des prix pétroliers, a considérablement réduit depuis trois ans sa contribution au budget militaire marocain. On sait d'ailleurs les efforts déployés par le roi Fahd en faveur d'un rapprochement algéro-marocain, la rencontre Hassan II-Benjedid du 4 mai 1987 s'étant effectuée sous ses auspices.

Si le souci de conjurer la crise apparaît comme un facteur déterminant de la relance maghrébine, il n'est pas le seul et celle-ci n'aurait pu s'effectuer sans une remarquable évolution interne de l'Algérie. Non sans peine, puisqu'il s'agit de la tâche depuis maintenant près de dix ans, M. Chadli Benjedid semble en effet être parvenu à enterrer son prédécesseur une seconde fois, et l'abandon - gradué en fonction des rapports de force à l'intérieur de l'appareil dirigeant - du « boumediénisme » a aujourd'hui les allures d'un phénomène irréversible.

Si l'Algérie demeure officiellement un pays « socialiste », l'évolution n'en est pas moins manifeste, touchant aussi

tion d'un marché aux potentialités non négligeables. S'il est une réaction à l'impasse politique et économique dans laquelle le pays s'était retrouvé enfoncé, la fin du splendide isolement d'Alger était également l'une des conditions du renouveau de l'idée maghrébine.

L'aggravation des contraintes économiques externes, la montée des périls internes, la pression d'opinions publiques hostiles à de suicidaires rivalités, ont ainsi préparé le terrain à une reprise de la coopération. L'accélération de la construction européenne paraît devoir jouer ce rôle et persuader, s'il en était encore besoin, les Etats maghrébains qu'il devient de plus en plus dangereux d'affronter en ordre dispersé un partenaire en train de renforcer singulièrement sa puissance.

En pleine renégociation - en position de faiblesse - des accords conclus par chacune d'elles avec la CEE, les trois capitales ont l'occasion de mesurer depuis le 1^{er} janvier 1986 les conséquences concrètes de l'entrée dans l'Europe de l'Espagne et du Portugal : industrie manufacturière portugaise directement concurrente de celles de la Tunisie et du Maroc, autosuffisance communautaire en produits agricoles méditerranéens comme les agrumes et l'huile d'olive et, sur le plan géopolitique, affirmation d'une entité européenne à la dimension méditerranéenne de plus en plus revendiquée. La demande d'adhésion à la CEE formulée en 1987 par le souverain marocain, pour symbolique qu'elle fût, était à la fois une reconnaissance de la dépendance quasi organique de son pays à l'égard de l'Europe et un constat d'échec de l'idée maghrébine. Le refus prévisible et sans appel de Bruxelles de prendre en considération la candidature marocaine oblige les Etats du Maghreb à repenser leur développement et leurs rapports avec l'extérieur dans un contexte régional, le seul en fait sur lequel ils peuvent avoir quelque maîtrise.

Que pèse en effet chaque Etat, quelle que soit sa puissance relative,

Le mouvement de l'histoire

- 1954 1^{er} novembre : Déclenchement de la lutte algérienne de libération nationale.
- 1956 2 mars : Indépendance du Maroc.
- 20 mars : Indépendance de la Tunisie.
- 1958 Avril : Conférence de Tanger réunissant les trois partis nationalistes maghrébains pour jeter les bases d'un Maghreb unifié.
- Juillet : Le Maroc revendique officiellement la Mauritanie.
- 1962 1^{er} juillet : Indépendance de l'Algérie.
- 1963 Mai : Le Maroc renonce à revendiquer la Mauritanie.
- Octobre : « Guerre des sables » algéro-marocaine.
- 1969 Janvier : Traité de bon voisinage algéro-marocain d'Irane.
- 1^{er} septembre : Le colonel Kadhafi renverse la monarchie en Libye.
- 1974 12 janvier : Accord de Djérba proclamant l'union tuniso-libyenne.
- 6-9 novembre : Marche verte marocaine sur le Sahara occidental.
- 14 novembre : Accords tripartites de Madrid (Maroc-Mauritanie-Espagne) sur le Sahara occidental.
- 29 décembre : La charte de Hassi-Messaoud conclue entre Boumediène et le colonel Kadhafi prône l'union entre les deux pays.
- 1976 27 février : Proclamation de la République arabe sahraïenne démocratique.
- 6 mars : Alger reconnaît la RASD.
- 1977 27 janvier : Défaite algérienne devant l'armée marocaine à Amgala.
- 1979 5 août : La Mauritanie renonce à sa partie de Sahara occidental, aussitôt occupée par le Maroc.
- 1980 27 janvier : Un commando d'opposants soutenus par la Libye et l'Algérie envahit la ville tunisienne de Gafsa.
- 1983 26 février : Première rencontre Hassan II-Chadli Benjedid.
- 19 mars : Traité tuniso-algérien de fraternité et de concorde.
- 1984 13 août : Traité d'Oujda marocco-libyen.
- 12 novembre : Le Maroc quitte l'OUA pour protester contre l'admission de la RASD en son sein.
- 1985 septembre : Rupture des relations tuniso-libyennes.
- 1986 août : Rupture de l'union marocco-libyenne.
- 1987 24 mai : Seconde rencontre Hassan II-Chadli Benjedid.
- 7 novembre : Déposition de M. Bourguiba.
- 23 décembre : Reprise des relations diplomatiques tuniso-libyennes.

face à la constitution, non seulement sur la rive nord de la Méditerranée mais sur l'ensemble de la planète, d'espaces socio-économiques intégrés qui sont les partenaires-concurrents de demain ? Or le Maghreb représente un ensemble territorial de plus de 3 millions de kilomètres carrés (et de plus de 6 millions de kilomètres carrés si l'on y ajoute la Libye et la Mauritanie). A supposer qu'il se réduise à ses seuls pays centraux, sa population, qui est aujourd'hui légèrement supérieure à 50 millions d'habitants, atteindra 75 millions d'habitants à l'horizon du prochain millénaire. Son PIB actuel frise les 80 milliards de dollars, soit, il est vrai, l'équivalent du PIB belge. Avec la Libye et la Mauritanie, il atteint 110 milliards de dollars. Son PNB par tête, qui s'est accru d'environ 3 % par an de 1965 à 1985, va de 2 550 dollars pour l'Algérie à 560 dollars pour le Maroc, en passant par 1 200 dollars pour la Tunisie.

qui pèse sur les pouvoirs en place, la relance en cours ressemble davantage à une fuite en avant devant l'accumulation des problèmes qu'à la véritable recherche d'un moyen de les résoudre.

Le Maghreb est loin d'en être arrivé à un point où tout retour en arrière se révélerait impossible. Pour la première fois en tout cas depuis qu'il est libre de toute occupation coloniale, il est le théâtre d'un phénomène inédit : alors que les intérêts à long terme et les sentiments des peuples qui le constituent ont toujours milité pour sa construction, le contexte immédiat, les divergences d'approche et les ambitions antagoniques des classes dirigeantes respectives ont en revanche représenté d'insurmontables obstacles à la poursuite d'un but pourtant reconnu par tous les protagonistes comme porteur de progrès.

Les deux registres ont cessé, semblait-il, d'être contradictoires. Le Maghreb peut tirer profit de cette concordance, dont il est malaisé de prévoir la durée, pour passer de l'état de souhait à celui de projet structuré. De Tunis à Rabat, on commence à comprendre que, pour aborder l'avenir, il n'est pas beaucoup d'autres possibilités.

SOPHIE BESSIS.

L'intégration ou l'asphyxie ?

REF, le Maghreb, s'il existait, sans être et de loin un miracle, aurait du poids face à un contexte économique mondial en voie de recomposition, où la balkanisation devient synonyme de marginalisation. A condition de réorienter son appareil productif en fonction de la nouvelle donne de l'intégration, il pourrait bénéficier de substantielles économies d'échelle grâce à une population égale, dans douze ans, à une fois et demi celle de la France. A moins d'aggraver une dépendance extérieure dont il a pu ces dernières années mesurer les dangers, le Maghreb constitue, pour chacun des Etats qui le composent, le seul ballon d'oxygène susceptible d'éviter l'asphyxie à leurs économies et à leurs sociétés.

On peut en mesurer les potentialités à la timide mais certaine relance provoquée par l'ouverture des derniers mois, qui n'était d'ailleurs pas, de la part des dirigeants, dépourvue d'arrière-pensées. La liberté de circulation restaurée entre la Tunisie et la Libye a permis en effet, du côté tunisien, d'atténuer les effets d'une sécheresse et d'une mauvaise récolte ayant frappé cette année tout le Sud du pays, grâce à la frénésie d'achats dont font montre les Libyens dès qu'ils franchissent leur frontière du nord.

La possibilité pour ces derniers de s'approvisionner en produits divers - des pièces de rechange automobiles aux fruits secs - qui font depuis des années cruellement défaut chez eux donne en outre un répit apprécié à un régime libyen en proie à de multiples difficultés. L'Etat tunisien voit quant à lui sans déplaisir grossir un matelas de devises réduit depuis quelques années à sa plus simple expression.

Le phénomène est analogue à la frontière algéro-marocaine, même si les choses ne vont pas aussi vite que d'aucuns pouvaient l'espérer : les Algériens de l'Ouest commencent à s'approvisionner chez un Maroc redevenu voisin et qui voit là s'ouvrir un nouveau marché, tandis qu'on satisfait ainsi partiellement à Alger une demande à

laquelle l'économie nationale est pour l'heure incapable de répondre.

Dans une couche d'entrepreneurs autrement plus importante et dynamique, dans les trois pays, qu'elle ne l'était il y a vingt ans, on élabore des stratégies industrielles et commerciales en fonction du marché maghrébin naissant. Pour des raisons différentes, les Etats, les classes moyennes et populaires et le capital privé national trouvent chacun son compte dans l'édification d'un ensemble intégré. Pour les uns comme pour les autres, il constitue à la fois un palliatif et une perspective d'issue à la crise, une réponse possible à l'Europe, un moyen de consolider des complémentarités longtemps masquées mais qui se font jour désormais.

Il y a, cela dit, fort à faire pour rendre l'évolution irréversible. Car, si elle se contente de répondre à des préoccupations purement conjoncturelles et à desserrer momentanément l'étreinte



ENTRE LA TRADITION ET LA MODERNITÉ
La même aspiration éternelle et anéantie au changement.

connaissent une augmentation continue tandis que les salaires ont diminué de 15 % en termes réels entre 1983 et 1987 (3). Le ralentissement de la croissance a enfin provoqué partout une accélération du chômage qui frappe en premier lieu une jeunesse constituant désormais l'immense majorité de la population.

Pour l'avenir pas sollicité l'intervention du FMI, l'Algérie n'en connaît pas moins une évolution similaire : l'investissement public n'a cessé de chuter depuis 1979 et n'est guère relayé par l'investissement privé. Officiellement, le taux de chômage a atteint 17,5 % de la population active en 1986 mais, comme chez les voisins, le sous-emploi sous toutes ses formes y est massif.

On comprend dès lors que cette récession généralisée ait provoqué de graves frustrations, non seulement dans les couches populaires les plus gravement affectées mais également chez les classes moyennes, jusque-là les plus constants soutiens des régimes en place, et qui en subissent aussi les effets. L'attrait exercé dans les trois pays par l'intégrisme islamique sur une partie de plus en plus importante de la jeunesse est un des symptômes les plus spectaculaires de la montée générale de l'insatisfaction et de la perte de crédibilité de régimes qui n'ont plus grand-chose à promettre à leurs peuples.

bien la politique extérieure, marquée par un spectaculaire rapprochement avec les Etats-Unis et les pays arabes modérés, que l'économie, restructurée selon les critères naguère iconoclastes du « moins d'Etat » et de la rentabilité. La priorité nouvelle donnée à l'agriculture et à ce qui reste du monde rural, où l'âge moyen de la population active est de cinquante ans, s'est traduite par un abandon de la révolution agraire et un début de démantèlement des fermes d'Etat, rétrogradées sous certaines conditions à la paysannerie dans l'espoir de freiner un exode rural devenu incontrôlable. Dans l'industrie, les entreprises du secteur public, après avoir été restructurées en fonction d'imprévisibles de rentabilité financière et d'efficacité économique, sont fermement priées d'obéir à des critères de production et de productivité jadis considérés comme secondaires. Dans maints domaines d'activité, comme le commerce, le tourisme et les industries de biens de consommation courante, le secteur privé, auquel on accorde désormais de substantielles facilités, est instamment sollicité d'intervenir tandis que l'appel à l'investissement privé étranger se fait de plus en plus pressant. L'Algérie, dans bien des domaines, change incontestablement de visage et, ce faisant, se rapproche de ses deux partenaires maghrébains.

Hommes d'affaires tunisiens et marocains l'ont d'ailleurs bien compris qui multiplient les initiatives en direc-

LE COMMERCE EXTERIEUR

	Exportations (en millions de dollars, 1985)	Importations (en millions de dollars, 1985)	Taux de couverture (1985)
ALGERIE	13 634	9 861	143 % (1)
MAPOC	2 156	3 885	64 %
TUNISIE	1 738	2 757	63 %

(1) Le taux de couverture des importations algériennes a considérablement baissé depuis la chute des prix du pétrole.
Sources : Banque mondiale, budgets économiques nationaux.

LES ECHANGES AVEC LA CEE

	Importations (1987, en millions d'ECUS)	Exportations (1987, en millions d'ECUS)	Solde
MAROC	2 253	1 929	- 324
ALGERIE	3 884	5 383	+ 1 499
TUNISIE	1 782	1 542	- 240
LIBYE	2 238	5 239	+ 2 991

N.B. - Grâce à leurs ventes d'hydrocarbures, l'Algérie et la Libye ont un solde excédentaire qui toutefois s'est réduit considérablement depuis la baisse des prix pétroliers.
Source : Commerce économique européen.

**AUDIOVISUEL
SPECTACLE
INFORMATION**

**NOUVELLES TECHNIQUES
DE LA COMMUNICATION
DES METIERS CHANGENT**

**SIX FILIERES
DE FORMATION SUPERIEURE
CONDUISANT
A UN DIPLOME DE SPECIALITE**

- Gestion / Administration / Marketing des entreprises audiovisuelles.
- Exploitation et maintenance des équipements audiovisuels.
- Arts et techniques du son.
- Arts et techniques de la vidéo.
- Conception et réalisation.
- Journalisme audiovisuel.

Documentation détaillée sur simple demande écrite à NOVOCOM, 28 bis, rue Kléber, 93100 MONTREUIL.

DOMAIRES D'INTERET :

- Gestion / Marketing
- Exploitation / Maintenance
- Journalisme audiovisuel
- Arts et techniques du son
- Arts et techniques de la vidéo
- Conception et réalisation

NOM : _____
Prénom : _____
Niveau d'études : _____
Adresse : _____
Tél. : _____

NOVOCOM
Institut d'Etudes
et de recherches internationales
sur les nouvelles communications

Siège social :
28 bis, rue Kléber, 93100 MONTREUIL.
Association loi 1901

**44 MODULES SPECIALISES
EN FORMATION CONTINUE**
(Inscription toute l'année)

Parmi les 44 modules...

Modules de base

Base mathématique des techniques de l'audiovisuel - Eléments de mathématiques du signal - Electronique, notions générales - Connaissances approfondies de l'électronique audiovisuelle - Informatique (notions générales) - Information (application à l'audiovisuel) - Pratique de la communication interculturelle - Langues et idées contemporaines - Langues et œuvres audiovisuelles - Introduction aux techniques de l'audiovisuel.

Modules de spécialisation

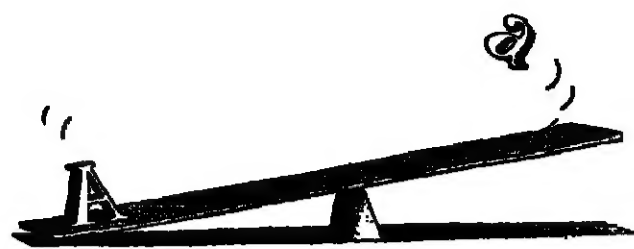
Principes et pratiques de la vidéo légère - techniques d'exploitation et de maintenance (son et vidéo) - Principes et pratiques du son - La réalisation sonore - Créations visuelles et techniques vidéo - Etude du signal - Techniques de transmission - Techniques et pratiques de l'éclairage - Economie et gestion des entreprises audiovisuelles - Le marketing de l'audiovisuel et du spectacle - La droit de l'audiovisuel - Droits d'auteurs et droits voisins - La direction de production - Le montage son - Le montage image - Les écritures - La réalisation - Techniques de l'information - Techniques de reportage - Techniques d'expression radio-télévisuelle - La journaliste cameraman - Musiques spectrales, relevés de musiques.

nées de vache maigre...

depuis l'indépendance, la Tunisie connaît, après plusieurs années de récession, une croissance négative : 1986 ; celle de l'Algérie et de la Libye se situent en deçà de 3 % par an depuis 1985, ce dernier pays connaissant en 1986 seulement une légère reprise du chute des recettes d'exportation - également spectaculaire : la valeur des exportations algériennes d'hydrocarbures chute de 12,5 milliards de dollars en 1985 à moins de 8 milliards de dollars en 1986, ce qui entraîne une perte de 900 millions de dollars en 1986. Le solde de la balance commerciale de la Tunisie est négatif de 1,1 milliard de dollars en 1986, la diminution de la recette pétrolière tunisienne correspondant pour l'Etat à un manque à gagner de 70 milliards de dollars (2).

Les dépenses de l'Etat ne diminuent pas dans les mêmes proportions : la plupart des importations étant indispensables, des sommes, dépassant pour le pays pris ensemble 50 milliards de dollars fin 1987. En deux ans, le déficit extérieur de la Tunisie s'est accru d'un tiers pour dépasser aujourd'hui 7 milliards de dollars. Celle de 1987 se situe aux environs de 25 milliards de dollars contre 19 milliards pour 1986.

(2) 1 dollar tunisien = 11 francs français en 1986. Depuis lors, une dévaluation officielle, puis un glissement continu de la valeur, lui ont fait perdre près de 50 % de sa valeur par rapport au franc. Valeur officielle 1987.



Dans la tradition démocratique, l'impôt devrait être l'instrument d'une redistribution des revenus et des fortunes, un rouage de cette machine égalitaire dénoncée sans relâche par les néolibéraux. Mais aux mains d'une élite politique et économique, l'Etat est surtout la providence des plus riches. Loin de corriger les disparités sociales, la fiscalité privilégie une petite minorité de nantis, pesant toujours plus lourdement sur les autres citoyens.

Par
CHRISTIAN
DE BRIE

QUI oserait imaginer que les plus démunis, les « nouveaux pauvres » sans ressources, vont être lourdement taxés sur le modeste revenu minimum d'insertion — 2 000 francs par mois environ (1) — qui doit leur être prochainement attribué ? C'est pourtant ce qui va se passer. A un taux de 50 % environ, cin-

quante à cent fois plus élevé que celui que supporteront les plus riches au titre du nouvel impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Et tandis que ceux-ci et leurs porte-parole emplissent l'arène politique et la presse de clameurs avant même d'avoir été touchés, ceux-là paieront dans l'indifférence générale, sans bruit et sans même en avoir conscience.

Telle est la réalité d'une fiscalité profondément, structurellement, inégalitaire. A un degré tel qu'une complexité tacite, intéressée ou résignée, de presque tous les responsables s'est depuis longtemps établie pour taire une situation sinon explosive du moins en complète contradiction avec le discours dominant.

Certes, la France n'est pas seule concernée. Pour des raisons similaires, l'inégalité fiscale se retrouve dans les autres pays de niveau comparable, membres de la Communauté européenne ou de l'OCDE. Mais nulle part elle n'y est poussée à ce point.

Deux siècles après la Révolution, où la haine de l'impôt injuste et des privilèges fiscaux avait joué un rôle si important dans la mobilisation populaire, tout reste à faire ou presque. L'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 : « Une contribution commune est indispensable. Elle doit être également répartie entre les citoyens en raison de leurs facultés » figure toujours au panthéon des grands principes.

L'anesthésiste anesthésié

CETTE « contribution indispensable », communément appelée aujourd'hui « prélèvement obligatoire global » (POG) (2), représente en France, chaque année, environ 45 % — près de la moitié — du produit intérieur brut (PIB), soit pour 1986 2 225 milliards de francs sur 5 000 milliards ; approximativement 100 000 francs par ménage. Nettement plus que la moyenne des pays de la CEE (39,8 %) ou de l'OCDE (37,2 %) ; beaucoup plus qu'au Japon (28 %), ou au États-Unis (29,2 %) ; à un niveau comparable à celui de la Belgique (46,9 %) ou des Pays-Bas (45 %), inférieur à celui de la Suède (50,5 %) ou du Danemark (49,2 %) (3).

Une part massive de cette contribution (voir l'encadré page 9) — entre les deux tiers et les trois quarts, selon les méthodes d'évaluation — est prélevée indirectement, pratiquement à l'insu du citoyen qui l'acquiesce. Elle est intégrée, diluée dans le prix des milliers de produits, de biens et de services vendus aux consommateurs. Ainsi, le contribuable paie l'essentiel de l'impôt au fur et à mesure de ses achats et dépenses, sans s'en rendre vraiment compte. Cette ponction représente pourtant environ la moitié de la consommation des ménages. Autrement dit, chaque fois que l'on dépense 100 francs pour l'achat d'un quelconque bien, 50 francs en moyenne, qui n'ont rien à voir avec la valeur d'usage de ce bien, servent en fait à financer les budgets de l'Etat et des collectivités locales ainsi que le budget social de la nation.

An-delà de cette moyenne, c'est le mystère. Impossible de calculer le montant exact des impôts, taxes et cotisations contenus dans le prix d'un bien de consommation déterminé (4). Aussi incroyable que cela puisse paraître, personne ne sait précisément comment se répartit entre les contribuables cette énorme masse immergée qui représente l'essentiel du prélèvement fiscal. Ni ceux qui le perçoivent ni ceux qui le

supportent. Aucun Français n'est donc en mesure de dire combien il paie d'impôts. Même s'il croit le savoir, il n'en sait rien (5). Le ministre des finances non plus. Malgré l'énorme appareil statistique et les nombreux organismes d'évaluation et d'études qui l'assistent (6). Faire payer le contribuable sans qu'il s'en aperçoive, opérer la ponction fiscale sans douleur, a toujours été considéré comme une sage règle de gouvernement. Mais ici l'anesthésiste lui-même est anesthésié.

Si l'on ignore tout de la répartition des deux tiers aux trois quarts des impôts, il n'y a aucune chance qu'elle s'effectue équitablement, à moins de croire à une bien improbable justice fiscale immanente. La seule chose dont on est à peu près sûr, c'est que les prélèvements indirects sur la consommation sont aveugles. Ils frappent les personnes et les ménages sans tenir compte de leurs facultés contributives, de leurs revenus, de leur fortune, de leurs situations professionnelles, sociales ou familiales. A la différence des autres impôts, ils sont donc, par nature, inévitablement injustes. D'autant plus injustes qu'ils représentent une part plus importante de l'ensemble des prélèvements obligatoires. Or dans aucun pays de la CEE ou de l'OCDE ils n'atteignent une proportion aussi élevée qu'en France (7).

Ainsi le revenu disponible affecté à la consommation, qu'il soit faible ou élevé, supporte indistinctement une charge fiscale d'en moyenne 50 %. Riches et pauvres confondus. Traite-

ment de président de société multinationale ou allocation de revenu minimum d'insertion des « nouveaux pauvres », même tarif. Aussi choquant qu'elle soit, cette inégalité ne suffit pas. Deux phénomènes l'aggravent sensiblement.

D'une part, les revenus les plus modestes sont intégralement affectés à la consommation, dépensés pour satisfaire les besoins les plus vitaux. Au fur et à mesure qu'ils s'élèvent, une part de plus en plus importante est épargnée et échappe au prélèvement massif sur la consommation, lequel est donc inversement proportionnel au revenu disponible et aux facultés contributives (8).

D'autre part, à un certain niveau de la hiérarchie sociale, on acquiert le moyen d'échapper partiellement, et parfois presque totalement, à l'impôt sur la consommation. Pour les cadres supérieurs, les dirigeants d'affaires, grandes, petites et moyennes, les hauts fonctionnaires et dignitaires de l'appareil d'Etat, une bonne part de ce qu'ils



« CHEZ LE PERCEPTEUR » AU XVI^e SIÈCLE, TABLEAU DE BRUGNÈRE. Déjà, sur les pauvres, le poids le plus lourd

reil d'Etat, une bonne part de ce qu'ils consomment, souvent le meilleur et le plus coûteux : nourriture, logement, déplacements et jusqu'aux loisirs, est prise en charge et payée par l'entreprise ou le service public. Et, bien évidemment, le tout sera répercuté sur les autres contribuables (9).

Clergé et noblesse de jadis n'auraient pas osé rêver à des privilèges si subtilement établis qu'aucune nuit du 4 août ne menace de les abolir. Mais, dissimulé, injuste, le prélèvement indirect sur la consommation est d'abord, et surtout, l'impôt des pauvres, des petites gens, des ménages et familles aux revenus modestes sur lesquels il pèse le plus lourdement.

relever le pays jeté à terre par son prédecesseur. Avec ce système éculé — avant nous le chaos, avec nous la sécheresse — que n'ont-ils pas plus utilisé les privilèges pour les classes capillaires ou médiocres ? Ce dont les deux ministres sont le plus fiers, c'est d'avoir, au-delà des engagements électoraux, réussi à baisser les impôts de 70 milliards de francs en deux ans. Le document qu'ils diffusent fournit le décompte (12) : « Ces allègements bénéficient : aux ménages pour 27,1 milliards de francs ; aux

Simplement, ce ne sont pas les mêmes qui bénéficient des allègements et qui supportent l'augmentation générale. En l'occurrence, les hauts revenus, les détenteurs de capitaux et les grandes entreprises ont été les premiers et les mieux servis. Une avalanche de bienfaits s'est déversée sur eux (13). Certes, deux millions de « petits contribuables » ont été exonérés d'impôt sur le revenu, ce qui permet aux ministres d'affirmer très abusivement que leur pression fiscale a été ramenée à zéro, comme s'ils ne payaient pas d'autres

(1) 2 000 F pour une personne seule, 3 000 F pour un ménage, selon le projet en cours d'élaboration (Conseil des ministres du 13 juillet 1988).

(2) Le POG est le total des recettes fiscales — impôts, taxes et cotisations sociales — payées à titre obligatoire pour le compte de l'Etat, des collectivités locales et des organismes de Sécurité sociale.

(3) Chiffres de 1985, Statistiques des recettes publiques des pays membres de l'OCDE, OCDE, Paris, 1987.

(4) A l'exception de la TVA et de certaines taxes spécifiques. Pour le reste, il faudrait être en mesure de calculer le montant des impôts et cotisations transférés dans les prix tout au long du processus de production et de commercialisation, et cela pour chacun des produits et services offerts sur le marché.

(5) Il ne connaît généralement que le montant de son impôt sur le revenu, voire de ses cotisations sociales et de ses taxes locales.

(6) Institut national de la statistique et des études économiques, Conseil national des impôts, Conseil économique et social, Centre d'études des revenus et des coûts, en particulier.

(7) Au minimum 63 % en France, contre 44,6 % en RFA, 37,1 % au Danemark, 35 % aux États-Unis, selon les méthodes d'évaluation de l'OCDE in Statistiques des recettes publiques des pays membres, op. cit.

(8) Si 30 % du revenu disponible est épargné, l'impôt sur la consommation au taux moyen de 50 % porte sur 100-30. Le taux réel est alors ramené à 35 % du revenu disponible (50 % de 70).

(9) Sous forme de frais généraux, en principe déductibles du bénéfice imposable.

(10) Allocations familiales, pensions et retraites, assurances et allocations chômage, maladie et hospitalisation, principalement ; pour un total de 1 185 milliards de francs en 1986 ; voir : *Comptes de l'évolution récente des revenus en France*, Centre d'études des revenus et des coûts, La Documentation française, Paris, 1987.

(11) Y compris des impositions qui, payées par l'entreprise, sont en fait supportées par le consommateur (une fraction des contributions locales et des droits d'enregistrement).

(12) « Projet de loi de finances pour 1988 », Notes bleues du ministère de l'économie, des finances et de la privatisation, n° 351, octobre 1987.

(13) Cf. Christian de Brie, « Avalanche de bienfaits pour les privilégiés de la crise », *Le Monde diplomatique*, février 1987.

Calendrier des fêtes nationales		
1 ^{er} - 30 septembre		
1 ^{er} JUIVRE	Fête nationale	
2 ^e JUIVRE	Fête nationale	
3 ^e JUIVRE	Fête nationale	
4 ^e JUIVRE	Fête nationale	
5 ^e JUIVRE	Fête nationale	
6 ^e JUIVRE	Fête nationale	
7 ^e JUIVRE	Fête nationale	
8 ^e JUIVRE	Fête nationale	
9 ^e JUIVRE	Fête nationale	
10 ^e JUIVRE	Fête nationale	
11 ^e JUIVRE	Fête nationale	
12 ^e JUIVRE	Fête nationale	
13 ^e JUIVRE	Fête nationale	
14 ^e JUIVRE	Fête nationale	
15 ^e JUIVRE	Fête nationale	
16 ^e JUIVRE	Fête nationale	
17 ^e JUIVRE	Fête nationale	
18 ^e JUIVRE	Fête nationale	
19 ^e JUIVRE	Fête nationale	
20 ^e JUIVRE	Fête nationale	
21 ^e JUIVRE	Fête nationale	
22 ^e JUIVRE	Fête nationale	
23 ^e JUIVRE	Fête nationale	
24 ^e JUIVRE	Fête nationale	
25 ^e JUIVRE	Fête nationale	
26 ^e JUIVRE	Fête nationale	
27 ^e JUIVRE	Fête nationale	
28 ^e JUIVRE	Fête nationale	
29 ^e JUIVRE	Fête nationale	
30 ^e JUIVRE	Fête nationale	

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André FONTAINE,
directeur de la publication.
Administrateur général : Bernard WOUTES

Imprimerie
du « Monde »
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9595

A la disposition des diffuseurs de presse
pour modifications de service, demandes de
réimpression ou autre, utiliser notre numéro de
téléphone vert : (16) 1 05-56-11-11.

(Publicité)
PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS
GRAND NUMÉRO SPÉCIAL
LE CAMEROUN
DE PAUL BIYA
AUTOPSE D'UN CHAOS ANNONCÉ

EXTRAIT DU SOMMAIRE
● L'« ethnofascisme », offensive tous
azimuts contre les Bamilekés.
● L'Eglise catholique en proie au tribal
confessionnelisme.
● La folle rétrospective des technocrates
barbés de diplomates.
● Un rapport accablant de la banque
mondiale.

632 pages - 200 F
(joindre règlement à la commande)
82, avenue de la Porte-des-Champs
76000 ROUEN (France)
Tél. (16) 35-99-31-97

Politis
CHAQUE JEUDI
chez votre marchand de journaux

Directeur : Bernard Langlois

(1) 46 36 24 24

مكتبة الأصيل

150150

LA DÉMOCRATIE (III) enrichissez-vous !



LES QUI SAPENT d'impôts

entreprises pour 33,5 milliards de francs (...), à l'ensemble des entreprises à TVA qui porte sur un montant de 8,5 milliards de francs. Ce chiffre révèle que les recettes fiscales de l'État passent de 1 091 milliards de francs en 1986 à 1 126 milliards de francs en 1987 et à 1 180 milliards de francs prévus pour 1988, soit une augmentation de 8 % en deux ans. Et les entreprises « allégées » rapportent un peu plus que l'année. De 1987 à 1988, l'impôt sur le revenu des ménages passe de 212 milliards de francs à 220 milliards de francs, celui sur les sociétés de 115 milliards à 121 milliards, la TVA de 498 milliards de francs à 523 milliards de francs. Bref, plus de baisses, plus ça augmente.



taxes. En réalité ils paieront davantage, la seule augmentation des cotisations sociales retenues sur les salaires étant supérieure aux réductions d'impôts sur le revenu. Seuls les gros revenus voient leur charge fiscale baisser de façon notable (14).

Il est vrai que les tranches les plus élevées du barème avaient augmenté au cours de la période précédente pour atteindre 65 %, et même 70 % (en 1983). Le taux maximum a été ramené à 56,8 %. Encore qu'il ne doive pas faire illusion. Pour payer un tel pourcentage sur l'ensemble de son revenu imposable, il faut que celui-ci dépasse... 20 millions de francs par an pour un ménage (15), beaucoup plus s'il a des enfants à charge. Et le revenu imposable est toujours inférieur au revenu déclaré (16), lequel à ce niveau peut être très éloigné du revenu effectivement perçu, les possibilités de fraude et d'évasion augmentant généralement avec les moyens financiers. Les 1 milliard ou 2 milliards de francs disparus, pas pour tout le monde, dans la bijouterie des frères Chaumet sont une récente illustration des pratiques financières des gens d'argent, qui se déroulent, quand faire se peut, à l'abri du fisc. S'il se trouve des fraudeurs dans toutes les catégories de contribuables, l'avantage procuré croît avec les capacités de dissimulation. En pratique, au-delà d'un certain montant, l'on a des chances raisonnables de bénéficier d'une discrète transaction amiable tandis que la juste sévérité de la loi n'épargne pas les petits délinquants maladroits.

Non contents de conforter les inégalités par l'impôt, les démocrates bourgeois et ploutocrates ont inventé une nouvelle version des fermiers généraux : l'entreprise (privée ou publique) a hérité de la fonction. Avec un pouvoir, des privilèges et des abus très comparables. Si elle n'est pas le seul pays à avoir restauré cette pratique, la France se trouve parmi ceux où elle est le plus développée. Contrairement à une idée commune, c'est en effet l'entreprise, et non le percepteur, qui collecte l'essentiel des impôts auprès des contribuables et les reverse ensuite aux différents destinataires publics. Près de 85 % du prélèvement obligatoire transitent par elle. Il n'y a guère que l'impôt sur le revenu, ceux sur le

capital et la taxe d'habitation qui lui échappent (17).

Elle en tire quelques avantages. Tout d'abord, un délai plus ou moins long s'écoule entre la collecte et le reversement, pendant lequel l'entreprise garde les sommes à sa disposition. A titre gratuit, si l'on peut dire. C'est en quelque sorte le prix de l'affermage et du service rendu. L'affaire n'est pas mince qui porte bon au mal au sur quelque 2 000 milliards de francs en trésorerie. Le délai peut même être utilisé pour des opérations de spéculation boursière, cela se voit : avec le produit des cotisations sociales retenues sur les salaires !

Ensuite, ayant abandonné la maîtrise du recouvrement direct de l'impôt auprès des contribuables, l'Etat se retrouve en situation de dépendance à l'égard de son unique fournisseur, soumis à toutes sortes de pressions qui prennent parfois la forme de chantages. Ainsi en période de difficultés, lorsque l'entreprise retarde le versement des cotisations sociales ou de la TVA, menaçant de mettre la clé sous la porte et d'augmenter le nombre de chômeurs.

Enfin, elle profite de sa position pour obtenir un statut de faveur en invoquant inlassablement « les charges fiscales et sociales écrasantes qui pèsent sur les entreprises » - en réalité sur les prix des biens et services payés par les consommateurs - menaçant leur compétitivité face à la concurrence étrangère. L'argument fait toujours mouche, quels que soient les enseignements beaucoup plus nuancés que l'on puisse tirer des comparaisons internationales (18). Au fil des ans, la fiscalité des entreprises est devenue un extraordinaire catalogue de mesures incitatives spécifiques, de dérogations et d'exceptions qui profitent surtout aux sociétés les plus importantes et les plus performantes, tandis que les autres se voient appliquer la règle commune. Là aussi, loin de corriger les inégalités produites par la loi du marché, la fiscalité vient au secours des plus forts. Pour eux, la majeure partie des profits - qui composent le cash-flow (19) - est dérogée en franchise d'impôt, lequel tend à ne toucher que la fraction des bénéfices distribués aux actionnaires ou placés en réserve. La baisse progressive de l'impôt sur les sociétés complète avantageusement le dispositif (20).

La perspective du grand marché unique de 1993 va être pour l'entreprise et ceux qui contrôlent le pouvoir économique l'occasion d'un nouveau bond en avant. Depuis longtemps, ils s'y préparent. Leur objectif : l'harmonisation fiscale par le bas pour les sociétés, les détenteurs de capitaux et les titulaires de hauts revenus. Que les autres se débrouillent.

taire, c'est prioritairement abaisser progressivement et sensiblement la part du prélèvement indirect sur la consommation, le plus injuste, le moins démocratique aussi, puisqu'il prive le citoyen de la conscience de le payer. C'est augmenter, parallèlement, l'impôt progressif sur le revenu, plus faible dans ce pays que partout ailleurs (31). C'est étendre la progressivité aux cotisations de Sécurité sociale retenues sur les salaires et rémunérations, autre prélèvement sur le revenu, plus important que le premier.

C'est aussi taxer les profits effectifs de l'entreprise en imposant non plus le bénéfice fiscal, cette fiction comptable, mais le cash-flow. Un taux très faible suffirait pour un rendement majoré. L'échéance de 1993 pourrait être l'occasion de mettre à plat les situations, en France et chez ses partenaires - les instruments d'analyse le permettent -, et d'engager une harmonisation conforme aux idéaux de l'Europe et non aux seuls intérêts d'une petite minorité. Si la voix des peuples parvient à se faire entendre.

CHRISTIAN DE BRIE.

Les nouveaux émigrés de Coblenze

Le projet de rétablir en France un impôt sur la fortune est l'occasion de grandes manœuvres. Le CNPF ne rate pas une occasion de manifester son hostilité totale. M. Périgot lâche l'argument : « C'est la pénalisation de la réussite ! » (26) relayé par M. Alain Juppé et la droite politique : « Un risque de voir l'épargne s'enfuir vers les autres pays (27). » Lesquels ? L'Allemagne toute proche, où, paraît-il - cela reste à prouver - l'imposition serait moins lourde. Mais ni les Etats-Unis, ni le Royaume-Uni, où la fortune est nettement plus imposée (28). Ainsi, pour garder leurs privilèges, gagner quelques milliers de francs, nos riches familles de notables si bien intégrées au paysage et à l'histoire nationale seraient prêtes à faire franchir le Rhin à leurs capitaux, abandonner les plus beaux coins de la douce France où ils possèdent châteaux, résidences et hôtels particuliers. Pour une petite poignée d'or ! Les nouveaux émigrés de Coblenze vont sur les traces de leurs aînés.

Il faut revenir à l'essentiel, contenu dans la Déclaration des droits de l'homme. Que les cent mille à deux cent mille Français les plus fortunés, qui sont aussi ceux qui disposent en général des plus gros revenus (29) paient 6 ou 7 milliards d'impôts supplémentaires, sur un prélèvement global de 2 500 milliards de francs - pour venir en aide aux cinq cent mille à six cent mille personnes les plus démunies ne devrait même pas prêter à discussion. L'écart des fortunes est tel qu'il en sera à peine modifié. Dix pour cent

des ménages les plus riches possèdent 51 % du patrimoine total, tandis que les 10 % les plus pauvres en possèdent 0,2 %, soit, pour ces deux millions de ménages, l'équivalent de ce que déclarent les cent trente-sept plus gros contribuables de l'IGF (30).

Le consensus reste majoritaire, en France comme ailleurs, pour voir dans l'impôt l'un des moyens de corriger les formidables inégalités que produit la machine capitaliste libérale. D'autres tâches attendent les réformateurs. Rendre la fiscalité française moins inégali-

- (14) Ceux qui dépassent 30 000 F par mois pour un ménage avec deux enfants en 1987.
- (15) « Projet de loi de finances pour 1988 », op. cit.
- (16) Compte tenu des nombreuses déductions que la loi ouvre aux contribuables.
- (17) Dans certains pays, Etats-Unis, Royaume-Uni, l'impôt sur le revenu est retenu à la source par l'entreprise.
- (18) Voir « Statistiques de base de la communauté », Office statistique des Communautés européennes, 1987.
- (19) Il comprend essentiellement les dotations aux comptes d'amortissement et de provisions passées en franchise d'impôt et qui, avec le bénéfice disponible après impôt sur les sociétés, mesurent l'ensemble des profits effectifs.
- (20) Réduit de 50 % en 1985 à 42 % en 1988 pour les bénéfices non distribués ; de 25 % à 13 % pour les bénéfices distribués, par le jeu de l'impôt fiscal.
- (21) Voir Christian de Brie et Pierre Charpentier, *La fraude fiscale*, éditions Alain Moreau, Paris, 1975.
- (22) Voir, entre autres, André Beauchamp, *Guide mondial des paradis fiscaux*, Grasset, Paris, 1983.
- (23) Cf. *Rapport de la Cour des comptes sur l'affaire dite des ministres renifleurs*, La Documentation française, Paris, 1983.
- (24) Cf. le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la même affaire (J.O. du 15 novembre 1984).
- (25) Voir Bernard Cassen, « Un nouveau maître à penser : l'entreprise », in *Manière de voir*, 1, « Des sociétés malades de leur culture ».
- (26) Colloque de Nantes, 25 mai 1988.
- (27) M. Juppé à Dijon, le 13 juillet 1988 ; cité dans *Le Monde* du 15 juillet 1988.
- (28) 4,6 % du PIB au Royaume-Uni, 2,9 % aux Etats-Unis, contre 2,1 % en France.
- (29) Voir Denis Clerc, « Premiers des injustes, les disparités de revenus », *Le Monde diplomatique*, juillet 1988.
- (30) Jules Lepidi, *La Fortune des Français*, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1988.
- (31) 5,8 % en France ; environ deux fois moins que dans la moyenne des autres pays de l'OCDE : 11,7 %. Cf. OCDE, op. cit.

Le mois prochain :

IV. - LOGEMENT ET POLITIQUE URBAINE

Déjà publiés : les revenus (juillet 1988) ; la justice (août 1988).

A l'ombre des paradis fiscaux

TOUT cela s'effectue en parfaite légalité. Mais l'entreprise a aussi le moyen, plus que tout autre, de tourner ou violer la loi, de pratiquer l'évasion de capitaux et la fraude fiscale. Des secteurs entiers ne s'en privent pas qui pratiquent allégrement fausses factures et abus de biens sociaux, alimentant ces réseaux parallèles d'argent secret et de caisses noires qui ont tant contribué au développement de la corruption et de l'enrichissement sans cause (21). A un niveau plus élevé, celui des grands groupes et des multinationales, on utilise ouvertement l'immense réseau mondial des paradis fiscaux et des sociétés fictives pour la circulation de l'argent et le transfert des profits (22). Procédé plus élégant, par ailleurs compatible avec le précédent. Dans la gigantesque escroquerie révélée par la diffusion du rapport de la Cour des comptes sur l'affaire dite des « avions renifleurs » (23), on a pu vérifier qu'une société comme Elf-Erap - premier groupe français à l'époque - avait en permanence à sa disposition une panoplie complète de sociétés fictives, domiciliées dans des paradis fiscaux, lui permettant de transférer des profits n'importe où dans le monde à l'insu de son conseil d'administration et du fisc (24).

L'iceberg

Sur un total de 2 089 milliards de francs perçus en France en 1986 (1), les recettes fiscales peuvent être ventilées en quatre grandes catégories :

1. - POUR 63 % : IMPOTS INDIRECTS SUR LA CONSOMMATION, soit 1 317 milliards de francs qui comprennent essentiellement :
 - Les impôts sur les biens et services : 684 milliards de francs (dont TVA : 410 milliards de francs) ;
 - Les cotisations sociales et taxes sur les salaires des entreprises : 633 milliards de francs.
2. - POUR 28 % : IMPOTS SUR LES REVENUS DES MENAGES, soit 587 milliards de francs qui comprennent essentiellement :
 - Les impôts sur le revenu des personnes physiques : 266 milliards de francs (dont impôt sur le revenu : 211 milliards) ;
 - Les cotisations sociales des salariés : 255 milliards de francs et celles des travailleurs indépendants : 66 milliards.
3. - POUR 4,7 % : IMPOTS SUR LE PATRIMOINE, soit 96 milliards de francs qui comprennent essentiellement : les droits de succession : 12 milliards de francs ; l'impôt sur les opérations de Bourse : 14 milliards et l'IGF (encore en vigueur en 1985) 5 milliards.
4. - POUR 4,3 % : IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS, soit 89 milliards de francs.

(1) Année de référence (chiffres de l'OCDE).
N.B. - Certains impôts sur le capital, sur le revenu et sur les sociétés pourraient être classés dans les impôts sur la consommation dans la mesure où ils sont répercutés dans le prix des produits et services, ce qui porterait la part de ceux-ci à près de 75 % du total.



Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT - CD - TT - SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES
magasin d'exposition PEUGEOT
Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98
Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Télex 615 072 F
SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

Calendrier des fêtes nationales

Date	Fête nationale
1 ^{er} JANVIER	Année nouvelle
2 ^e JANVIER	Année nouvelle
3 ^e JANVIER	Année nouvelle
4 ^e JANVIER	Année nouvelle
5 ^e JANVIER	Année nouvelle
6 ^e JANVIER	Année nouvelle
7 ^e JANVIER	Année nouvelle
8 ^e JANVIER	Année nouvelle
9 ^e JANVIER	Année nouvelle
10 ^e JANVIER	Année nouvelle
11 ^e JANVIER	Année nouvelle
12 ^e JANVIER	Année nouvelle
13 ^e JANVIER	Année nouvelle
14 ^e JANVIER	Année nouvelle
15 ^e JANVIER	Année nouvelle
16 ^e JANVIER	Année nouvelle
17 ^e JANVIER	Année nouvelle
18 ^e JANVIER	Année nouvelle
19 ^e JANVIER	Année nouvelle
20 ^e JANVIER	Année nouvelle
21 ^e JANVIER	Année nouvelle
22 ^e JANVIER	Année nouvelle
23 ^e JANVIER	Année nouvelle
24 ^e JANVIER	Année nouvelle
25 ^e JANVIER	Année nouvelle
26 ^e JANVIER	Année nouvelle
27 ^e JANVIER	Année nouvelle
28 ^e JANVIER	Année nouvelle
29 ^e JANVIER	Année nouvelle
30 ^e JANVIER	Année nouvelle

Édité par la SARL le Monde
Gérant : André FONTAINE
Directeur de la publication : André FONTAINE
Administrateur général : Bernard WOLFF

Imprimé en France
7, rue des Italiens
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 48
ISSN : 0026-0985

A la disposition des abonnés et pour
pour modifications de service, changement
d'adresse ou autre, veuillez adresser vos
demandes à : (16) 1 05 44 11 11

Ambition

(Suite de la première page.)

QUELLE Europe veulent donc les Européens ? Force est de constater qu'ils ne sont guère consultés sur ce point. Le renouvellement du Parlement européen leur fournira-t-il, l'an prochain, une occasion de s'exprimer avec clarté ? Ou bien les candidats effaceront-ils les diverses options ouvertes aux électeurs en se réfugiant dans le flou d'un trompeur consensus ? S'il fallait encore recueillir le lyrisme européen n'en serait pas moins caduc en raison des intérêts essentiels remis en cause par le marché unique.

La libre circulation des capitaux et des personnes peut donner son essor à une Europe marchande qui jamais ne suffira à définir une identité européenne. Comment peut s'esquisser une nouvelle forme de patriotisme européen largement ouvert sur le reste du monde ? Ce surgissement embrasse par nécessité tous les aspects de la vie en société. Le premier jalon d'une réflexion est ici posé (voir ci-contre l'article de Bernard Cassen), et l'exploration sera poursuivie dans chacun des prochains numéros. Pas de saut aveugle dans l'avenir.

Dès le départ, une certitude : l'Europe porte en elle-même une aspiration sans laquelle elle n'aurait pas envisagé de s'unir. Voilà quelques décennies, certains crurent trouver dans leur crainte de l'URSS le moteur de la cohésion. Maigre bilan : ni défense ni véritable diplomatie communes, une politique agricole dont chacun connaît les graves inconvénients, un marché si peu « commun » qu'il faut maintenant instaurer le marché « unique ».

L'EUROPE ne s'édifiera pas sur la base d'une hostilité à quelque puissance que ce soit. Son avenir réside tout entier dans l'affirmation de ce qui lui est primordial : une pratique démocratique axée sur la volonté de renforcer les libertés dont elle jouit, de les faire rayonner au profit des peuples qui n'en disposent pas, de lutter contre les injustices et les inégalités qui constituent autant d'insultes à la dignité de l'être humain (2). L'absurde fascination exercée par le « modèle » libéral repose sur une imposture (3). Une analyse serrée du rapport économique présenté au Congrès par le président Reagan met en lumière les illusions et les écueils dont doit se garder toute politique économique et sociale en Europe (4). La Commission de Bruxelles et chacun des pays membres de la Communauté peuvent bien savoir, à deux mois de l'élection présidentielle américaine, que l'ère du libéralisme reaganien est déjà terminée.

Cette Europe qui n'en finit pas de chercher sa voie dispose d'un moyen de faire connaître ses pro-

positions et de peser sur l'évolution d'un monde auquel son propre sort est intimement lié. Longtemps frappée d'un certain discrédit, l'Organisation des Nations unies est en train de reconquérir sa crédibilité grâce à l'efficacité dont elle fait preuve dans le règlement des conflits régionaux. En Afghanistan comme dans la guerre Irak-Iran, en Namibie comme au Sahara occidental, l'intervention du secrétaire général de l'ONU ou de son représentant a été déterminante. En dépit de tels succès, et bien que l'URSS règle ses dettes à leur égard, les Nations unies se trouveraient en cessation de paiement si les Etats-Unis ne leur versaient avant novembre au moins une part des quelque 600 millions de dollars qu'ils leur doivent (5).

En dépit de toutes les critiques qui ont pu lui être adressées, l'Organisation internationale reste l'indispensable lieu de recherche de solutions acceptables par les parties en conflit. Elle a entrepris en son sein un effort de réforme qui laisse bien augurer de l'avenir. L'URSS a cessé de transformer l'Assemblée générale en arène d'affrontements idéologiques. L'Europe peut éviter à l'ONU d'être financièrement paralysée à un moment où elle s'affirme plus utile que jamais.

MAIS cette vieille Europe doit encore aller plus loin. Si M. Reagan accepte une intervention des Nations unies dans le Golfe ou en Namibie, il ne souhaite pas voir l'Organisation se mêler du conflit israélo-arabe, de la politique d'apartheid en Afrique du Sud, ou de l'Amérique centrale. A l'égard de ces trois conflits, les Européens ont manifesté des intentions qui ne rejoignent pas celles de Washington. Que ne donnent-ils plus de poids à leurs appréciations en s'exprimant d'une seule voix ? L'Europe voit s'offrir à elle une occasion de se faire écouter aux Nations unies en agissant avec une tranquille fermeté sur ces points chauds du globe. Non pas par vaine gloire, non pas pour se donner l'impression de peser sur le destin du monde. Mais parce que là se jouent les valeurs démocratiques qui sont sa raison d'être et qui légitiment son ambitieux effort d'unification.

CLAUDE JULIEN.

(2) « Sociétés écartelées, planète diluée », *Le Monde diplomatique*, mai 1988, et la série d'articles intitulée « Ces inégalités qui sapent la démocratie », à partir du numéro de juin 1988.

(3) Voir *Manière de voir* 2, « Le libéralisme contre les libertés », *Le Monde diplomatique*, Paris 1988.

(4) Cf. Emma Rothschild, « The Real Reagan Economy », *The New York Review of Books*, 30 juin 1988.

(5) Voir « Getting Some Respect - A Revived UN is Finding its Role in the World », *Newsweek*, 8 août 1988, et « Steering a surer course at last », *Financial Times*, 5 août 1988.

CENT SOIXANTE RÉGIONS

Terrains de jeu sans équipes entraînées

LE Centre géographique de l'Europe des Douze se situerait quelque part dans la France profonde, entre Riom et Vichy dans le Puy-de-Dôme. Les régions françaises sont pourtant loin d'être le point de mire de leurs quelque cent soixante concurrentes et voisines européennes, en majorité infiniment mieux armées institutionnellement et financièrement pour affronter le marché unique. Tel est le constat dressé par Jean-François Drever, chargé de mission à la DATAR, dans un ouvrage (1) qui, au-delà du bilan des politiques régionales européennes, constitue un précieux inventaire des forces et faiblesses de l'Hexagone.

La Commission de Bruxelles pèse de plus en plus dans les initiatives économiques régionales, tant comme pourvoyeuse des aides du Fonds européen de développement régional (FEDER) que comme gendarme sanctionnant les « dopages » incitatifs trop voyants à l'installation d'entreprises. A cet égard, il n'est pas sans intérêt de rappeler que les gouvernements néolibéraux, comme ceux de M^{me} Thatcher ou de M. Kohl, accordaient, en 1985, un volume d'aides régionales quatre à cinq fois supérieur à celui de la France. Nul ne conteste aujourd'hui que la revitalisation économique est avant tout une affaire locale, comme en témoignent notamment les réussites américaines (2) en matière de partenariat où le dispositif de recherche, grâce aux technopoles (3), joue désormais un rôle-clé.

D'où la nécessité d'une véritable politique concertée sur le plan européen, certes votée par la Commission, mais qui, jusqu'ici, a échappé sur l'absence de consensus au sein du Conseil. Comme le dit fort bien Jean-François Drever, filant une métaphore sportive, on a aplani et équipé le terrain de jeu de l'économie européenne sans se soucier de former et d'entraîner des équipes...

B. C.

(1) Jean-François Drever, 1992-2000. Les régions françaises entre l'Europe et le déclin, Souffles, Paris, 1988, 253 pages, 125 F.

(2) Voir à ce sujet Pierre Dommergues (sous la direction de), *La Société de partenariat. Economie-territoire et revitalisation régionale aux Etats-Unis et en France*, AFNOR-Antropos, Paris, 1988, 439 pages, 180 F.

(3) On lira à ce sujet le très stimulant ouvrage de Michel Bernardy de Sigoyer et Pierre Boisgontier sur la technologie grenobloise, « Point de rencontre d'un territoire déjà très intellectuel et de la révolution micro ». *Grains de Technopole. Micro-entreprises grenobloises et nouveaux espaces productifs*, Presses universitaires de Grenoble, 1988, 258 pages, 95 F.

(Suite de la première page.)

Pour inciter, malgré tout, les salariés à « épargner au pays », la législation fiscale aura tout naturellement tendance à exonérer d'impôt les sommes investies, donc à introduire un impôt négatif sur l'épargne, et à dévaloriser, parmi les salariés, ceux qui, n'ayant pas de revenus suffisants pour épargner, ne pourront bénéficier de ces exonérations.

Certes, la directive comporte quelques dispositions annexes ou de sauvegarde - d'ailleurs adoptées non sans mal, en raison de l'intransigence britannique. Entre autres, des mesures

« visant à supprimer ou à atténuer les risques de distorsion, d'évasion et de fraude fiscale liés à la diversité des régimes nationaux concernant la fiscalité de l'épargne et le contrôle de son application (3) ». Mais son entrée en vigueur n'est pas subordonnée à l'adoption de telles mesures. Et, si le Conseil européen doit trancher (à l'unanimité, comme il se doit), on peut prévoir qu'il fera la part belle au Luxembourg, où les capitaux réfractaires à l'impôt trouvent depuis longtemps refuge, et au gouvernement de Londres, vigoureusement hostile à toute fiscalité commune de l'épargne.

Déréglementation et refus d'identité

POURQUOI faudrait-il, d'ailleurs, aller à contre-courant d'un grand mouvement, devenu le credo de la majorité des élites au pouvoir, social-démocratie comprise, et qui a pour lui « toutes les forces du progrès technique, de la réduction des coûts et de l'internationalisation du marché financier (4) » ? En France, M. Michel Rocard, dans sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, s'est d'ailleurs employé à dédramatiser le danger : « Je suis inquiet des difficultés de l'harmonisation fiscale mais moins que je ne suis heureux d'être titulaire d'un passeport européen (5) ». Il convient, par la même occasion, de dédramatiser également les enjeux du débat parlementaire sur l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), destiné à financer une partie du revenu minimal d'insertion en France (voir pages 8 et 9 l'article de Christian de Brie).

En fait, la libération des mouvements de capitaux est bien le symbole - et le « noyau dur » - d'une idéologie triomphante dans la CEE, et qui prend forme dans cette trilogie : déréglementation, refus d'identité et déficit démocratique.

Déréglementation, c'est le mot-clé et pas seulement en matière financière. Il vaut également pour la normalisation : les produits conformes aux normes industrielles en vigueur dans l'un quelconque des Douze auront accès de plein droit - sauf veto de Bruxelles et sous réserve de respect des exigences essentielles de sécurité - aux autres marchés communautaires (6). Et aussi pour les marchés publics : les appels d'offres portant sur l'énergie, les eaux, les transports et les télécommunications seront désormais ouverts à la concurrence internationale.

On ne saurait contester les effets positifs de la suppression de ces barrières dites « non tarifaires », de l'abolition des rentes de situation et des chasses gardées, si elles ont pour effet de diminuer les coûts pour le consommateur. La Commission ne s'est d'ailleurs pas fait faute de rappeler ces bienfaits, dans deux documents qui ont eu un très large écho (7) : des économies susceptibles d'atteindre 200 milliards d'ECU (8), la création de deux millions à cinq millions d'emplois, avec des baisses de prix particulièrement spectaculaires pour les produits pharmaceutiques (de 52 % en RFA et de 40 % au Royaume-Uni), ou pour les téléphones (20 % d'économie en Belgique, 39 % en RFA, 43 % en France)...

Avant de crier victoire, il serait cependant prudent de songer à la face cachée des choses. On met aujourd'hui l'accent sur le « coût de la non-Europe ». Mais qui parle des centaines de milliers, voire des millions, de postes de travail qui disparaîtront avec les « canards boiteux » industriels ? Car les entreprises non compétitives sur le plan européen devront fermer - et, à cet égard, la situation des PME françaises (9) devrait alarmer les pouvoirs publics - condamnant ainsi au déclin de vastes régions. Le quasi-doublement des fonds structurels, largement destinés à assurer le service « après casse » du grand marché, risque de se révéler très insuffisant : les 7 milliards d'ECU actuellement disponibles à cette fin ne représentent guère que 10 % des sommes que les gouvernements nationaux consacrent à la dynamisation de l'activité économique de leurs régions (10), et l'ensemble des sommes redistribuées au sein de la Communauté par les services de la Commission atteint tout juste un quarantième des dépenses publiques des Douze.

M. Claude Cheysson, commissaire européen particulièrement au fait des ressorts qui régissent la mise en œuvre de l'Acte unique, estime pour sa part que « l'ouverture, en 1993, de la chasse libre dans les terrains communautaires donnera aux bons fusils l'occasion de beaux tableaux, sans avoir à se préoccuper exagérément des problèmes sociaux (11) ». Telle est la loi du marché. Mais il y aurait une sin-

gulière imposture intellectuelle à faire de la règle du « chacun pour soi » le passage obligé vers une « communauté » qui, si les mots ont un sens, repose avant tout sur la solidarité. Or, dans les décisions des conseils européens, l'esprit du marché l'emporte de très loin sur l'esprit de communauté, même si la Commission, pourtant à majorité conservatrice, pousse en général dans l'autre sens.

Cette communauté, qui existe seulement à l'état embryonnaire chez les Douze, est-elle au moins une réalité au regard des pays tiers ? Sur cette question fondamentale quant à l'existence d'une identité européenne spécifique, la directive sur la libération des mouvements de capitaux - pour ne citer qu'elle - n'est pas entièrement rassurante. Elle prévoit en effet la possibilité d'étendre cette libération aux pays tiers, « à des conditions éventuelles de réciprocité dans les domaines de l'établissement, de la prestation de services financiers et d'admission des titres sur le marché national ». Le thème de la réciprocité est ainsi devenu, depuis quelques semaines, un terrain de bataille entre partisans et adversaires d'une Europe diluée dans une zone mondiale de libre-échange.

D'un côté, M. Willy de Clercq, commissaire européen aux relations extérieures, soutenu principalement par la France, considère que les banques non européennes de la CEE, même déjà installées, ne devraient bénéficier du marché unique des services financiers

que si le gouvernement de leur pays accorde un traitement idéalement aux banques de la Communauté. De l'autre, les gouvernements et la presse financière des Etats-Unis, du Royaume-Uni et du Japon ont déjà haro sur une « forteresse Europe » qui n'existe pas.

M^{re} Thatcher, adversaire résolu de la réciprocité sur le plan européen, n'hésite pourtant pas à s'en prévaloir à l'égard de Tokyo, pour le compte des établissements financiers britanniques (12). L'hebdomadaire américain *Business Week*, voyant déjà se dresser la « grande muraille d'Europe (13) », incrimine la clause de réciprocité pour les services financiers, ainsi que pour les travaux publics. Dans le même temps, M. Reagan, passant, lui, aux actes, vient de promulguer une loi sur le commerce d'inspiration directement protectionniste, mettant ainsi les Européens au pied du mur. On attend avec curiosité la réaction des Douze...

L'inquiétude des Japonais, dont les investissements en Europe (6,78 milliards de dollars en 1987, 90 % de plus que l'année précédente) sont principalement concentrés dans les services, tient au fait que c'est là un domaine qui ne peut, pour l'instant, faire l'objet d'aucun recours auprès de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), la question étant actuellement débattue dans le cadre des négociations dites de l'Uruguay round (14).

Il est de bonne tactique, les enfants le savent bien, de commencer à hurler de douleur avant de s'installer dans le fauteuil du dentiste. Aussi, à la lumière de l'expérience passée de la CEE, notamment en matière agricole où, comme le dit M. Claude Cheysson, « les extra-Européens (formule diplomatique pour désigner les Etats-Unis) bénéficient de conditions aberrantes de pénétration sur le Marché commun (15) », on ne prendra guère au tragique les cris d'orfèvre préventifs de Washington ou de Tokyo. Verra-t-on la Communauté, par la libre prestation de services, « avantage généralement accordé par la CEE aux établissements financiers de pays tiers », fournir à ces derniers « l'équivalent d'une subvention indirecte et sans réciprocité... un marché unique au double sens du mot (16) ».

Déficit démocratique

REDISTRIBUTION fiscale à rebours, grand chambardement industriel avant d'éventuels jours meilleurs, désarmement économique et financier unilatéral, telles sont les principales lignes de force d'une Europe d'un grand marché qui semble pourtant bénéficier des faveurs de l'opinion.

Mais pour combien de temps ? Et surtout, s'agit-il bien de la même Europe ?

Selon le dernier sondage eurobaromètre (17), 69 % des Italiens, 61 % des Français, 58 % des Belges et 51 % des Espagnols se prononcent pour une « unification fédérale de l'Europe ». Sans doute y voient-ils un corollaire de l'Acte unique et non pas un projet distinct, voire, comme c'est le cas pour M^{re} Thatcher, totalement inutile - puisque à ses yeux la régulation par les lois de l'offre et de la demande ne nécessitent aucune intervention gouvernementale, nationale ou supranationale.

Le malentendu est complet, signe de l'absence d'un véritable débat sur les voies, moyens et finalités de l'unification européenne. Dans le cas particulier de la France, on ne saurait, en effet, qualifier de « débat » l'incantation à 1993 qui a tenu lieu d'argumentation aux principaux candidats à

l'élection présidentielle. Ignorance ou tactique à courte vue des responsables de la politique et des médias ? Cette carence pourrait bien se transformer en bombe à retardement.

Il faut dire que, dans une démarche parfois qualifiée de pragmatique, la Commission n'a pas agi très différemment en proposant non pas un débat d'idées mais une simple liste d'environ trois cents directives pour parachever le marché intérieur, assortie d'un calendrier. « L'intelligence de cette approche », commente *The Economist*, réside dans l'absence de priorités - qui favorisera toujours les intérêts d'un Etat membre au détriment d'un autre - et dans la préférence donnée aux objectifs concrets [...] plutôt qu'aux conséquences (18) ».

Si une telle tactique s'est jusqu'ici montrée payante, rien ne garantit qu'elle le restera lorsque les effets d'un tel pragmatisme apparaîtront au grand jour. Et *The Economist* se demande, à ce propos, si la perspective de législations nationales en concurrence permanente, ce « marché libre » des législations, ne conduira pas à ce que « le vainqueur non désiré soit la liberté sans la responsabilité ». Et de relever également que « 1992 a réussi à produire une dérive vers une Europe tota-

(3) Deux rapports officiels, présentés respectivement par M. Marcel Boiteux, ancien président d'EDF, en février 1988, et par M. Daniel Lebègue, directeur général de la BNF, en juin 1988, insistent sur les graves risques de défection de l'épargne française (voir Erik Israelowitz, « Epargne aux frontières », *Le Monde*, 24 juin 1988). M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, voit pourtant dans l'accord sur la directive « une bonne chose pour notre économie, et notamment pour la place financière de Paris ». Voir également Philippe Lemaître, « La libération des mouvements de capitaux », *Le Monde*, 7 juin 1988.

(4) Michel Albert et Jean Boissonnat, op. cit.

(5) Voir *Le Monde*, 1^{er} juillet 1988.

(6) Voir le dossier « La guerre des normes », *Le Monde diplomatique*, septembre 1987, et l'interview avec M. Bernard Vauclaire, directeur général de l'AFNOR, *Le Monde*, 23 janvier 1988.

(7) Commission des Communautés européennes, *Economie européenne*, n° 35, mars 1988, Luxembourg, « 1992 : la nouvelle économie européenne », étude réalisée sous la responsabilité de la direction générale des affaires économiques et financières, 1992, le DGT, préparé par Jacques Delors et édité sous la responsabilité de Paolo Coccinzi qui a dirigé le projet des recherches sur le « coût de la non-Europe » (Flammarion, Paris, 1988, 247 pages, 59 F.).

(8) Voir Patrick I. Smith, « Bat Tokyo Forecast New Barriers », *International Herald Tribune*, 1^{er} août 1988.

(9) Claude Cheysson, op. cit.

(10) Michel Albert et Jean Boissonnat, op. cit.

(11) Voir *Le Monde* du 21 juin 1988.

(12) Dossier « Europe's Internal Market », *The Economist*, 9 juillet 1988.

(13) *The Economist*, 9 juillet 1988.

(14) *The Economist*, 9 juillet 1988.

(15) *The Economist*, 9 juillet 1988.

(16) *The Economist*, 9 juillet 1988.

(17) *The Economist*, 9 juillet 1988.

(18) *The Economist*, 9 juillet 1988.

DE L'
du



ment étranger...
traditions réputées
magne est attaché
normes soigneuses

Cette remise en
lis - de valeurs
ces libertés prises
dures démocratie
s'ont soulevés aux
gouvernements -
piement inform
les mieux placés
dans la mesure où
tique - est d'abord

Dans son rap
Parlement europ

OR l'Europe
urgent des
serait-ce que pos
ques communes,
ble débat, par ex
d'une monnaie co
que centrale ou
citoyens sont sans
aviser et nourris
ambitions que ne
gouvernement, mais
monde que le gr
tions en tout ge
s'élever de la v
main, et au gré
parfaitement lé
transcendées par a
ble, se retourner
la loi de la jungle
simple - ou bien
pouvant au prix
ques et sociale
Etats à une « ga
monnaie (22) : l
accélération des
pour assurer le bi
Les thèmes se
le plus urgent
cette « initiative
tance » que des
tendances jugent
lément possible
ble (23), et qui
d'une Europe f
interne, par la
d'emplois, par la

JPY 100 500

RTAINE IDEE
a jungle

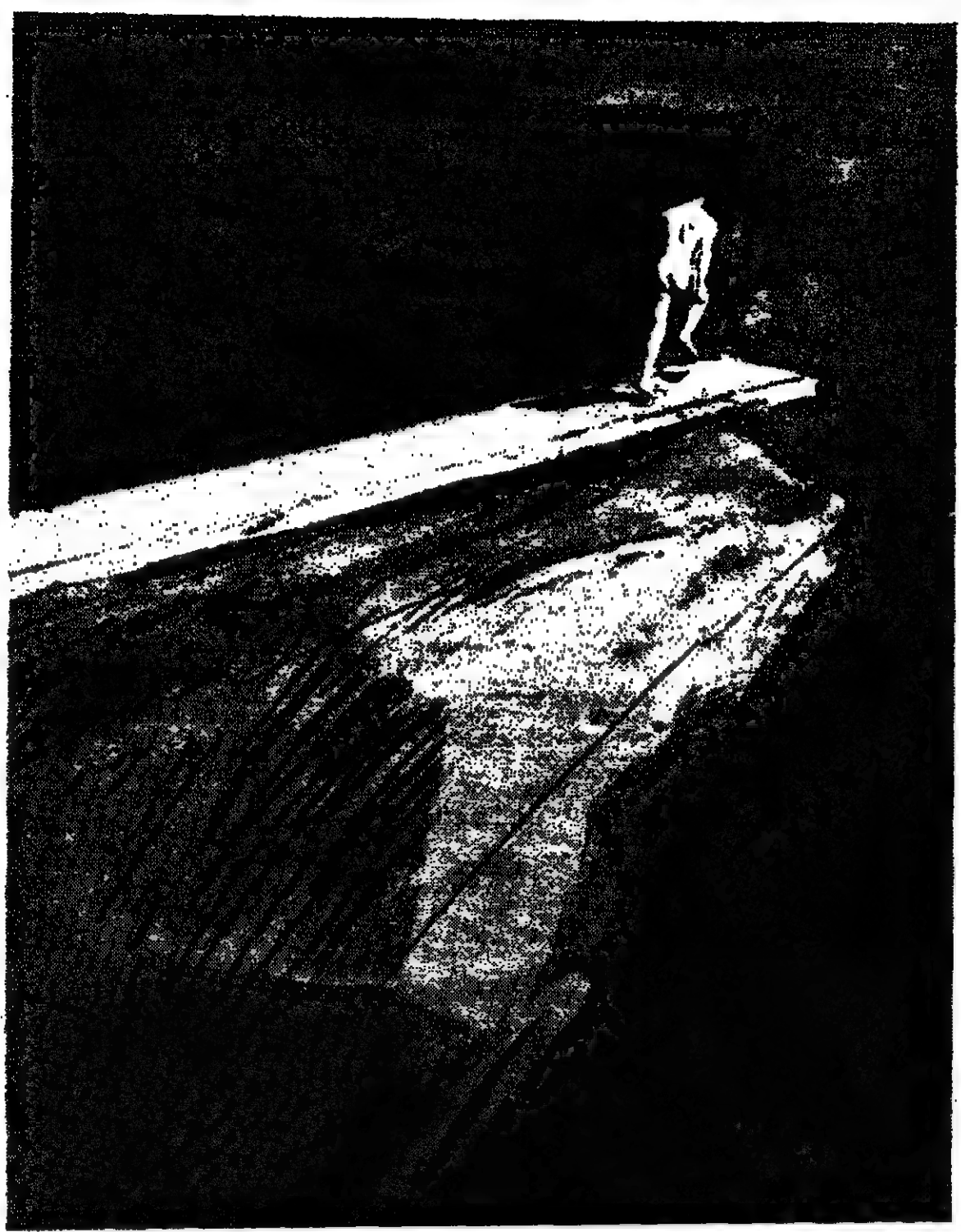
DE L'EUROPE
du grand marché

que si le gouvernement de son pays accorde un traitement identique à celui des banques de la Communauté, l'autre, les gouvernements du Royaume-Uni et du Japon ont le droit sur une "forteresse Europe" n'existe pas.

M. Thatcher, adversaire déclaré de la réciprocité sur le plan commercial, n'hésite pourtant pas à s'engager en faveur de Tokyo, pour le compte des établissements financiers britanniques (12). L'hédonisme des médias, Business Week, voyant déjà se lever la "grande muraille d'Europe" (13), incrimine la clause de réciprocité des services financiers, ainsi que les travaux publics, ainsi que les temps, M. Reagan, passant le temps, vient de promouvoir une loi de commerce d'inspiration protectionniste, menant ainsi les Européens au pied du mur. On attend avec curiosité la réaction des Douze.

L'inquiétude des Japonais, des investissements en Europe (47 milliards de dollars en 1987, 90 % de l'année précédente) sont concentrés dans les services, ce qui ne peut, pour l'instant, faire d'aucun recours auprès de l'Organisation mondiale du commerce (GATT), la question est actuellement débattue dans le cadre des négociations dites de l'Uruguay round (14).

Il est de bonne tactique, les Européens le savent bien, de commencer à bâtir de douleur avant de s'installer dans le fauteuil du dentiste. Aussi, à la lumière de l'expérience passée de la CEE, notamment en matière agricole, comme le dit M. Claude Cheysson, "les extra-Européens (forme de la politique pour désigner les États bénéficiant de conditions commerciales préférentielles sur le Marché commun) (15), on ne prendra pas à l'aveugle les craintes d'origine protectionniste de Washington ou de Tokyo. Vient la Communauté, par la libre prestation de services, "avantage général accordé par la CEE aux États membres financiers de pays tiers" (16) à ces derniers "l'équivalence substantielle indirecte et sans restriction" (17) d'un marché unique au sein duquel (18).



VLADIMIR VELICKOVIC - HOMME DE MUYBRIDGE, VARIATION

democratique

l'élection présidentielle. Ignorant la tactique à court terme des responsables de la politique et des médias, ce caractère pourrait bien se transformer en barrière à retardement.

Il faut dire que, dans un climat de confiance de pragmatisme, la Commission n'a pas eu de difficulté à proposer un simple jeu d'addition sans aucune difficulté pour parvenir au marché intérieur, assorti d'un calendrier. L'intelligence de cette approche, commente The Economist, réside dans l'absence de promesses de faire passer les intérêts de l'État membre au détriment d'un autre, et dans la préférence donnée à des objectifs concrets [...] plutôt qu'à conséquences (19).

Si une telle tactique s'est jusqu'ici montrée payante, rien ne garantit qu'elle le restera lorsque les efforts du pragmatisme apparaitront au grand jour. Et The Economist se demande si ce propos, si la perspective d'égales nations en concurrence permanente, ce "marché libre" des négociations, ne conduira pas à ce que "vainqueurs non désirés" laissent sans la responsabilité. Et de relever également que "1992 a risqué d'être une dérive vers une Europe plus

lement étrange à des esprits français ou allemands". Car l'Hexagone est attachée, par exemple, à des normes soigneusement élaborées.

Cette remise en cause - non formulée - de valeurs culturelles nationales, ces libertés prises à l'égard des procédures démocratiques traditionnelles n'ont soulevé aucune objection chez les gouvernements - les seuls à être complètement informés. Sont-ils d'ailleurs les mieux placés pour en formuler, dans la mesure où le "déficit démocratique" est d'abord le leur ?

Dans son rapport approuvé par le Parlement européen - ce parent pau-

vre du dispositif institutionnel communautaire. - Sir Fred Catherwood rappelle que le conseil européen cumule les pouvoirs législatif et exécutif, que son activité législative entraîne en permanence de nouvelles limitations des compétences des Parlements nationaux (19), sans qu'en contrepartie aucune compétence soit transférée au Parlement européen, et il conclut : "On voit mal comment le conseil, compte tenu de ses actuelles méthodes de travail, réussira jamais à prendre les grandes décisions politiques dont la Communauté a besoin si l'on veut qu'elle soit davantage qu'une zone de libre-échange (20)".

L'avenir des hommes

OR l'Europe a aujourd'hui un urgent besoin de politique. Ne serait-ce que pour élaborer des politiques communes, fondées sur un véritable débat, par exemple pour la création d'une monnaie commune ou d'une banque centrale européenne (21). Les citoyens sont sans doute beaucoup plus avisés et nourrissent de plus hautes ambitions que ne le croient ceux qui les gouvernent, mais si l'on ne leur donne à moudre que le grain des déréglancements en tout genre, il ne faudra pas s'étonner de les voir, du jour au lendemain, et au gré d'intérêts catégoriels parfaitement légitimes s'ils ne sont transcendés par aucune vision d'ensemble, se retourner contre une Europe de la loi de la jungle. D'où une alternative simple : ou bien un désenchantement pouvant, au prix de convulsions politiques et sociales, conduire certains États à une "guerre de sécession" économique (22) ; ou bien une puissante accélération des politiques communes pour assurer le bien de tous.

Les thèmes ne manquent pas, mais le plus urgent est indiscutablement cette "initiative européenne de croissance" que des économistes de toutes tendances jugent aujourd'hui non seulement possible mais indispensable (23), et qui assoit la crédibilité d'une Europe plus unie. Crédibilité interne, par la création de millions d'emplois, par la réalisation de grands

travaux (TGV, tunnels, télécommunications) ; crédibilité externe, par la coopération industrielle avec le Maghreb, les pays de l'Est, l'Amérique latine ou encore en entreprenant de lutter contre la pollution en Méditerranée.

Vienrait en complément la création d'un véritable "espace social" européen, d'une Europe des salariés et pas seulement des hommes d'affaires même si, comme le rapporte The Economist, "M. Thatcher ne voit pas la différence (24)". Les propositions de la Commission, exposées par M. Delors (25) devant le congrès de la Confédération européenne des syndicats représentent un strict minimum : socle de droits sociaux garantis, droit à la formation permanente, création d'un modèle juridique de société européenne incorporant, sous une forme ou sous une autre, un droit de regard des salariés. Mais un minimum qui suscite l'hostilité du gouvernement britannique, entre autres, et qui n'enthousiasme guère le patronat français. Ainsi M. François Périot, président du Conseil national du patronat français (CNPF), évoquant les risques de l'espace européen unifié, écrivait sans détours : "L'un de ses risques se situe sur le plan social. Si, en effet, on devait céder à la tentation d'harmoniser les conditions de travail dans un espace social uniforme, tout ce que

nous aurions réussi à moderniser serait remis en cause (26)".

On sait l'idée d'un "modèle européen de développement social" chère à M. Mitterrand, mais on ne voit pas pourquoi il faudrait attendre que la France assume la présidence du conseil européen (au deuxième semestre de 1989) pour la faire avancer. Une proposition, en particulier, mériterait d'être rapidement explorée, tant ses effets seraient multiples : l'instauration d'une "clause sociale" qui lierait les échanges commerciaux au respect des normes internationales de travail (salaire minimum, horaires, liberté syndicale, conditions d'hygiène et de sécurité).

Cette proposition a été présentée par M. Johnny Vanderveken, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), lors de la conférence annuelle réunie par le Bureau international du travail (BIT) en juin dernier. Elle a été reprise par M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, qui s'est déclaré prêt à en discuter avec le GATT (27). Voilà une initiative qui, permettant de réconcilier les intérêts des travailleurs des pays développés et ceux des pays en voie de développement, donnerait au monde une certaine idée de l'Europe. On imagine la levée de boucliers qu'elle soulèverait. On voit aussi son extraordinaire capacité de mobilisation.

Parmi les autres priorités, figurent les grands programmes scientifiques et technologiques proposés par la Commission et dont, au sein du conseil, les gouvernements réticents se sont souvent acharnés à réduire les enveloppes budgétaires. La liste - et c'est heureux - en est longue, mais on doit particulièrement signaler ESPRIT (technologies de l'information), qui entre dans sa deuxième phase, BRUTE (laser, matériaux, génie industriel), RACE (télécommunications), SCIENCE (échanges de chercheurs entre laboratoires de pays différents), FAST (talentueux effort de prospective et d'évaluation des grands enjeux scientifiques et technologiques). Sans parler, débordant du cadre communautaire, d'Eureka (dix-neuf États) qui comprend, à ce jour, deux cent quatorze projets ni du développement des réseaux de laboratoires impulsés par le Conseil de l'Europe. C'est par la prati-

que quotidienne de la coopération entre ses chercheurs et ses industriels que l'Europe peut se constituer en un pôle autonome - ses ressources humaines et financières le lui permettent amplement - capable d'entretenir des relations équilibrées avec les États-Unis et le Japon (28).

Les programmes d'échanges d'étudiants ERASMUS et COMETT connaissent déjà un succès qui dépasse leurs capacités de financement. Avec la directive du 22 juin dernier sur la reconnaissance mutuelle des diplômes sanctionnant trois années au moins d'études supérieures, ils sont le ferment d'une réelle européanisation des mentalités et de la prise de conscience d'un destin commun.

L'environnement et le cadre de vie devraient aussi faire l'objet de programmes de grande envergure, à la fois très populaires et créateurs d'emplois. Une fois n'est pas coutume, ce genre de projets pourrait compter sur le soutien du gouvernement de Bonn, très sensible à la vigueur du mouvement écologiste en RFA. Ce serait du même coup l'occasion de prendre à bras-le-corps le problème du déclin du monde rural, de la mise en friche forcée de 5 millions à 6 millions d'hectares (la surface de la Belgique), voire de 15 millions à 16 millions d'hectares, si la CEE ne se

donne pas les moyens de stopper ses importations - exemptes de droits de douane - de produits de substitution aux céréales et de soja en provenance des États-Unis (29).

Mais qui se soucie de l'avenir des hommes et des espaces ainsi marginalisés ? demande M. Cheysson. Et il ajoute : "Il y a pourtant possibilité, parfois nécessité, d'y promouvoir des industries et des services nouveaux. Il faudrait former les jeunes générations, multiplier les incitations à ces nouvelles activités, financer les infrastructures correspondantes, j'oserais écrire planifier la reconversion d'une partie du monde rural en dehors de la production alimentaire (30)".

D'autre part, la négociation de la prochaine convention de Lomé (Lomé IV), conjointement avec la proposition française du 8 juin dernier d'alléger le poids de la dette des pays les plus pauvres, devrait aussi être l'occasion de formuler une politique ambitieuse et généreuse de la Communauté à l'égard du tiers-monde qui lui est associé (et pourquoi pas au-delà ?). En vue, comme le disait le ministre de la coopération, M. Jacques Pelletier, de "se doter d'une véritable capacité de dialogue avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international" et "de prendre même des décisions auto-

Sans commandes ni pilote

RESTE enfin le domaine culturel, absent des dispositions du traité de Rome et de l'Acte unique. L'avis de décès du projet de Fondation européenne, destinée en particulier à créer une conscience européenne commune et à promouvoir une meilleure connaissance du patrimoine culturel du vieux continent, vient d'être notifié par le gouvernement néerlandais (31). Le projet MEDIA d'aide à la création audiovisuelle européenne, présenté comme industriel et non pas culturel, devrait être mis en route au plus vite. Mais dans l'article de Business Week déjà cité (voir la note 13), il figure comme un des outils du futur "protectionnisme" européen. Gageons qu'il se trouvera bien un gouvernement parmi les Douze pour reprendre cet argument.

Les chantiers d'une Europe réellement communautaire et démocratique sont légion. Dans leur diversité, ils peuvent mobiliser l'imaginaire et les énergies de la quasi-totalité des Européens, créer un enthousiasme hors de portée d'un quelconque "grand marché". Ce serait ainsi jeter les bases d'une avancée de l'Europe politique qui, pour pousser sa logique d'autonomie

jusqu'au bout, devra bien un jour prendre en charge sa défense.

Encore faudrait-il que ces dossiers soient réellement mis sur la place publique, amplement débattus à l'échelon européen, sans crainte de contourner les gouvernements trop frileux. Si la notion de service public avait un sens pour les chaînes de télévision, on imagine à quels programmes ils pourraient donner naissance. Des programmes dont tout porte à croire qu'à l'Audimat ils réaliseraient d'aussi bons scores que toutes les séries américaines et tous les "Jeux sans frontières"...

"Il m'est arrivé de dire qu'on était en train de construire et d'embarquer tous dans l'union européenne... sans se préoccuper qu'il ait des commandes et un pilote", déclarait M. Michel Rocard, peu de temps avant d'être nommé premier ministre (32). Quoi d'étonnant, puisque, pour les forces néolibérales qui font aujourd'hui la loi en Europe, la "main invisible" du marché tient lieu de pilote automatique. Aux trois cent vingt millions de passagers embarqués, il convient aujourd'hui de donner de toute urgence, et pour prévenir la catastrophe, la possibilité de fixer eux-mêmes leur cap et leur destination.

BERNARD CASSEN

(1) Dans un rapport fait au nom de la Commission institutionnelle du Parlement européen sur "Les conséquences institutionnelles du traité de la non-Europe", Sir Fred Catherwood, qui arrive originairement à un total de 170 milliards d'ECU, fait monter ce chiffre à 250 milliards en incorporant les dépenses engagées dans le rapport Cechetti et non comptées dans le sien (Parlement européen, Document de séance, 7 avril 1988, sous le document A-239/88, et 27 avril, sous le document A-239/88 annexes 4).

(2) Voir Eric Le Bouchard, "Une politique économique en bonne position", Le Monde, 10 août 1988.

(3) Voir Hazel Duffy, "Bourse plus haute, mais en baisse pour l'Europe", Financial Times, 9 juin 1988.

(4) Claude Cheysson, "L'Europe des Douze", Le Monde, 10 août 1988.

(5) Financial Times, 22 juillet 1988.

(6) "Laying the foundation for a new world of Europe", Business Week, 7 août 1988.

(7) Voir Patrick L. Smith, "Les défis de l'Europe", New Barriers, 1er août 1988.

(8) Financial Times, 1er août 1988.

(9) Claude Cheysson, op.cit.

(10) Michel Albert et Jean Boissonnat, op.cit.

(11) Voir le Monde du 21 juin 1988.

(12) Dossier "Europe's Internal Market", The Economist, 9 juillet 1988.

ENJEUX INTERNATIONAUX
TRAVAUX ET RECHERCHES DE L'IFRI

POUR UNE NOUVELLE ENTENTE CORDIALE

A un moment où la coopération franco-britannique en matière de sécurité connaît un remarquable essor, il était temps d'en expliquer le renouveau et d'en présenter les composantes. C'est ce à quoi diplomates, militaires, analystes stratégiques et journalistes français et britanniques, réunis sous l'égide de l'IFRI et du Royal Institute of International Affairs se sont attachés. Ils ont procédé à une analyse détaillée de l'histoire, des modalités et de l'avenir de la coopération militaire franco-britannique. Ce livre est le fruit de leur réflexion.

Il apporte également des points de repère pour l'avenir en soulignant les axes principaux du renouveau de l'entente cordiale.

1988, 224 pages, 175 F TTC au 07.09.1988.

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

MASSON

Pauvreté à l'américaine dans l'autre Californie

La Californie : l'Etat d'où viennent les présidents (Nixon, Reagan), celui où ils prennent leur retraite (Eisenhower, Ford). Le plus peuplé et le plus riche des Etats-Unis, celui qui, plus que tous les autres, attire les immigrants d'Amérique centrale et d'Extrême-Orient. Hollywood et la Silicon Valley, bien sûr, mais aussi, autour et partout, des pauvres par milliers. Ils n'ont pas de travail ou sont sous-payés ; ils vivent dans des ghettos ou dorment dans des voitures ; ils sont mal nourris, mal soignés, mal défendus ; ils se retrouvent premières victimes du crime et de la drogue, premiers candidats aux gangs et à la prison. Ils sont près de quatre millions (1), sur un total de vingt-sept millions d'habitants. A supposer qu'ils se mobilisent pour aller aux urnes lors des élections générales de novembre prochain, le poids de leurs suffrages pourrait faire pencher la balance en faveur des démocrates.

C Par SERGE HALIMI *

HACUN connaît Watts, le ghetto noir de Los Angeles qui explose de frustration et de violence en 1966. Watts, image tragique du « Dark Ghetto », avec son cycle de foyers briés, de délinquance et de violence ; image confortable pour la droite d'une « pathologie » d'échec, d'une « culture de pauvreté » dans laquelle se seraient enclavées toute une communauté dénuée du sens de l'économie, de l'effort, de la morale. La pauvreté expliquée par la « culture » ou les caractéristiques individuelles, explication à l'américaine, explication à l'occidentale. Trop commode. Car à Watts, ce sont les bons emplois, où sont les bonnes écoles, où sont les vrais salaires ? Mais enfin, des pauvres noirs dans des ghettos noirs, l'image d'un résidu de misère humaine, celle de minorités raciales pleines de ressentiment à l'encontre de la société blanche, tout cela est connu. S'il n'y avait que Watts, il suffirait de faire quelques kilomètres pour oublier la pauvreté et retrouver l'abondance.

Mais là est la difficulté. Comme l'a martelé M. Jesse Jackson tout au long de sa campagne, « la pauvreté est un problème américain, pas un problème noir ». A l'échelon du pays, deux pauvres sur trois sont des Blancs, et si l'on additionnait tous les résidents pauvres des quartiers les plus désertés des cent villes les plus peuplées (les fameux ghettos), on arriverait à 7 % seulement du total national des pauvres (2). La Californie n'est pas différente : à la sortie de Watts, la misère est encore là.

Un Californien sur sept (13,8 %) vit en dessous du seuil officiel de pauvreté. C'est à peu près la moyenne nationale, alors que l'Etat est à la fois plus riche et beaucoup mieux instruit. Vingt ans après le rapport Kerner, les « deux sociétés séparées mais indigènes » se retrouvent de San Francisco à San Diego : Watts est dans le même comté que Beverly Hills, la Silicon Valley n'est pas loin des quartiers les plus misérables d'Oakland ou de Fremont. Aller plus loin alors ? L'Alpine, le comté de Californie qui compte la plus forte proportion de pauvres, se situe à l'est de Sacramento, presque à la frontière du Nevada. Ni noir ni urbain, et pourtant, de l'aveu même des statistiques officielles, presque un quart des résidents sont « pauvres ».

Les travailleurs ne sont plus épargnés

NUL refuge en vérité : sur les cinquante-huit comtés de Californie, cinquante-trois comptent de 10 % à 20 % de pauvres. La plupart d'entre eux vivent dans les villes, mais leur proportion est encore plus forte dans les zones rurales : les Blancs sont sous-représentés, mais ils demeurent — de justesse, il est vrai — les plus nombreux ; les Noirs sont particulièrement frappés, mais les Hispano-Américains le sont encore davantage. Et, quelle que soit la race ou l'origine, quel que soit le lieu, les femmes et les enfants se retrouvent au premier rang des victimes. Le ghetto noir, urbain, « exceptionnel » en somme, c'était évidemment plus simple à évacuer que cette pauvreté-là, polymorphe et partout présente, qui, près de six ans après le fin de la dernière récession, prospère encore.

D'ici à 2030, les Hispano-Américains pourraient devenir majoritaires en Californie. En ce qui concerne les pauvres, pas besoin d'attendre jusque-là : depuis l'année dernière, les « Hispaniques » ont rattrapé les Blancs. Cette situation s'explique à la fois par leur nombre particulièrement élevé (23 % de la popula-

tion de l'Etat contre 7 % à l'échelon national) et — surtout — par le fait que la proportion des Hispaniques pauvres (27 %) est le triple de celle des Blancs (8,4 %). Elle est même, contrairement à la tendance nationale, légèrement supérieure à celle des Noirs (23,8 %), un peu moins nombreux et un peu moins pauvres en Californie qu'ailleurs. Au total, selon une étude réalisée en 1986 (3), si, en même temps que s'accroît leur nombre dans la population, le taux de pauvreté des Hispaniques se maintient, la Californie pourrait connaître une situation telle que dans trente ans un habitant sur cinq serait pauvre (4).

« La plupart des gens pauvres ne vivent pas de charité. Ils travaillent tous les jours. Ils prennent le bus du matin. Ils travaillent. Ils changent les draps dans les hôpitaux et dans les hôtels. Ils travaillent. Ils font des ménages et conduisent des taxis. Ils travaillent. Ils deviennent les enfants des autres. Ils travaillent. » Ce passage presque rituel dans les discours de M. Jesse Jackson évoque l'une des réalités les plus troublantes de ces dernières années : des millions d'Américains se retrouvent avec à peine de quoi vivre alors qu'ils travaillent, parfois même à plein temps. De 1978 à 1984, le nombre de ces pauvres-là a augmenté de 66 % (5). En Californie, les minorités constituent les gros bataillons des « working poor » : 23 % seulement des Hispaniques pauvres sont au chômage ; les autres, la plupart, travaillent dans des emplois sous-payés.

Premier responsable : le salaire minimum. Etabli à 3,35 dollars de l'heure en janvier 1981, il n'a pas bougé depuis (plus de sept ans !) (6). Le coût de la vie, lui, a progressé de 30 %. Résultat : une personne travaillant à plein temps d'un bout à l'autre de l'année pour le salaire minimum n'atteindrait aujourd'hui que 60 % du seuil officiel de pauvreté d'une famille de quatre membres (11 500 dollars). En 1968, cette proportion s'établissait à 94 %. Certes, seuls 5 % des Américains sont payés au salaire minimum (surtout les jeunes, surtout les femmes), mais les autres ont été également victimes de ce rétrécissement des classes moyennes qui commence à préoccuper les responsables politiques (7) : de 1973 à 1986, le salaire moyen horaire a baissé de 10 % ; depuis 1979, 70 % des emplois créés ont correspondu à des rémunérations inférieures à 7 000 dollars par an ; en Californie du Nord, le nombre des titulaires de revenus annuels situés entre zéro et 14 000 dollars a augmenté de 30 % en dix ans. En d'autres termes, il n'y a rien de paradoxal à constater que la pauvreté réiste alors même que le chômage a tendance à reculer.

Ce recul n'est ni régulier, ni uniforme : la Californie comptait encore 800 000 chômeurs en juillet 1988. Les minorités raciales et ethniques sont au premier rang des victimes. Dans la région de San Francisco, la perte d'emplois industriels relativement bien payés a été durement ressentie par les Noirs pour qui ils constituaient souvent la voie royale permettant de déboucher sur l'« American way of life ». A Oakland, de nombreuses usines ont fermé leurs portes ; à San Francisco, le nombre des dockers a été considérablement réduit. D'autres emplois, peu qualifiés, ont été créés dans le secteur des services, mais, outre le fait que leurs rémunérations sont médiocres, ces emplois se situent de plus en plus en dehors des villes, dans des faubourgs blancs à peu près inaccessibles aux Noirs ; ni transport public, ni logement à bon marché.

On en arrive alors à la situation suivante : les villes à prédominance blanche comme Concord, Livermore ou Walnut-Creek sont victimes d'une pénurie de main-d'œuvre ; les villes à majorité noire comme Oakland continuent à connaître le chômage. Et, faute de transport en commun, il est difficile de se rendre des uns aux autres si l'on ne possède pas de véhicule individuel.



DANS UN BIDONVILLE DE SAN-FRANCISCO
D'innombrables dorment sur les trottoirs, dans les voitures ou dans les voitures

Comme l'explique M. Lennie Siegel, directeur de Pacific Studies Center situé dans la Silicon Valley, la Californie s'est développée de telle manière qu'elle punit les gens sans mobilité. San Francisco est à peu près la seule agglomération où l'on peut vivre sans voiture. Les autres villes, comme Los Angeles ou San Diego, sont beaucoup trop étendues (où commencent l'une et où finit l'autre ?), pour permettre un bon réseau de transport en commun. Inutile de préciser que les pauvres ont rarement les moyens d'entretenir une voiture et d'acquiescer le prix (quasi exorbitant en Californie) de l'assurance obligatoire (8). Dès lors, en se déplaçant de quelques kilomètres, les entreprises peuvent éviter le type de main-d'œuvre qu'elles redoutent, soit par racisme, soit par crainte de son taux trop élevé de syndicalisation. La ville d'East-Palo-Alto, bien que située dans la Silicon Valley, n'a pas attiré des foules de nouvelles sociétés informatiques : sa population comprend une forte proportion de Noirs.

Le logement, toujours plus cher... et plus loin

ON comprend mieux alors l'extraordinaire légèreté de ceux qui expliquent par la paresse ou par l'existence de secours publics jugés trop généreux la persistance du chômage à quelques kilomètres des zones de sur-emploi. Un éducateur d'Oakland explique : « Je consulte des gosses qui n'ont aucune idée du lieu où Concord se trouve. Comment voulez-vous qu'ils sachent qu'il y a du travail là-bas ? Et, à supposer qu'ils le sachent, vous croyez qu'on va envoyer un car pour venir les chercher ? ». Quant à acheter un appartement près du lieu de travail, les détenteurs de revenus confortables en ont à peine les moyens. Alors les pauvres !

Et là, le problème ne réside pas de déperdition. Dans la Bay Area (San Francisco, Silicon Valley) le prix d'achat moyen d'une maison individuelle (240 000 dollars) a augmenté de 29,8 %, rien que l'année dernière (9). A San Francisco, seuls 15 % des ménages ont aujourd'hui les moyens d'accéder à la propriété ; à Los Angeles, le taux « monte » à 20 %. Les autres doivent louer. Et payer des loyers qui, sauf dans les rares villes où ceux-ci sont strictement réglementés, augmentent en moyenne deux fois plus vite que le coût de la vie. Les moins fortunés d'entre eux sont progressivement contraints à l'éloignement : San Francisco et Palo-Alto sont trop chers, Berkeley et San José le deviennent, Oakland et Fremont le seront bientôt. Longtemps, les riches ont vécu en haut dans les collines et les pauvres en bas près des autoroutes. D'ici peu, même la proximité des autoroutes leur sera enlevée.

« L'accroissement considérable des coûts du logement a transformé de nombreux Américains en sans-abri. » Devenue banale, la remarque du maire de Boston s'appliquerait tout aussi bien à la plupart des villes de Californie. A Los Angeles, 40 000 personnes environ dorment sur les trottoirs, dans des cinémas pornographiques (les seuls qui opèrent sans interruption) ou dans des voitures (10). Et, contrairement à ce qu'a déclaré le vice-président Bush, ils ne sont pas tous, loin de là, malades mentaux. Près de 20 % d'entre eux sont même salariés, mais ils ne gagnent pas assez pour se payer un logement et pour acquiescer les deux fois de loyer d'avance que réclament la plupart des propriétaires (11). Quant aux autres, sans référence d'employeur et sans bon salaire...

Dans son commentaire plein de délicatesse sur les sans-abri, M. George Bush a oublié d'attribuer à chacun ses mérites. Au premier rang, l'administration Reagan qui a déployé des efforts considérables

pour éliminer tout programme fédéral de constructions à bon marché. Du temps de M. James Carter, 20 000 de ces logements — un nombre déjà très insuffisant — étaient financés par Washington chaque année. Aujourd'hui, le total est tombé à 5 000 — et encore uniquement parce que le Congrès a refusé l'élimination pure et simple du programme, que réclame la Maison Blanche. Pour M. Ronald Reagan, l'objectif affirmé était de transférer aux Etats la responsabilité de la plupart des politiques sociales. Mais, faute d'accompagner ce « nouveau fédéralisme » des ressources nécessaires, le projet ressemble vite à un lâchage fédéral et à rien d'autre.

En Californie, le problème a été d'autant plus sévère que, depuis 1978 et la baisse des impôts fonciers votée par un référendum d'initiative populaire (la fameuse « Proposition 13 »), l'Etat et l'ensemble des communautés locales connaissent de sérieuses difficultés fiscales. En ce qui concerne le logement, si la Californie subventionne bien un certain nombre de constructions à prix modéré, les chiffres sont cruels : 91 millions de dollars pour 1 900 000 bénéficiaires (12). Dans deux tiers des villes américaines, les listes d'attente sont closes pour les candidats à des logements à financement public.

A Los Angeles, les touristes visitent plus souvent Hollywood que le « Skid Row » qui s'étend de Broadway à Central Avenue. Là est le refuge des sans-abri. Par milliers, plutôt jeunes, séparés de leurs familles, en majorité Noirs ou Hispaniques, ils dorment dans des lits de fortune, souvent d'un coin afin de prévenir toute attaque, parfois le jour afin de se protéger la nuit. Le quart d'entre eux est armé de revolver ou de couteau, le tiers est constitué de malades mentaux (schizophrènes, maniaco-dépressifs), environ la moitié gagne moins de 1 000 dollars par an, plus des deux tiers ont eu des problèmes de santé dans l'année écoulée (13). Beaucoup sont alcooliques ou drogués, mais 40 % ne sont ni l'un ni l'autre. Le « Skid Row » de Los Angeles, ce n'est pas Watts, ce n'est pas le ghetto. Ce pourrait être pire : il fait rarement froid en Californie. On ne verra donc pas, comme dans le South Side de Chicago, ces hommes et ces femmes encochés les uns aux autres autour de feux construits à partir de poubelles (14).

Six millions de personnes privées de couverture médicale

TOUT se tient. Le problème des petites boules et des salaires médiocres, ce n'est pas seulement qu'ils ne permettent pas de se loger où l'on travaille, c'est aussi qu'ils s'accompagnent le plus souvent d'une protection sociale presque nulle. Problème numéro un : la santé. D'après le Washington Post, « 33 700 000 Américains sont démunis de la couverture médicale qui leur permettrait de payer les frais d'un bras cassé, ceux d'un appendicite ou ceux d'une naissance (15) ». Parmi eux, 6 millions de Californiens. Là encore, il faut parler des actifs : la moitié des adultes non assurés travaillent. Et c'est presque là leur problème : ils ne gagnent pas assez pour ne plus être dans le besoin, ils gagnent trop pour être couverts par le Medicaid, programme public d'assistance médicale aux indigents (16). Le répit viendra avec l'âge : après soixante-cinq ans, l'assurance fédérale automatique (Medicare) intervient. En attendant, les jeunes de moins de trente-

(1) 3 740 000, selon les toutes dernières statistiques du Department of Economic Opportunity de l'Etat de Californie (juillet 1988), Sacramento.

(2) Harvard Center for Health and Human Resources Policy, cité par US News and World Reports, 11 janvier 1988.

(3) « Population change and California's future », cité dans Report on Poverty in California, Department of Economic Opportunity, Sacramento.

(4) Ces dernières années, le taux de pauvreté des Hispaniques a en réalité tendance à progresser.

(5) National League of Cities, mars 1987, 15 % des Américains qui vivent en dessous du seuil de pauvreté travaillent à plein temps.

(6) Le Congrès vient de voter un relèvement par étapes qui, dans quatre ans, portera ce salaire minimum à 5,05 dollars de l'heure. La Maison Blanche est hostile à ce relèvement. En Californie, le salaire minimum passe à 4,25 dollars cet été.

(7) Voir Pierre Dommergues, « La fin du rêve américain », Le Monde diplomatique, mai 1988.

(8) Compte tenu du système de tarification territoriale des compagnies d'assurance, la prime des d'ailleurs d'autant plus élevée que l'assuré réside dans un quartier pauvre (« à risques »). Dans le comté d'Alameda, la différence de tarif entre un habitant d'Oakland East et un autre de Piedmont est de 50 %. A l'avantage du dernier, qui réside dans un quartier plus bourgeois.

(9) San Francisco Chronicle, 20 juin 1988.

(10) Même si une ordonnance municipale l'interdit.

(11) L'Etat de Californie fait face à un déficit prévu de 2,3 milliards de dollars en 1989.

(12) Report on Poverty in California, 1985.

(13) Enquête du Los Angeles Times, 2 mai 1986.

(14) « The Origins of the Underclass », The Atlantic Monthly, juin 1986.

(15) Washington Post, 12 janvier 1987.

(16) M. Michael Dukakis a pris position en faveur d'une loi fédérale qui imposerait à tous les employeurs d'assurer médicalement leurs salariés. Il n'est pas évident qu'une telle loi serait votée par le Congrès.



SUR LES MURS DE L'UNIVERSITÉ DE BERKELEY :



LES ANGES DE LA VIOLENCE

Les Etats-Unis et de perdre la

chèque grand

se donne l'air

remont sensible

victoire tromphante

les propositions

dance pour régler

considèrent, com

Américains sur q

important que de

New York Times

Le président

trer le meilleur per

empire d'un mal

tares renforcés

des formidables

etc. Malgré quelq

que, spéculatio

parviennent pas

chiffres révèlent

Claude

sur 400 000 hec

culture, faisa

premiers produ

con plus s

et donc

Tribune, 26

stration (le m

Etats-Unis s

années 90 et

1888) d'une

nale en valeur

TIME



LES ANGES DE LA VENGEANCE, TOUTES RACES CONFONDUES, TRIOMPHENT DE LA VILE CLASSE DES AFFAIRISTES

LES MURS DE L'UNIVERSITÉ DE BERKELEY

pour déminer tout programme fédéral de construction à bon marché. Du temps de M. Jesse Jackson, les logements sociaux étaient financés par un nombre limité de sources. Aujourd'hui, le total est tombé à 150 millions d'élaboration pure et simple du programme. L'objectif affirmé était de transférer la responsabilité de la plupart des logements sociaux. Mais, faute d'accompagnement des ressources fédérales, les ressources fédérales ont été réduites à un échec. En Californie, le problème a été d'autant plus complexe que, depuis 1978 et la loi de la propriété foncière votée par un référendum d'initiative populaire (la fameuse Proposition 13), l'Etat a subi une réduction drastique des ressources fiscales. En ce qui concerne les constructions à bon marché, les fonds sont réduits à 91 millions de dollars, contre 1 900 000 auparavant (12). Dans deux des villes américaines, les listes d'attente sont si longues que les candidats à des logements à bon marché attendent plus de dix ans.

A Los Angeles, les touristes viennent plus nombreux que les habitants. La ville est devenue une destination de tourisme. Les hôtels sont pleins, les restaurants sont pleins, les magasins sont pleins. Les habitants, en revanche, ont du mal à trouver un logement. Les loyers sont élevés, les conditions de logement sont mauvaises. Les habitants sont obligés de vivre dans des conditions précaires. Les services sociaux sont réduits, les services de santé sont réduits. Les habitants ont du mal à accéder aux services de base. Les habitants ont du mal à accéder aux services de base.

Six millions de personnes privées de couverture médicale

TOUT se fait. Le problème des petits revenus ne permet pas de payer les soins médicaux. Les personnes à faible revenu ont du mal à accéder aux services de santé. Les services de santé sont réduits, les services de santé sont réduits. Les personnes à faible revenu ont du mal à accéder aux services de base. Les personnes à faible revenu ont du mal à accéder aux services de base.

- (1) 3 740 000, selon les données de l'American Medical Association.
- (2) Harvard Center for Health and Human Resources, cité par US News and World Report, 12 mai 1988.
- (3) « Population change and California's future », dans *Report on Poverty in California*, Département de la Santé, 1987.
- (4) Les données sont basées sur les données de la *Survey of Income and Public Use*, 1980.
- (5) *New York Times*, 12 mai 1988.
- (6) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (7) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (8) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (9) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (10) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (11) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (12) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (13) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (14) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (15) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (16) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (17) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (18) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (19) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (20) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (21) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (22) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (23) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (24) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (25) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (26) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (27) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.
- (28) *Los Angeles Times*, 12 mai 1988.

vingt ans constituent les trois quarts de ces Américains qui vivent sans protection médicale. Les politiques sociales de l'administration Reagan n'ont fait qu'aggraver le problème. Le transfert des dépenses de santé du niveau fédéral à celui des Etats s'est accompagné d'un resserrement des critères d'éligibilité. En Californie, les critères ont vu les ressources qu'ils recevaient de l'Etat pour assurer la couverture médicale des « working poor » ramenées à 70 %, puis à 50 % de leur niveau antérieur au vote de la Proposition 13. M. David Keas, directeur médical du comté d'Alameda, n'hésite pas à reconnaître que le service des soins aux indigents est dans une situation chaotique. Il est impossible d'obtenir l'ampleur de la crise. Le comté d'Alameda n'est pas perdu dans le désert : c'est là que se trouve l'université de Berkeley.

On ne compte plus les hôpitaux publics qui ferment ou licencient faute de crédits. Pourtant, dans le comté de Contra-Costa (juste à l'est de San Francisco), les malades attendent dans des salles de possibilité d'accéder à d'autres salles d'attente. Des dizaines de milliers de femmes enceintes ne sont pas admises dans les centres de soins prénatals : elles n'ont pas d'assurance individuelle, et les obstétriciens ont calculé que les remboursements publics ne couvriraient pas leurs frais (17). Même chose à Los Angeles : de l'aveu d'un infirmier, « des patients deviennent inopérables en attendant nos services chirurgicaux. Ici, des personnes qu'un médecin privé opérerait le jour même, peuvent attendre de trois à quatre semaines. Nous sommes tellement surpeuplés que des accouchements doivent parfois se faire dans des couloirs. Nous avons régulièrement des victimes d'attaques cardiaques qui attendent de trente à quarante heures en salle d'urgence, faute de lit (18). » La loi californienne prescrit pourtant que la qualité des soins publics administrés aux indigents doit être la même que celle dont bénéficient les non-indigents traités dans un service privé. Mais pour M. Kenneth Kizer, directeur californien des services de santé, « le gâchis est ce qu'il est : il n'y a pas trente-six manières de le couper ».

Les victimes ? Toujours les mêmes, ces pauvres qui parce qu'ils vivent dans des logements médiocres, munis d'un réseau sanitaire vétuste et d'un système de chauffage en mauvais état, sont beaucoup plus exposés à la maladie.

Aux problèmes médicaux qui existaient déjà, il faut maintenant ajouter le SIDA. Par l'injection de drogue avec des seringues contaminées, cette maladie frappe de plus en plus les pauvres. M. Goguenard, mi-amer, l'un d'entre eux explique : « Les riches ont toujours les moyens de se payer des seringues propres. Mais le SIDA agit aussi sur les pauvres : l'impossibilité de continuer à travailler oblige très vite certains à dépendre de l'assistance publique pour faire face aux frais énormes d'un traitement par AZT (800 dollars de pilules par patient et par mois) qui parfois retarde l'issue fatale ».

Si le loi requiert l'égalité de traitement médical entre « indigents » et « non-indigents », encore faudrait-il que les tribunaux le fassent respecter (20). Or, comme tout le reste, l'accès à la justice se paie. Subventionnée à l'échelon fédéral, l'aide judiciaire aux pauvres a été elle aussi victime des coupes budgétaires. Incapable de faire accepter par le Congrès l'abolition du programme, l'administration Reagan a néanmoins réussi à le maintenir à un niveau inférieur à celui de 1980. Aujourd'hui, moins de 20 % des besoins légaux des pauvres sont satisfaits ; dans leurs conflits avec les propriétaires, les locataires se retrouvent souvent sans défense.

A priori, la situation des pauvres devrait être plus favorable en Californie qu'ailleurs. L'Etat est prospère, il dispose d'un budget annuel de 46 milliards de dollars, l'aide publique a été indexée sur le coût de la vie, ce qui est loin d'être le cas partout (21). Mais les besoins sont tels que les recettes fiscales sont insuffisantes. L'accroissement très rapide de la population (six millions de nouveaux habitants depuis 1978) ne facilite d'ailleurs pas les choses : les pressions à la hausse s'accroissent sur le marché immobilier, la circulation devient encore plus difficile, les écoles publiques déjà bondées font face à l'afflux d'enfants venus d'Amérique centrale, qui souvent sont analphabètes et ne parlent presque jamais l'anglais. Or les problèmes sont déjà énormes dans un Etat où 17 % des habitants sont illettrés au point d'être incapables de remplir une demande d'emploi, de lire une petite annonce ou de déchiffrer les instructions d'un médicament. Et cela, alors que la moitié des postes de travail exigent un niveau d'études supérieur au lycée. L'autre moitié s'accompagne de salaires tirés vers le bas par la présence d'une main-d'œuvre d'origine mexicaine qui, faute de statut légal, recule rarement devant les rémunérations les plus misérables (22).

Clandestinement, « les planteurs de marijuana ont mis la main sur 400 000 hectares de forêts nationales » défrichées et mises en culture, faisant des Etats-Unis, sous la présidence Reagan, l'un des premiers producteurs du monde de cannabis. « Une marijuana deux à cinq fois plus efficace qu'elle ne l'était au début des années 70 » et donc « considérablement plus dangereuse » (*International Herald Tribune*, 25 septembre 1986). « Selon le Drug Enforcement Administration (le service de répression du trafic de stupéfiants), les Etats-Unis seront les premiers producteurs du monde au début des années 90 et peu après des exportateurs nets » (*Fortune*, 25 juin 1988) d'une drogue qui représente déjà la troisième récolte nationale en valeur, après le maïs et le soja.

difficultés scolaires et qui vit dans une famille pauvre désertée par le père, a une « chance » sur quatre de devenir mineur délinquant. Pour une adolescente blanche élevée par ses deux parents dans un environnement qui ignore les problèmes financiers et scolaires, la « chance » n'est plus que d'une sur mille. A San-Francisco, 8 % des adolescentes sont enceintes. Leur nombre s'accroît. Leur moyenne d'âge est de quinze ans. Un tiers d'entre elles se droguent.

Tout se tient. Les communautés les plus pauvres sont rongées par la drogue ; le crack est en train de devenir un cancer social. La Californie est le quatrième état de crime du pays et elle ne sait plus comment financer la construction de ses prisons. A Oakland, cent quatre-vingts des incendies criminels de l'année dernière ont été le résultat des représailles entre gangs. A Los Angeles, ce sont six cents gangs qui, les armes à la main, se partagent le trafic de drogue. Ils comptent soixante-dix mille membres. Un tour de ces villes éclaira assez vite sur le phénomène. A Oakland, à quelques centaines de mètres des quartiers prospères, de leurs multiples boutiques où l'on peut acheter des pâtes fraîches, du fromage français et consommer des café latte à l'italienne, se dessine une sorte de no man's land : absence de commerce autre que celui du crack, maisons délabrées, vitres brisées sur lesquelles on a collé du papier journal ou du carton pour se protéger du vent. A Los Angeles, certains quartiers presque exclusivement noirs ou hispaniques sont parmi les plus pauvres du pays avec leurs revenus par habitant qui ne dépassent pas le tiers de la moyenne de l'Etat. Le répertoire à présent du lieu commun : « Le contraste entre cette pauvreté désolée et un trafic hautement lucratif de la drogue s'est vite révélé explosif, offrant aux gangs un pouvoir extraordinaire. Les parents dépensent souvent des milliers de dollars que leurs enfants peuvent gagner en une semaine pour payer les loyers de toute la famille (25). »

S'exprimant à Los Angeles, M. Jesse Jackson a eu beau adjoindre son public de ne pas se laisser entraîner dans ce cycle pauvreté-délinquance-prison, il lui a bien fallu constater : « Ici, les drogues et les armes sont plus faciles à obtenir que les emplois. » Morale est la ville la plus sûre de Californie du Nord ; le revenu moyen de ses résidents est le double de celui de la région. Le directeur d'analyse statistique du département de la justice explique : « Cela aide à avoir une population qui n'a pas besoin pour survivre de s'emparer du bien des autres (26). »

Tout se tient. Dans la démocratie représentative américaine, ce sont les pauvres, qui ont le plus besoin d'être défendus, qui sont le moins bien représentés. La politique américaine ignore les idéologies et les classes ? Si c'est vraiment le cas, les électeurs ne semblent pas le savoir. En 1984, M. Reagan a obtenu 75 % des voix chez les 10 % les plus riches, 32 % seulement chez les 10 % les plus pauvres. Malheureusement pour ces derniers, ils ont été très peu nombreux à voter. La différence de taux de participation en fonction des revenus est considérable et on ne la retrouve dans aucun autre pays démocratique. Selon une étude réalisée au Minnesota, dont les résultats s'appliqueraient tout aussi bien à la Californie, 76 % des riches votent. Les pauvres, eux, ne sont que 38 % à le faire. Sentiment d'impuissance, défaut d'éducation ou d'information,

Tout se tient. Lorsqu'on parle des pauvres, on pense souvent aux adolescents noirs à seize ans et complètement dépendants de l'aide publique (les fameuses « welfare mothers »). Et c'est vrai que près de 40 % des foyers californiens où la femme dirige seule ses enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté. Mais plutôt que d'épiloguer sur l'insupportabilité de ces « bébés qui dévorent des bébés », on ferait mieux de comprendre les mécanismes de reproduction de ce que Michael Harrington a appelé une « sous-classe héréditaire ». Car, pour beaucoup de ces très jeunes femmes, l'avenir a trop souvent les couleurs de l'échec scolaire et professionnel, celles d'une famille et d'une communauté dévorée par la drogue. Alors, « elles se tournent vers la maternité pour y trouver une identité, du pouvoir et un peu d'amour (24). » D'après une étude de la Rand Corporation, une adolescente noire qui a des

Comment on fabrique des délinquants

Il y a pire. La région agricole la plus productive du monde, celle où les surplus sont tels que près du quart des récoltes sont détruites, n'arrive même pas à résoudre le problème de la faim. M. Rawlins, qui, dans le centre de Los Angeles, coordonne un programme religieux d'assistance alimentaire, s'exprime en des termes qu'on croirait tirés tout droit d'un roman de Dickens : « Il y a, en Californie, des enfants qui n'ont jamais mangé une pomme et qui ne savent pas ce qu'est une orange. Parfois, on doit leur expliquer comment consommer les légumes et les fruits qu'on leur donne (23). » A San-Francisco même, 41 000 résidents bénéficient d'une aide alimentaire.

Comment on fabrique des délinquants ? La région agricole la plus productive du monde, celle où les surplus sont tels que près du quart des récoltes sont détruites, n'arrive même pas à résoudre le problème de la faim. M. Rawlins, qui, dans le centre de Los Angeles, coordonne un programme religieux d'assistance alimentaire, s'exprime en des termes qu'on croirait tirés tout droit d'un roman de Dickens : « Il y a, en Californie, des enfants qui n'ont jamais mangé une pomme et qui ne savent pas ce qu'est une orange. Parfois, on doit leur expliquer comment consommer les légumes et les fruits qu'on leur donne (23). » A San-Francisco même, 41 000 résidents bénéficient d'une aide alimentaire.

« L'Etat a abandonné le peuple »

EN juin dernier, à l'intérieur même de l'électorat démocrate, les élections primaires ont confirmé un phénomène bien connu : M. Jesse Jackson a fait jeu égal avec M. Michael Dukakis chez les détenteurs de revenus inférieurs à 12 500 dollars par mois et chez les personnes âgées de moins de quarante-cinq ans. Mais, chez les plus riches et chez les plus âgées, il a été écrasé. Résultat : M. Dukakis l'a emporté par deux contre un dans un scrutin où la moitié des votants avait plus de cinquante ans et où deux tiers des électeurs potentiels sont restés chez eux. En novembre prochain, comme lors de chaque élection générale, les chances de victoire des démocrates tiendront beaucoup à leur capacité de secouer l'apathie des exclus de la société d'abondance. Les républicains le savent. Ils savent aussi que, s'ils parviennent à nouveau à priver leurs adversaires d'une victoire en Californie, ils auront — une fois de plus — gagné l'élection (27).

Ainsi que le note M. Lennie Siegal, la faible participation électorale des pauvres est encore plus manifeste lorsque la consultation est de caractère local : législation, maire, référendum. Ballottés d'une résidence et d'un emploi à l'autre, les pauvres oublient souvent de s'inscrire sur les listes de leurs comités. Ils se sentent de toute façon peu intégrés dans leur communauté locale. Dans un pays où beaucoup de décisions, de motions et de propositions sont décentralisées, une telle abstention n'est pas sans conséquences. Les rejets de référendums municipaux visant à la réglementation des loyers seraient moins nombreux si les locataires votaient aussi massivement que les propriétaires.

« L'Etat a abandonné le peuple ! Quatre à cinq millions de sans-abri, certains vivant dans des wagons, d'autres dans des papiers. L'Etat a abandonné le peuple ! Comme beaucoup ne peuvent pas payer les services d'un avocat, ils sont abandonnés par la loi. L'Etat a abandonné le peuple ! M. Reagan ne peut pas continuer à parler de droits de l'homme uniquement lorsqu'il est en Russie. L'Etat a abandonné le peuple ! » A sa manière, M. Jesse Jackson a tenté de dissiper ce que Mervin Field, le George Gallup de Californie, a qualifié de « mur du cynisme ». Il a, pour résoudre le problème des déficits, exigé que « les riches, pas les pauvres, paient les frais de la fête qu'ils consacrent pour eux le républicanisme ». M. Jackson a été entendu. Il est parvenu à convaincre qu'il sera tout à fait suivi. La nuit est encore solide. Interrogé par le *New York Times* (28), un métallurgiste de Pennsylvanie explique : « Dans le système de la libre entreprise, il n'y a guère de place pour les petits. Mais il vaut tout de même mieux voter pour les démocrates. Eux au moins nous donneront davantage de miettes. »

Dans la presse étrangère

Les enfants du crack

De 1981 à 1987, les importations de cocaïne ont triplé, passant de 50 à 150 tonnes par an. Dans le même temps, les prix sur le marché ont chuté de 65 000 à 12 000 dollars le kilo (*US News and World Report*, 11 juillet 1988), entraînant un prodigieux développement de la consommation et l'explosion d'un dérivé particulièrement dangereux et très bon marché (3 dollars la dose environ) : le crack. Joueux et revues en sont arrivés à publier régulièrement le cours des différentes drogues dans les principales villes du pays, comme s'il s'agissait de données cotées à la Bourse du commerce.

La diffusion des stupéfiants a cessé d'être le monopole du crime organisé à l'usage de catégories marginalisées ou bien typées comme le petit monde de Hollywood ou de la finance de Wall Street. Elle irradie désormais toute la société américaine. Aucune classe d'âge, aucune couche sociale, aucune région n'est épargnée. Les enquêtes de la presse (*US News and World Report*, du 27 juin 1988, *Fortune*, 20 juin, *Time*, 9 mai, *Newsweek*, 25 avril et 28 mars) révèlent la banalisation du trafic et de la consommation, y compris dans les petites villes tranquilles de l'Amérique profonde et les banlieues coquettes des grandes cités où l'on peut trouver de la drogue à presque tous les coins de rue. Il n'est pas exceptionnel de découvrir parmi les dealers drogués, un médecin de famille, un chef de petite entreprise ou une star locale de football entraînés dans la spirale par des problèmes financiers ou affectifs, la pression sociale et professionnelle.

Malgré le phénomène le plus inquiétant est l'extension de la consommation et du trafic chez les plus jeunes. « On voit des gamins de huit, neuf, dix ans avec, déjà, une bonne expérience de la drogue et de l'alcool », explique la responsable d'un centre de traitement d'une petite ville du Middle West. « Ce sont de vieux professionnels. Alors que cela peut prendre des années à un adulte pour devenir un drogué, quelques mois suffisent à un enfant » (*US News*).

« Il y a plus d'un million d'adolescents livrés à eux-mêmes qui vivent dans les rues des grandes cités américaines » (*Newsweek*). Rien qu'à Los Angeles, ils sont 100 000, membres de gangs responsables de 387 meurtres en 1987, principalement pour le partage du marché de détail de la drogue. Des enfants de neuf à quinze ans se font de 100 à 2 000 dollars par semaine dans le trafic de crack, commençant par faire la queue, puis le transport avant d'atteindre le stade envié de dealer, « le roi de la rue ». « Sur un marché chaud comme New-York (ou Los Angeles), un adolescent agressif peut se faire 3 000 dollars par jour » (*Time*). « Comme la plupart des jeunes Américains, ce sont des garçons et des filles matérialistes à la recherche « des belles choses que seul l'argent permet d'acquiescer ». « Avec un taux de chômage de 37 % chez les jeunes Noirs (...), ils se tournent vers les options les plus lucratives. En nombre grandissant, ils deviennent les nouvelles recrues de la criminalité des centres-villes. » « La plus terrifiante, commente dans *Time* le directeur d'un programme de réinsertion, c'est qu'ils comprennent comment fonctionne le système. (...) Ils savent gérer une entreprise. C'est presque une mentalité d'hommes d'affaires ».

Il y a bien longtemps que la drogue — un marché de 100 milliards de dollars — corrompt tous les secteurs de la société américaine : banques, affaires, administration, culture, sports... Reste la jeunesse, l'avenir du pays. « Le problème de la drogue n'a rien de dramatique. Il est simplement devenu insoluble » (*US News*).

CHRISTIAN DE BRIE.

NOUVEAU REcul DU NÉOLIBÉRALISME EN AMÉRIQUE DU SUD

La social-démocratie prend la relève en Equateur

L'Amérique du Sud vient de connaître une nouvelle alternance démocratique avec l'accession, le 10 août, de M. Rodrigo Borja à la présidence de l'Equateur. Une transition qui renforce le camp des gouvernements latino-américains prenant leurs distances avec les Etats-Unis, puisque le nouveau président n'a pas hésité à inviter M. Fidel Castro et à renouer spectaculairement les relations avec le Nicaragua. Après l'effondrement des solutions économiques néolibérales, le programme réformiste de M. Borja apparaît comme la fragile ligne de défense d'une démocratie qui ne saurait désormais décevoir sans risques une population avide de participer aux affaires du pays.

Par JAIME GALARZA ZAVALA *

Huit changements de gouvernement, dont trois dictatures issues de coups d'Etat, au cours des vingt dernières années : dans cette vie politique agitée, l'Equateur ouvre un nouveau chapitre. M. Rodrigo Borja, avocat de cinquante-deux ans, qui a pris ses fonctions de président le 10 août, est en effet le dirigeant de la Gauche démocratique, version équatorienne de la social-démocratie affiliée à l'Internationale socialiste. Son prédécesseur, M. Leon Febres Cordero, gouvernait le pays en étroite collaboration avec ses deux frères, Agustin et Nicolas, dans une sorte de triumvirat de fait. Les trois frères, liés aux milieux patronaux les plus puissants, ont des intérêts dans de nombreux secteurs de l'économie nationale : agriculture, banque, industrie, pétrole, et ils sont associés à des entreprises multinationales telles que Quaker Oats et Shell. Adeptes du néolibéralisme musclé (1), M. Febres Cordero avait privatisé les entreprises publiques, octroyé des crédits préférentiels au secteur privé, consenti des privilèges aux multinationales. Se soumettant aux injonctions du Fonds monétaire international (FMI), il avait dévalué plusieurs fois la monnaie nationale et libéré les prix. Avec des résultats catastrophiques pour l'économie.

Lors de son arrivée au pouvoir, il y a quatre ans, la dette extérieure atteignait 8 milliards de dollars ; elle s'élève aujourd'hui à 10 milliards, soit 1 000 dollars pour chacun des dix millions d'Equatoriens, l'équivalent de vingt-cinq mois de salaire minimum (40 dollars par mois). Le service de la dette extérieure absorbe plus de la moitié des revenus annuels du pétrole, qui représentent à eux seuls 40 % du budget national.

Outre la dette, le nouveau président doit affronter d'épineux problèmes de politique internationale : en premier lieu, l'hostilité de Washington à la reprise des relations diplomatiques avec le Nicaragua, rompues par M. Febres Cordero ; mais aussi le sort des accords conclus en toute hâte entre le gouvernement sortant et les compagnies pétrolières Esso, Shell, Texaco, British Petroleum, Occidental, entre autres, qui se sont vu octroyer 6 millions d'hectares, soit plus de 20 % du territoire national. Ces concessions, qui atteignaient 11 millions d'hectares en 1970, avaient été réduites à moins de 1 million par le gouvernement militaire en 1974.

Un autre secteur suscite les convoitises : les zones aurifères du pays, dont celle de Lambija dans la région amazonienne, qui à elle seule, contiendrait des réserves d'une valeur égale au montant de la dette extérieure actuelle, selon les estimations de l'Université

centrale. De nombreuses entreprises étrangères souhaitent pouvoir exploiter l'or équatorien, et des accords ont déjà été signés avec quelques-unes d'entre elles. Il en va de même pour d'autres réserves minérales, telles que l'uranium dans les Andes, le titane sur la côte Pacifique, le cobalt et le manganèse dans les fonds marins des îles Galapagos. Cet archipel, en raison de sa situation géographique stratégique, fait d'ailleurs l'objet d'une attention particulière de la part des Etats-Unis qui avaient conçu le projet de l'utiliser comme décharge de déchets nucléaires, grâce à l'existence d'énormes cavernes naturelles (ce projet fut dénoncé publiquement par des journalistes et des diplomates en 1979).

Autre source de conflit : les droits de l'Equateur à l'orbite géostationnaire sur laquelle sont placés les satellites de communication. En 1987, le Congrès de Quito avait protesté contre l'utilisation arbitraire par les Etats-Unis du segment national de l'orbite, sans obtenir la moindre réponse. La question de

l'Institut linguistique d'Etat (2), elle aussi, restait surface. Son expulsion avait été décidée le 21 mai 1981 par le président Jaime Roldos, trois jours avant sa mort, dans un accident d'avion selon la version officielle (les circonstances de l'accident n'ont toujours pas été éclaircies, et une instruction judiciaire est encore en cours). Plusieurs fois accusé d'espionnage, l'Institut a ouvert ses portes sous la dénomination de Vision mondiale. Les organisations indiennes, ainsi que tous les milieux de gauche, alliés ou non à M. Borja, exigent l'application du décret d'expulsion, tandis que l'ambassade des Etats-Unis à Quito et la droite locale appuient ouvertement l'Institut.

Les problèmes internes ne sont pas moins arides. Le principal est celui du chômage et du sous-emploi - touchant plus de 50 % de la population active (3) - qui concerne aussi bien les couches urbaines, à la suite des fermetures d'usines et du ralentissement de l'industrie de la construction, que les masses paysannes victimes du manque de terre - la réforme agraire est totalement arrêtée - et de la pénurie de crédits et d'assistance technique, et de l'interminable chaîne d'intermédiaires qui contrôlent la commercialisation des produits agricoles.

La situation dramatique du monde rural, et plus particulièrement celle de la population indienne des Andes (plus de deux millions), provoque un exode massif qui entraîne l'apparition d'énormes bidonvilles (*barrios miserables*) autour des grandes cités. Le chômage est aussi la cause de l'accroissement de l'émigration. A Quito, on dit de New-York qu'elle est la troisième ville équatorienne : près de quatre cent mille Equatoriens y résident. De fait, seules la capitale et Guayaquil ont une population supérieure. Au total, près d'un million d'Equatoriens vivent aux Etats-Unis, soit 10 % de la population nationale.

La corruption et la faim

UN nouveau fléau a fait son apparition, celui de la corruption administrative, mal endémique mais qui a pris, ces derniers temps, d'énormes proportions. Une illustration spectaculaire en a été donnée lors de l'achat par le gouvernement d'un avion Fokker au Pays-Bas. Une grosse surfacturation permit de distribuer de nombreux pots-de-vin. De surcroît, pour payer l'une des échéances, le gouvernement puisa dans la caisse de l'Institut de sécurité sociale, dépositaire des cotisations de ses huit cent mille membres, ouvriers et employés. L'Institut est aujourd'hui virtuellement en faillite et ne peut plus fournir de prestations en matière de crédits et de soins hospitaliers. M. Borja devra donc renflouer ses caisses pour tenir ses engagements envers les dirigeants syndicaux qui ont soutenu sa candidature à 95 % lors du second tour de l'élection présidentielle.

La faim était très peu connue dans ce pays traditionnellement auto-suffisant, et même exportateur de produits alimentaires : bananes, café, cacao, crevettes, etc. Or, depuis quelque temps, elle est devenue une réalité pour de nombreuses populations marginales, surtout dans les bidonvilles autour de Guayaquil, qui abritent cinq cent mille personnes. Les statistiques montrent que le déficit en calories atteint 25 %, celui de protéines 29 %.

La situation n'est guère plus réjouissante en ce qui concerne l'analphabétisme : affectant officiellement 17 % de la population de plus de dix ans en

1984, il est beaucoup plus élevé aujourd'hui, en raison de la paupérisation croissante et de l'incorporation de plus en plus précoce au monde du travail des enfants de moins de quinze ans, qui souvent accomplissent les tâches les plus ingrates.

Le nouveau gouvernement devra aussi statuer sur la demande générale de libération des mutins qui, dans plusieurs garnisons, s'étaient soulevés contre le régime en janvier 1987, et qui avaient été condamnés à des peines allant jusqu'à dix ans de prison ferme. Ces mutins bénéficient d'une grande sympathie populaire, car ils avaient voulu dénoncer l'autoritarisme du régime de M. Febres Cordero. Ils exigent notamment le respect des décisions prises par le Congrès national, qui avait décrété l'amnistie en faveur du chef de l'Etat-major conjoint des forces armées, le général Frank Vargas Pazos, devenu depuis lors un important dirigeant politique lié à la gauche équatorienne. Le général Vargas avait

été emprisonné pour s'être rebellé contre l'achat frauduleux de l'avion Fokker. Il ne sera pas facile à M. Borja de décréter une amnistie, car d'importants secteurs du haut commandement militaire sont résolument opposés à la libération des mutins.

Autre demande de libération : celle d'une trentaine de jeunes accusés de terrorisme et de subversion. Cette demande est appuyée par divers mouvements sociaux et politiques, mais elle se heurte également à l'opposition de dirigeants de l'armée et de la police. Amnesty International a d'ailleurs dénoncé (4) le recours à la torture, les exécutions sommaires, les « disparitions » et la violation de toutes les procédures légales, qui rappellent dans une certaine mesure les méthodes employées par la dictature militaire argentine.

A cette accumulation de problèmes s'ajoute désormais celui du trafic de drogue, l'Equateur étant devenu un grand producteur et un acteur de premier plan dans le domaine des stupéfiants. Un personnage influent du précédent régime, l'avocat Joffre Torbay, accusé de corruption administrative et

selon certains journalistes, impliqué dans le trafic de la drogue, vient de se réfugier à Miami. Son extradition a été demandée par les autorités judiciaires.

Tout en se démarquant complètement du néolibéralisme antérieur, M. Borja a axé son programme sur la modération, en envisageant des « changements modérés », et en se présentant comme le « président de la paix ». Il a assez mobilisé dans un pays où la classe moyenne, principal soutien du parti victorien, rejette les extrémismes et où la population, dans son ensemble, réprouve la violence systématique employée par l'ancien gouvernement.

Aucune nationalisation n'est inscrite au programme du nouveau président, mais, en contrepartie, beaucoup de milieux réclament le renforcement d'un secteur public sérieusement ébranlé par l'administration Febres Cordero. En particulier, la Corporation pétrolière de l'Etat, l'Institut national d'électrification, la Sécurité sociale, l'Institut des produits de première nécessité, etc.

Le développement dans la liberté

M. BORJA dispose des appuis nécessaires à l'application de sa politique de développement dans la liberté : le soutien du Congrès, la sympathie populaire et des amitiés internationales, principalement avec les gouvernements européens. Pour constituer sa majorité parlementaire, le président a dû conclure une alliance avec la démocratie chrétienne de l'ancien président Oswaldo Hurtado, en échange d'une forte participation au gouvernement et dans les organismes de l'Etat. Les autres partis qui soutiennent M. Borja, tel le Parti communiste de l'Equateur (PCE), n'ont que peu ou pas de représentation parlementaire (le PCE a deux sièges sur soixante et onze).

La principale force d'opposition est le Parti roldosiste équatorien (du nom de l'ancien président Jaime Roldos), dont le dirigeant, M. Abdala Bucaram, âgé de trente-six ans, fut l'adversaire de M. Borja lors du second tour de l'élection présidentielle, qu'il perdit seulement par un écart de deux cent cinquante mille suffrages sur un total de trois millions. M. Bucaram est un leader populiste qui contrôle un puissant groupe parlementaire et de nombreuses municipalités, dont la plus importante du pays, celle de Guayaquil, ville de deux millions d'habitants.

Soutenu par quelques éléments de droite, taxé de néofascisme, M. Bucaram jouit cependant d'une audience considérable parmi les plus pauvres de la côte Pacifique (notamment à Guayaquil), et il a eu des mots très durs contre la politique de Washington. Peu après son échec électoral, il se rendit à Cuba et au Nicaragua, à l'invitation des deux gouvernements. Il réside aujourd'hui à Panama, dans un exil volontaire, pour se mettre à l'abri d'une éventuelle détention. Accusé de cor-

ruption administrative, il soupçonne la Gauche démocratique de vouloir le détruire politiquement.

Pendant ce temps, les forces qui n'ont pas renoncé à un coup d'Etat, encouragées par M. Febres Cordero, restent dans l'expectative. Leurs tentatives pour empêcher les élections se brisent sur la volonté populaire de trouver une issue politique à la crise et sur l'opposition des officiers et de la troupe. Les soulèvements du général Vargas et des autres officiers mutins ont, en effet, contribué à créer une sorte de démocratie de facto, limitée mais fonctionnelle, au sein des forces armées où l'on débat presque ouvertement des destinées du pays.

M. Borja compte aussi sur l'appui de la majorité des intellectuels et des artistes qui attendent de lui des mesures favorisant le développement de la culture nationale. Les Equatoriens, et tout particulièrement les Indiens, revendiquent leur droit à la culture, et il sera difficile aujourd'hui d'ignorer les aspirations longtemps réprimées de tout un peuple.

Le nouveau départ donné à la démocratie suscite beaucoup d'espoirs. Mais, si elle ne se traduit pas par des réalisations concrètes pour sortir le pays de la crise, la victoire électorale de M. Borja ne ferait que précipiter, une fois de plus, l'heure des généraux.

(1) Voir Sylvain Hecberg, « Echos d'un néolibéralisme musclé en Equateur », *Le Monde diplomatique*, avril 1987.

(2) Voir à ce propos l'article de Sabine Hargous, « L'action de Vision mondiale en Equateur », *Le Monde diplomatique*, juin 1985.

(3) Chiffres cités dans le *Financial Times*, 10 août 1988.

(4) Dossier AL-AMR du 28 janvier 1987.



Opinion, que de chiffres on commet...

A crue n'a pas cessé avec la fin de la saison électorale. Chaque jour, les Français sont sollicités par ces sondages : « M. X... remonte, M. X... en baisse, M. X... se maintient... » Révélation ni plus ni moins importante : au cours d'un journal télévisé de juillet, un sondage-flash a permis de prendre connaissance de l'opinion des citoyens sur une question vitale : oui ou non, le vélocipédiste espagnol Delgado a-t-il ingurgité un produit interdit ? Le champ de la démocratie ne cesse décidément de s'élargir (1).

La presse - tous médias confondus - est trop respectueuse de cette incontestable école de citoyenneté pour s'interroger sur son essence. Au pays des chiffres et des statistiques, un hebdomadaire n'a cependant pas craint de dénoncer l'imposture.

US News and World Report titre : « Le racket des chiffres : voici comment les sondages et les statistiques mentent. » Sous-titre : « Jamais les statistiques n'ont autant influencé nos vies. Le seul problème est qu'elles sont souvent fausses - parfois délibérément (2). »

« L'abus des chiffres va presque de soi dans le secteur en pleine expansion des sondages, écrit l'hebdomadaire. Nombreux sont même les firmes spécialisées qui travaillent pour des groupes d'intérêt qui n'ont qu'un intérêt : obtenir un sondage allant dans leur sens. » Pour parvenir à de tels résultats, un seul moyen : poser les questions qui provoquent les réponses « justes ».

D'où les manipulations en tout genre, qui prennent souvent l'allure d'escroqueries. Lors d'un sondage, il a été demandé à des Américains sélectionnés, et... naturellement représentatifs, s'ils voulaient ou non que le « gouvernement fédéral » fasse en sorte que la population puisse obtenir des soins médicaux bon marché. Réponse : oui à 81 %. Contre-sondage : au lieu de « gouvernement fédéral », la questionnaire parle d'« entreprise privée » ! Réponse : oui aussi, à 71 % !... Autre absurdité : lors d'une enquête sur le Nicaragua, 58 % des personnes interrogées sont favorables à une

aide aux « contras » « afin d'empêcher l'extension de l'influence communiste ». Mais 52 % des sondés, tout aussi représentatifs, refusent toute aide « aux gens qui tentent de renverser le gouvernement » de Managua.

91 % des Américains sondés par Gallup sont favorables à un contrôle des ventes d'armes à feu, mais un autre sondage, financé par le lobby des armes, la National Rifle Association, « prouve » que 61 % des Américains sont contre. Contre tout contrôle ? Non, car la question est bien sûr posée différemment : êtes-vous pour ou contre « un programme national d'enregistrement des armes qui serait financé par 20 % environ du budget actuellement consacré à la lutte contre la criminalité ? ».

Tout est à l'avenant, qu'il s'agisse des campagnes électorales, de la qualité du système scolaire, des estimations de fréquence des cancers selon les régions... Car ce qui est vrai, si l'on ose dire, des sondages, c'est des statistiques. Apparemment, une seule donnée chiffrée a valeur scientifique : « L'industrie de l'enquête gagne maintenant plus de 2 milliards de dollars par an [aux Etats-Unis] et croît de 15 % par an. »

Lors d'un sondage effectué aux Etats-Unis, un tiers des personnes interrogées ont émis une opinion... sur une loi inexistante. Ne soyons pas jaloux des Américains : la télévision française (chaînes de service public incluses) sait magnifiquement créer de tels espaces de liberté. Est-il né, l'homme politique qui, en direct, lors d'une émission à vaste audience, dénoncera la supercherie au vu, bien sûr, de résultats qui lui seraient en tous points favorables ?

JACQUES DECORNOY.

(1) Sur la vague de sondages pendant la période précédente, cf. Jacques Decornoy, « Les sondages, reflets de l'opinion ou des médias ? », *Le Monde diplomatique*, mai 1987.

(2) US News and World Report, 11 juillet 1988.

ULB

L'Université Libre de Bruxelles ouvre en octobre 1988 une
MAITRISE EN RELATIONS INTERNATIONALES
(une année d'études)

Le programme comporte onze modules couvrant les principaux aspects de la politique internationale contemporaine : rapports Est-Ouest, Nord-Sud, questions régionales, sécurité et désarmement, problèmes économiques et financiers, etc.

Il s'adresse aux fonctionnaires internationaux, aux stagiaires et fonctionnaires des affaires étrangères ainsi qu'aux cadres du secteur privé.

Les cours sont dispensés par des chercheurs et des praticiens ; ils impliquent la participation active des auditeurs et sont organisés le vendredi en fin d'après-midi et le samedi matin.

Renseignements : M. Guy GERARDY, Section des sciences politiques Université Libre de Bruxelles - CP 135
50, avenue F.-D. Roosevelt, B-1050 BRUXELLES
Tél. 02/642.39-07



De 1^{er} septembre au 9 septembre de cent soixante-dix patineurs olympiques. La patinoire se trouve à la Cour d'été de la ville de Moscou. Les patineurs olympiques ne peuvent pas venir à cause de la guerre polonoise.

Après leur restauration, les patineurs olympiques ne peuvent pas venir à cause de la guerre polonoise. Les Jeux olympiques de l'hiver de 1992 se dérouleront à la Cour d'été de la ville de Moscou. Les patineurs olympiques ne peuvent pas venir à cause de la guerre polonoise.

Hitler, lors des Jeux olympiques de 1936, a été le seul à ne pas venir à cause de la guerre polonoise. Les Jeux olympiques de l'hiver de 1992 se dérouleront à la Cour d'été de la ville de Moscou. Les patineurs olympiques ne peuvent pas venir à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

Des organisations politiques et sportives ont été créées à cause de la guerre polonoise.

LA TENTATION DES MÉDIAS ET LES

Foire aux médailles,

DANS un monde en crise, le sport échappe aux taux de croissance réduits. Par son dynamisme, ce secteur attire les entreprises les plus actives, qui cherchent à rentabiliser leur production en offrant sur ce qui n'est pour elles qu'un marché, des articles, des équipements, des spectacles et des services divers.

Mais un tel intérêt n'est pas l'apanage des fabricants de raquettes, de skis ou de survêtements ; de nombreuses firmes veulent associer leur nom à une compétition, un club ou un athlète (1). L'argent universel et spectaculaire ignore les barrières linguistiques ou les frontières politiques, le sport devient alors un enjeu pour les sociétés multinationales. Il n'est plus aujourd'hui le terrain d'affrontement

* Maître de conférences à l'université de Limoges, Centre de droit et d'économie du sport.

des seuls athlètes ; il est ouvert aux entreprises, aux capitaux, aux États. Parmi ces acteurs, il en est un dont le rôle est devenu fort important : la télévision (2). Par son intermédiaire, le champ du sport s'élargit.

Les droits de diffusion versés par la télévision et le parrainage publicitaire (le « sponsorship ») affluent. Ainsi, l'argent, le sport et la télévision sont-ils devenus indissociables.

« Sans la télévision, il est pratiquement impossible de réaliser de grandes manifestations sportives. C'est d'ailleurs là une évolution qui gagne également le sport de masse, déclarait déjà en 1984 le président du Comité olympique allemand. Malheur à nous si la télévision ne voulait plus retransmettre les Jeux olympiques ou d'autres manifestations sportives spectaculaires (3). » Ce danger n'est pas imminent ; et l'on constate, au contraire, que les grands événements sportifs réalisent des scores d'audience qui les situent en tête des classements (4). Le sport intéresse au plus haut degré la télévision. Elle lui consacre en moyenne 10 % du

temps d'antenne (voir le tableau ci-dessous). Et il existe même des chaînes thématiques vouées aux seules compétitions sportives : ESPN aux États-Unis, Toronto Sport Network au Canada, Screensport en Grande-Bretagne et TV Sport en France ; d'autres sont en projet, comme Eurosport (Union européenne de radio-télévision).

De l'intérêt accordé à tel ou tel sport par les téléspectateurs dépend le montant des droits de retransmission. Les plus élevés concernent les Jeux olympiques : 11,8 millions de dollars pour les Jeux d'été de Munich (1972), 403 millions (5) pour Séoul ; 6,4 millions pour les Jeux d'hiver de Sapporo (1972), 309 millions pour ceux de Calgary l'hiver dernier. Le contrat signé avec la

chaîne américaine CBS pour la retransmission des Jeux d'Albertville l'a été sur la base de 243 millions de dollars.

Les exemples à l'échelle nationale française sont tout aussi significatifs : la fédération de football, qui percevait 1 million de francs en 1977-1978, en a reçu 200 millions pour la saison 1987-1988. Les organisateurs du tournoi de tennis de Roland-Garros ont encaissé 10,2 millions de francs en 1986 et 27,5 millions en 1988. En mai dernier, le football a échappé aux chaînes publiques en Allemagne et en Grande-Bretagne : les droits de retransmission ayant été acquis par des chaînes privées à faible audience, qui les ont payés deux fois plus chers que les chaînes nationales (6).

être parmi les parrains, les sponsors officiels des Jeux.

Mais, compte tenu de coût et du caractère de l'événement, seul un petit nombre de firmes — multinationales — peut participer à ce marché. L'affrontement est rude. « L'exemple classique nous est fourni par le différend entre Fuji et Kodak à Los Angeles (en 1984). En s'associant aux Jeux, Fuji a augmenté sa part de marché de 8 %, forçant ainsi Kodak à consacrer des sommes importantes à la publicité télévisée aux États-Unis (8). » Pour Séoul, Kodak l'a emporté et a bâti ses campagnes publicitaires autour du slogan « Le défi olympique ».

Les Jeux olympiques ne sont pas le seul terrain d'affrontement pour les multinationales. Ainsi, au dernier Open de tennis de Paris, à Roland-Garros, la marque Pepsi (un soda mis en bouteille, en France, par Perrier), après de longues enchères, l'a emporté sur Coca-Cola. De telles concurrence se traduisent par une inflation des dépenses de parrainage publicitaire.

Les annonceurs fournissent de ce fait une part importante des recettes aux

Tout un monde dépendant de la télévision

CETTE inflation des droits de télévision se mesure dans les budgets des organisateurs de spectacles sportifs. Ils représentaient 77 % des recettes des Jeux d'hiver de Calgary, 46 % de celles des Jeux d'été de Los Angeles (1984), 40 % de celles du Rallye Paris-Dakar 1988, 35 % de la Coupe du monde de football de 1986, etc. (7).

Où, « malheur [aux organisateurs] si la télévision ne voulait plus retransmettre les manifestations sportives » ; de tels chiffres expliquent les craintes des dirigeants des organisations sportives — et le poids de la télévision s'accroît encore si l'on considère que sa présence attire les annonceurs, les sponsors.

La seule présence de la télévision valorise l'événement et rassure les annonceurs. Cortes, les olympiades n'ont pas besoin de cette caution pour être reconnues. Mais, depuis les Jeux de Tokyo en 1964 et le recours aux satellites pour une transmission planétaire, ils sont devenus le seul événement mondial capable de mobiliser pendant quinze jours des centaines de millions de téléspectateurs. Participer à cet événement, y associer son nom,

n'est pas seulement le rêve de tout athlète, mais devient celui de nombreuses entreprises. Elles sont prêtes à dépenser des sommes colossales pour

(1) Cf. Vladimir Andrieu et Jean-François Nys, *Economie du sport*, « Que sais-je ? », n° 2294, PUF, Paris, 1986, et « Un nouveau sponsoring économique : le sport », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 581, 1^{er} avril 1986, La Documentation française, Paris.

(2) Cf. Vladimir Andrieu et Jean-François Nys, avec la collaboration de Jean-François Bour, « Le sport et la télévision, relations économiques : pluralité d'intérêts et sources d'ambiguïté », *Droit et économie du sport*, n° 7, Dalloz, Paris, 1987. Pour une étude des relations du sport avec les autres médias, lire E. Scaillet, *Le Sport et la Presse*, A. Colin, Paris, 1964. Pour les États-Unis : C.-J. Bertrand, « Sports et médias aux États-Unis », *Le Nouvel âge du sport*, *Esprit*, numéro spécial, avril 1987, Grasset, Paris. « Sport and the Mass Media : General Overview », *Arms Review*, n° 2, 1983.

(3) W. Daume, président du Comité national olympique allemand, communication au symposium international « Sport-Média olympique », Lausanne, 23-26 novembre 1984.

(4) En 1986, le match du Mondial de football France-RFA obtint avec 50 points d'audience le quatrième score de l'année, toutes émissions confondues. Au cours de cette compétition, les rencontres de l'équipe de France dépassent 40 points et en font les émissions sportives les plus regardées de l'année. En 1987, en l'absence de grandes manifestations internationales, les scores ont été plus faibles.

(5) Ils se décomposent ainsi : NBC (États-Unis), 300 millions de dollars ; NHK (Japon), 32 ; Eurovision, 28 ; Network 10 (Australie), 7,5 ; OTI (Amérique latine), 3 ; AFBU (Asie), 1,5 ; Asia TV (Hongkong), 1.

(6) En Allemagne de l'Ouest, RTL, filiale du distributeur de films UFA, lui-même contrôlé par le groupe Bertelsmann, a acquis les droits sur les matches de la Bundesliga pour 13,5 millions de marks, contre 7 offerts par les chaînes publiques ARD et ZDF. En Grande-Bretagne, c'est British Satellite Broadcasting (BSB) qui, pour ses 400 000 abonnés, a versé 9 millions de livres et a racheté le droit de retransmettre le championnat à la BBC, qui compte 5 millions de téléspectateurs.

(7) Cf. Jean-François Bour, *Le Sport en coupe*, La Table ronde, Paris, 1988, p. 117.

(8) W.P. Breen, président de ISL-Marketing USA, déclaration à l'atelier de télévision du CIO, Lausanne, 15 et 16 avril 1987. La firme ISL, filiale d'Adidas et de Deutscher (promoteur firme de publicité japonaise), est l'agent du CIO et de nombreux comités olympiques nationaux. Elle est coorganisée par International Management Group (IMG), le groupe de Mark McCormack, qui gère les droits de plusieurs compétitions et la carrière de nombreux champions (Pross, Wilander, Navratilova, etc.).

LE SPORT AU PROGRAMME DES TÉLÉVISIONS EUROPÉENNES

	Année	Nombre d'heures de diffusion	en % des émissions	Les deux disciplines principales
FRANCE (TF1, A 2, FR3)	1980	—	7,6	Tennis (32 %)
	1984	940	8,3	Football (13 %)
GRANDE-BRETAGNE (BBC-ITV)	1980-81	1 953	12	Snooker (*) (19 %)
	1984-85	2 439	12	Cricket (16 %)
ITALIE (RAI 1, 2 et 3)	1980	1 170	12,7	Football (32 %)
	1984	1 633	12,7	Tennis (13 %)
(Canale 5, It. 1)	1984	688	5,2	Basket-ball (54 %)
				Volley-ball (25 %)
PAYS-BAS (Ned 1 et 2)	1980	414	9,1	Cyclisme (24 %)
	1984	624	11,4	Football (22 %)
ALLEMAGNE DE L'OUEST (ARD, ZDF)	1980	580	8,4	Tennis (30 %)
	1984	827	11,1	Football (24 %)

(*) Sortie de billard.

Source : Aldenhoff et Garmers, « Sport on Television and Sport Sponsorship », Informart, 1987, repris in *Bulletin d'information sportive*, n° 3, 1987, Clearing House, Conseil de l'Europe, Strasbourg.

UN MODÈLE DÉVOYÉ DANS LE

L'émergence de « nouveaux pays

JELUX olympiques à Séoul en 1988, Coupe du monde de football à Mexico en 1986 : les pays en voie de développement combleraient-ils sur les terrains de sport le fossé qui les sépare des pays industrialisés ? Rien n'est moins sûr. Derrière la vitrine spectaculaire de ces grandes cérémonies ponctuellement délocalisées, le sport dans le tiers-monde reste sous-développé, comme l'économie. L'industrie et l'affairisme qui l'accompagnent sont contrôlés par le Nord. Même si l'émergence de quelques « nouveaux pays sportifs » rappelle celle des nouveaux pays industrialisés.

Signe révélateur : la faible nombre de pratiquants recensés. Au Maroc, par exemple, on comptait en 1980, 1 licencié sportif pour 250 habitants, soit 0,4 % de la population faisant du sport de façon organisée. Par comparaison, en France, en 1985, on en dénombrait 1 pour 4,5 habitants, soit 22 % de la population totale. Si l'on tient compte des non-licenciés, 3 Français sur 4 pratiquent au moins une activité sportive (1).

Encore la situation du Maroc paraît-elle enviable vue des pays de l'Afrique subsaharienne, où le sport est durement frappé par la crise économique : les finances des fédérations sportives s'effondrent au point qu'elles doivent renoncer à participer aux compétitions internationales. Ainsi l'Éthiopie, la Tanzanie ou le Congo ont disparu des rencontres de football de haut niveau. Et comment pratiquer un sport quand on est victime de la malnutrition ou de la famine ?

De surcroît, la pratique sportive est handicapée par son coût, par le manque de cadres et le rareté des équipements.

Au Maroc, où l'accès au football est quasiment gratuit, ce sport rassemble 20 000 licenciés, un quart des sportifs recensés. Mais il en coûte 4 000 dirhams (3 000 F environ) par an pour pratiquer le tennis et 11 000 dirhams (8 000 F environ) pour faire de l'équitation (2) ; rien d'étonnant, dès lors, qu'il y ait peu de joueurs de tennis ou de cavaliers de haut niveau. De manière plus générale, la pauvreté des populations subsahariennes et les restrictions financières pesant sur les fédérations sportives rendent le coût d'accès à la pratique rédhibitoire.

Beaucoup de pays manquent, par ailleurs, de cette main-d'œuvre qualifiée que sont les cadres et les entraîneurs sportifs. On les « importe » : le Nigeria a recruté cette année un entraîneur ouest-allemand pour l'équipe nationale de football ; auparavant, la Côte-d'Ivoire, le Cameroun, l'Éthiopie, Madagascar et le Maroc avaient fait de même. Il est

* Professeur à l'université Grenoble-II ; président du conseil scientifique de l'Observatoire national de l'économie du sport.

vrai que la RFA dépêche depuis un quart de siècle, à ses frais, des missions d'assistance sportive en Afrique et que la Fédération internationale de football (FIFA) organise avec le concours français d'une grande firme américaine de boissons non alcoolisées, des stages dans le tiers-monde. Mais la pénurie de cadres demeure. Même l'Algérie admet, par la voix de son ministre des sports, avoir « fait appel à des experts étrangers en vue d'améliorer à terme le niveau d'encadrement et de permettre à nos nationaux de maîtriser les derniers acquis scientifiques (3) ».

Sous-équipement, « exode des muscles »

QUANT aux équipements, l'Algérie, qui pourtant a fait un effort important d'investissement depuis l'indépendance, ne dispose que de huit stades à pelouse synthétique, six pistes synthétiques d'athlétisme et sept piscines de compétition. Le Maroc n'a pu construire que deux grands stades de football, à Rabat et à Casablanca ; dix autres sont inscrits dans le plan quinquennal 1988-1992. Au Cameroun, où le football évolue vers le professionnalisme, les clubs sont dépourvus de terrains d'entraînement et de salles de musculation. Une fois l'équipement sportif réalisé, il faut en assurer l'entretien et la maintenance. Le stade omnisports de Yaoundé date de 1977 : le revêtement de la piste d'athlétisme n'y est plus qu'un souvenir et les vestiaires restent sans eau et sans hygiène en saison sèche.

Dans de telles conditions, on comprend que certains pays fassent appel aux techniques étrangères. Le Koweït a fait construire quatre stades de 30 000 places par des firmes allemandes, dix piscines olympiques livrées « clés en main » par des entreprises américaines, et même une piste pour la pratique du hockey sur glace ! C'est que dépendances et mini-techologies se retrouvent aussi dans le sport : des épreuves de hockey sur glace opposent ainsi les équipes de Koweït et de Dubaï, qui a aussi sa piscine.

Le complexe sportif de Kasarani (Kenya), achevé l'an dernier, a été construit avec l'aide de la Chine populaire. Quant à la Syrie, accueillant les Jeux méditerranéens en 1987, elle a dépensé près de 500 millions de dollars pour la construction des stades et l'aménagement de leur environnement ; une partie de la facture fut réglée par les pays du Golfe, une partie des installations fournies par des firmes japonaises.

Le sous-développement de la pratique, de l'encadrement et des équipements a deux conséquences : l'exode des muscles et de faibles performances dans les compétitions mondiales. « Le fossé entre pays développés et pays sous-développés est devenu tel que ces derniers ont perdu tout espoir

d'arriver au niveau des premiers », écrivent deux chercheurs marocains (4). Aux JO de 1984, les athlètes des pays en voie de développement ont remporté 62 médailles, soit 9 % des 687 distribuées (contre 174 aux États-Unis). Au cours des trois Coupes du monde de football, de 1930 à 1986, ces pays ont représenté 58 % des participants, mais seulement 35 % des finalistes. A telle enseigne que vingt-quatre pays africains ont renoncé à participer au Mondial de 1990, de même que quatre pays d'Amérique latine : la Barbade, Grenade, Haïti et Suriname. L'orgueil national ne parvient plus à compenser la quasi-certitude de défaite, le coût d'un éventuel forfait sanctionné par une amende de 50 000 F et la ségrégation financière que représentent la mobilisation et la préparation des joueurs. « Faire revenir les joueurs africains de France coûte cher », confie le président de la Fédération sénégalaise de football. C'est en effet aux clubs de l'ancienne métropole qu'ils ont vendu leurs talents.

L'« exode des muscles » est au sport des pays du Sud ce qu'est l'« exode des cerveaux » à leur économie et à leur recherche. Sur les 174 joueurs qui ont participé à la Coupe d'Afrique de football, qui s'est déroulée en mars dernier au Maroc, 48 sont professionnels en Europe. Même l'Amérique latine, crise et endettement aidant, ne parvient plus à empêcher la fuite de ses footballeurs : plus de la moitié des joueurs composent l'équipe argentine, championne du monde en 1986, portent les maillots de clubs européens pour le reste de leur carrière. Les pays du Sud constituent un vivier pour les sports européens et américains, surtout le football, le basket et l'athlétisme. Avec deux tendances récentes : on

prosperite de plus en plus les talents en Afrique subsaharienne, car les Maghrébines et les latino-américains deviennent trop chers tandis que le tiers-monde cherche à retenir ses athlètes, soit en créant des compétitions professionnelles, soit en tentant de s'opposer financièrement aux clubs européens. Sans grand succès.

La situation s'est tellement aggravée en Afrique que des voix s'élèvent pour demander qu'une aide soit accordée à certains pays afin qu'ils puissent se préparer et participer aux compétitions mondiales, sur le modèle de la solidarité existant déjà pour la participation aux Jeux olympiques. Peut-être faudrait-il aller plus loin ? Vers une sorte de plan Marshall en faveur du sport dans les pays les plus pauvres. Et envisager la formation à grande échelle de cadres, l'aide à l'équipement, et l'appui à la propagation de la pratique sportive, ce qui à son tour exige un effort plus global pour réduire la malnutrition, développer les transports vers les sites sportifs, etc. En un mot, une aide accrue au développement tout court.

A défaut de pouvoir mettre le sport à la portée de tous, certains gouvernements du tiers-monde propo-

(1) P. Iringer, *Les Pratiques sportives des Français*, laboratoire de sociologie, INSEP, Paris, décembre 1987.

(2) A. Ezziati, M. Kaach, *Essai sur la problématique du sport dans un pays en voie de développement : le cas du Maroc ; l'exemple du football, du tennis et de l'équitation*, thèse de troisième cycle, Grenoble, 2 juin 1984.

(3) Déclaration à l'Équipe, 8 décembre 1986.

(4) Cf. A. Ezziati et M. Kaach, op. cit.

Un club très fermé : le CIO

PREMIÈRE entreprise médiatique mondiale, les Jeux olympiques sont la propriété exclusive du Comité international olympique, le CIO, une association sans but lucratif fondée par le baron Pierre de Coubertin et siégeant à Lausanne. A ce titre, le Comité négocie et perçoit les droits de télévision et d'utilisation de l'image olympique : un pactole de 700 millions de dollars pour les Jeux de Séoul qui permet, entre autres, de traiter commodément les quatre-vingt-onze membres qui composent ce club très fermé. En effet, tous sont cooptés, selon des critères où l'âge avancé, la fortune solidement assise et la notabilité, si possible titrée, passent avant tout. « Une mafia de marquis, de comtes, de milliardaires et de Blancs », selon la formule un peu forcée de M. Fidel Castro. On y compte quelques représentants du tiers-monde et des pays socialistes ; la première femme y a été admise en 1981 et le dernier coopté est un homme encore jeune : le prince Albert de Monaco.

Un président élu pour dix ans, assisté de trois vice-présidents, d'un comité exécutif de neuf membres et de comités spécialisés, dirige l'organisation. Après l'interminable mandat — vingt ans — de l'Américain Avery Brundage et celui, écourté, de l'Irlandais Lord Killanin, c'est l'Espagnol Juan Antonio Samaranch qui, depuis 1982, assure la présidence du CIO. Issu d'une grande famille bourgeoise, fortune immobilière et boursière, ancien dirigeant de la Fédération espagnole de patinage à roulettes, il est considéré comme l'homme de la modernisation et de l'ouverture, politique mais aussi financière. C'est la ville de Barcelone, dont il est originaire, qui a été opportunément choisie pour les futures olympiades de 1992. Il est vrai que la candidature était également soutenue par une multinationale du sport, la firme allemande Adidas, dont une des filiales a décroché le contrat d'agent commercial du CIO, chargé de commercialiser le logo olympique.

C. B.

organisateurs : 38 % pour les Jeux de Los Angeles, 31 % pour le Mondial de football de 1986... et 60 % pour le Rallye Paris-Dakar 1988. Le poids conjugué de la télévision et des sponsors devient prépondérant. Il représentait 90 % des recettes des Jeux de Calgary et 84 % de celles de Los Angeles (9).

Cependant, il y a une différence importante entre le sponsoring dans le cadre des Jeux olympiques et celui des autres manifestations. Les enceintes olympiques, chacun l'aura remarqué, sont vides de panneaux publicitaires et les maillots des athlètes sont vierges de publicité. Les firmes marraines valori-

sent leur investissement en ayant le droit de se proclamer « fournisseurs exclusifs » des Jeux et en utilisant sur l'emballage des produits qu'elles fabriquent les cinq anneaux olympiques.

Dans les autres cas, les annonceurs placent sur les stades des panneaux et ils attendent que la caméra, au hasard de la retransmission de la compétition, s'arrête sur leurs logos. Aussi, les emplacements au jeu se valent-ils sont les plus recherchés (derrière les buts ou les points de corner au football) ; on est proche alors de la publicité clandestine (10), et la télévision devient le « faire-valoir » des sponsors.

La toute-puissance de l'homme à la veste orange

LE système télévisuel américain échappe, en partie, à cet inconvénient. Les chaînes commerciales ont été plantées dans les télévisions publiques à cet endroit, et les chaînes échappait. Elles cessent d'abord les droits de retransmission d'un événement et elles cherchent ensuite des sponsors ou des annonceurs. Le coût de la publicité varie en fonction de l'événement (11). - Les publicitaires achètent, durant les émissions, du temps d'antenne que les radiodiffuseurs réservent à cet effet. Aussi hérétique que cela puisse paraître pour les radiodiffuseurs de la communauté internationale, nous acceptons un certain nombre d'interruptions commerciales qui suspendent l'action sur le terrain. Bien que ces interruptions ulcèrent les joueurs et les spectateurs, c'est grâce aux recettes que nous retirons que nous pouvons payer aux détenteurs des droits la retransmission de la manifestation. - Cette remarque du vice-président de CBS Sport (12) met en évidence le prix que le sport doit payer pour accéder à la télévision.

Tout le monde, aux Etats-Unis, connaît l'homme à la veste orange. Depuis 1976, c'est lui qui, sur les terrains de football américain, indique aux arbitres qu'il faut arrêter le jeu pour permettre le passage des annonces

publicitaires. On cite des cas où son intervention répréhensible a faussé la rencontre (13). Les matches de football américain connaissent un grand succès à la télévision, et les finales du Super Bowl figurent parmi les meilleures audiences. Il n'est pas étonnant alors que la publicité occupe plus de 70 % du temps total de l'émission.

Les sports dont les arrêts de jeu sont naturellement fréquents (base-ball, hockey, basket...), même si leur durée est déterminée par le réalisateur et non par les conditions de jeu, s'adaptent relativement bien à ce système. Cela est d'autant plus facile que le spectateur américain préfère les phases de jeu courtes et très intenses. On comprend pourquoi l'autre football, celui que l'on joue partout dans le reste du monde, ne plaît pas aux États-Unis. Après l'échec de son acclimatation américaine durant les années 70, il se

développe actuellement en salle et n'a plus rien à voir avec le football qui se pratique, par exemple, en Europe. Ce qui n'a pas empêché la Fédération internationale de football de confier aux Etats-Unis l'organisation des championnats du monde de football de 1994 (lire ci-dessous l'article de Wladimir Andreff).

Les exigences de la télévision commencent également l'heure des pétitions. Ce point est particulièrement débattu aux États-Unis, le pays étant divisé en trois fuseaux horaires. Pour capitaliser le plus grand nombre de téléspectateurs, les rencontres de la côte Est se déroulent le soir, et en fin d'après-midi sur la côte Ouest (14). Lors des récents Jeux olympiques de Calgary, la chaîne ABC a refusé que le saut à ski soit programmé le matin, moment pourtant le plus favorable pour les sportifs car le shinoon, vent violent des montagnes Rocheuses, est alors très faible.

A Stoum, cent dix-neuf des deux cent trente-sept finales se dérouleront entre 9 heures et 14 heures, heure locale, afin d'être diffusées en direct aux Etats-Unis entre 19 heures et 23 heures. A Barcelone, lieu des prochains Jeux d'été en 1992, on est prêt à accepter la priorité des réseaux américains en multipliant les épreuves au moment du *prime time* (19 heures-21 heures), lorsqu'il fera déjà nuit à l'heure européenne. Or on sait que

l'organisme réagit différemment selon l'heure. Plusieurs mois avant les Jeux, les athlètes intègrent les décalages horaires et l'heure exacte à laquelle se dérouleront les compétitions dans leur programme d'entraînement. C'est un autre tribut à acquitter à la déesse télévision pour obtenir l'or des médailles...

Les calendriers sont eux aussi établis en fonction de la télévision ainsi que la durée des rencontres (le tie-break au tennis a été inventé pour que les parties durent moins et s'intègrent dans les grilles horaires des télévisions).

Mais la véritable dénaturation du sport se produit lorsque la télévision contribue au développement d'épreuves factices, d'exhibitions bien rémunérées, où la logique sportive s'efface devant la logique commerciale. Les médias sont alors créateurs d'épreuves. Le sport devient simple spectacle et la recherche de l'exploit la seule règle. Des tentatives pour battre des records sont organisées (15).

L'athlète doit être prêt au jour J et à l'heure H. La médecine, le dopage, les gourous, envahissent le stade, qui, si les dirigeants n'y prennent garde, peut alors devenir cirque...

Enfin, les Jeux pratiquent une formidable ponction sur le budget publicitaire des firmes. Aux Etats-Unis, ce sont « près de 900 millions de dollars qui seront drainés hors du marché du sport pour les Jeux d'hiver et les Jeux d'été ». En nous fondant sur l'expérience passée, nous pouvons affirmer qu'un effet régressif important affectera le marché, et si sera alors difficile de trouver des recettes indispensables à la programmation d'autres manifestations sportives (16) ». Jeux olympiques et grandes manifestations sont la partie visible de l'iceberg. Il ne faudrait pas oublier les neuf dixièmes immergés du sport-business...

JEAN-FRANÇOIS NYS

(11) Pour les Jeux d'hiver de 1980, le budget moyen d'un annonceur était de 1,2 million de dollars, il atteignait 4 millions pour les Jeux de Sarajevo et 7,3 millions pour ceux de Calgary. Ce prix correspond à 44 messages publicitaires de 30 secondes chacun. ABC a ainsi diffusé 2 900 messages de 30 secondes pendant la retransmission des Jeux de Calgary l'hiver dernier.

(12) P. Tortorici, vice-président du secteur programmation CBS Sport, communication à l'atelier de télévision du CIO, Lannemezan, 15 et 16 avril 1987.

(13) J.A. Michener, *On Sport*, Corbbooks, Londres, 1976, ch. 10. Sur les effets nocifs de la médiatisation du sport, on lira B.G. Rader, *In its Own Image - How Television has Transformed Sports*, The Free Press, New-York, 1984.

(14) On a même vu des équipes de la côte Ouest se déplacer à la fin d'un jeu le vendredi soir et reprendre la partie le samedi sur la côte Est.

(15) Le 1^{er} novembre 1987, TF 1 offre son programme du dimanche après-midi à Patrick Martin pour qu'il tente de battre le record du monde de figures à ski nautique ; les alpinistes

(16) L. Barrott, vice-président des ventes des Jeux olympiques, ABC TV Network, communication à l'atelier de télévision du CIO, Lausanne, 15 et 16 avril 1987.



TIERS-MONDE

sportifs »

ent à leurs peuples le substitut du spectacle. Sont en engagement l'équipe nationale dans une compétition mondiale dont l'image sera retransmise par la télévision. Sont en accusation sur place une compétition internationale et les médias qui, indubitablement, l'accompagneront : il y a alors diffusion et spectacle sportif mondial vers le Sud. Tel est le cas en ce qui concerne les Jeux olympiques à Séoul aujourd'hui, ou Mexico en 1968 en cas de même pays en 1970 et en 1988 pour le Mondial de football, ou en Yougoslavie, avec les Jeux olympiques d'hiver, en 1984, à Sarajevo. On remarquera qu'il ne s'agit pas de n'importe quel pays en voie de développement : sans doute, ces pays industriels ont quelque chance d'être retenus pour assouvir une compétition mondiale. Le Bénin, l'Algérie, le Chili, le Maroc et le Brésil étaient candidats à l'organisation de la Coupe du monde de football de 1984 ; la Fédération internationale de football a choisi finalement les Etats-Unis. Il fut reproché au Brésil son endettement, une économie en pleine crise, l'insécurité dans les grandes villes et l'importance des travaux à réaliser dans les stades existants ; le dossier du Maroc fut écarté à cause de l'absence actuelle de moyens de communication et télécommunication performants, et de la nécessité de construire ex nihilo dix des douze stades nécessaires.

L'inévitable concours des firmes spécialisées

LES pays pauvres doivent donc le plus souvent se contenter d'accueillir des spectacles sportifs locaux ou régionaux, tels les Jeux méditerranéens au Maroc en 1983 et en Syrie en 1987, les Jeux panaméricains au Congo (1986), au Nigéria (1973), en Algérie (1978) et au Kenya (1987), ou la Coupe d'Afrique des nations de football en Côte-d'Ivoire (1984) et au Maroc (1988). Même dans ce cas-là, les États du Sud ne peuvent financer seuls les compétitions et doivent obtenir le concours de firmes multinationales officielles.

La délocalisation du spectacle sportif s'accompagne de celle du mécénat, de l'industrie et des services (5). L'exploitation de la Coupe d'Afrique des nations en 1984 par ROFA Sports a rapporté 2,4 millions de francs de recettes publicitaires et 0,8 million de droits de retransmission TV. Le sponsoring international a procuré près de 14 millions de dollars pour les Jeux africains de 1987. Annonceurs et fabricants d'articles de sports en viennent même à influer sur la désignation du pays qui

accueillera telle compétition internationale. La rumeur circule que « Nagoya, candidate aux Jeux olympiques, aurait été éliminée, car un tel site favorisait les fabricants japonais d'articles de sport, concurrents de la firme [allemande] Adidas (6) ». En ce domaine comme en d'autres, la concurrence entre les multinationales profite parfois à un pays en voie de développement.

Enfin, des firmes du Nord installent des usines dans le tiers-monde pour y produire des articles de sport. Pourtant, le sous-développement n'y offre pas d'importants marchés. La motivation est autre : la recherche des coûts de main-d'œuvre plus faibles (7), pour une dextérité et une célérité égales ou supérieures. La fabrication d'une raquette de tennis comporte encore de nombreuses opérations manuelles pour lesquelles cette industrie emploie 70 % de femmes. D'autres articles, tels les ballons, les chaussures et les vêtements, s'acquiescent aussi sur un travail manuel et féminin. Conséquences : 70 % des chaussures de sport vendues dans le monde et près de 100 % des ballons sont produits en Corée, 80 % des raquettes et 20 % des chaussures le sont à Taïwan.

Une telle délocalisation est pratiquée aujourd'hui par presque tous les producteurs d'articles de sport : Adidas s'implante en Tunisie, après Taïwan et la Corée (où le coût de ses chaussures est de 30 % à 50 % inférieur à ce qu'il est en France); Sauvignat transfère sa fabrication de raquettes au Portugal; Challenge 4 va faire ses survêtements en Tunisie; Taïwan a accueilli Dunlop-Sizenger, Wilson, Prince, Rosengold, Yamahe; la Corée soustrait la production des deux géants de la chaussure de sport : Nike et Reebok. On notera que les Etats concernés sont de nouveaux pays industriels et que, comme en Corée ou à Taïwan, la sous-traitance peut créer la base d'une production locale et nationale. Ainsi émergent les « nouveaux pays sportifs ». Non seulement ils sont capables d'attirer le spectacle sportif mondial à Séoul, à Mexico ou à Sarajevo.

jevo ; les usines d'articles de sport à Pusan, à Taegu ou à Gintans-Rio ; mais encore, ils parviennent à développer la pratique et les structures du sport, et une industrie nationale d'articles spécialisés. Séoul a pu se doter de toutes les installations sportives requises pour les vingt-trois sports du programme olympique, pour un coût de 3,1 milliards de dollars auxquels s'ajoutent, selon le Korea Development Institute, 6 milliards de dollars de dépenses indirectes : aménagement de la rivière Han, voies express, parkings et immeubles d'habitation pour reloger les milliers de personnes expulsées à cause de ces grands travaux.

Souvent, le « nouveau pays sportif » maîtrise en partie sa propre industrie d'articles de sport. La firme brésilienne Topper défend son marché contre Adidas et fournit les maillots de l'équipe nationale de football. Derrière la construction des sites olympiques coréens, on trouve les groupes Daewoo, Samsung, Hyundai, et tout un tissu de PME pour la production des gadgets et emblèmes. Plus exemplaire encore est la firme taïwanaise Kunnan Enterprise. Sous sa propre marque, K annexé, elle se place au troisième rang des ventes mondiales de raquettes, avec un million d'unités vendues en 1987, juste derrière Dunlop-Sizangar et Wilson. L'intérieur est passé de 50 % à 70 %; et, en 1987, la production française a chuté de 30 %.

L'organisation d'une compétition mondiale prend alors toute sa signification, car elle consacre un État comme « nouveau pays sportif ». Tel est l'enjeu profond des Jeux olympiques de Séoul. Ces vertus bien le coût exigé : plus de 8 milliards de dollars. Certes, la perspective des Jeux stimule les investissements étrangers en Corée, trois fois plus importants en 1987 qu'en 1986. Les recettes escomptées consistent en 407 millions de dollars de droits de retransmission télévisuelle, près de 400 millions en publicité, sponsoring et vente de la monnaie olympique. Le plein quinquennal ayant pris à sa charge 1,4 milliard d'investissements, le resta sera donc un déficit de 500 millions sur les 3,1 milliards de

dollars de dépenses directes. Les retombées non économiques sont positives : découverte de la Corée par 300 000 visiteurs, rapprochement avec les pays socialistes, et entrée à terme dans le club des grandes puissances économiques. Pourtant, des économistes corens et étrangers redoutent une mini-récession qui suivrait immédiatement les Jeux, contre-coup de la débauche d'efforts demandés au pays depuis 1985 (8).

Les pays en voie de développement qui organisent des compétitions internationales ne doivent pas en attendre d'importantes retombées économiques et sportives. L'Argentine en 1978, le Mexique en 1986, n'ont guère tiré parti de l'organisation du Championnat du monde de football. La double victoire des footballeurs argentins a surtout eu pour effet de renchérir le prix des places, de faire baisser l'affluence dans les stades et de provoquer l'exode massif des joueurs à l'étranger. Quant au Mexique, l'accueil du Mondial y a été comparé à un minisisme économique : les stades se vident, les vedettes s'expatrient et une firme mexicaine, Televisa, concentre les meilleurs joueurs non transférés dans les trois équipes qu'elle entretient.

La Corée du Sud saura-t-elle éviter de tels effets pervers ? Pour l'instant, une seule certitude : l'organisation des Jeux coûtera en moyenne 150 F à chaque contributeur coréen. Si l'addition s'arrête là, ce n'est pas cher payé pour un événement qui mobilise toute une population dans un pays en pleine mutation.

WLADIMIR ANDREFF.

(5) Wladimir Andreff, « Les multinationales et le sport dans les pays en développement », *Revue Tiers-Monde*, T. XXIX, n° 113, janvier-mars 1988.

(6) Jean-François Bourg, *Le Sport en cage*, La Table ronde, Paris, 1988, page 193.

(7) Wladimir Andreff, Jean-François Nys, *Economie du sport*, « Que sais-je ? », n° 2294, PUF, Paris, 1986.

(8) R. Desserts, « La facture des JO », *l'Expansion*, n° 337, 1^{re}-14 juillet 1982.



(Suite de la page 17.)

Après les succès remportés par l'URSS et les pays de l'Est aux Jeux olympiques de Munich en 1972, la *Pravda* fit un éloge enthousiaste du système socialiste : « Les grandes victoires de l'Union soviétique et des pays frères sont la preuve éclatante que le socialisme est le système le mieux adapté à l'accomplissement physique et spirituel de l'homme (7). »

Ce type d'utilisation n'est cependant nullement l'apanage du bloc communiste, comme en témoigne cette déclaration du président américain Gerald Ford en 1974 : « Est-ce que nous réalisons à quel point il est important de concourir victorieusement contre les autres nations ? (...) Etant un leader, les États-Unis doivent tenir leur rang. (...) Compte tenu de ce que représente le sport, un succès sportif peut servir une nation autant qu'une victoire militaire (8). »

Le sport est également utilisé, on le sait, comme arme de reconnaissance diplomatique. Ce fut le cas entre la République populaire de Chine et les États-Unis, lorsqu'une série de rencontres de tennis de table - auxquelles participaient les Chinois - sur le sol

BERLIN, 1936

américain permit de renouer le contact entre deux pays qui ne se reconnaissaient pas. La « *basket-ball diplomacy* » engagée par les États-Unis avec Cuba en 1978, par basketballers interposés, poursuivait des objectifs identiques. Quelques années auparavant, les « diplomates en survêtement » allemands avaient

joué un rôle non négligeable pour sortir de l'isolement dans lequel l'Ouest maintenait la République démocratique allemande en vertu de la doctrine Hallstein. En multipliant les bons résultats sur les stades, ils interdisaient que l'on ignorât plus longtemps leur passeport.

L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) a usé de cette arme de façon sanglante aux Jeux de Munich en 1972, en prenant en otage une partie de la délégation israélienne. Un communiqué du groupe Septembre noir justifiait son geste en ces termes : « La victoire temporaire des Israéliens dans leur conquête de la Palestine ne pourra jamais empêcher l'exercice des droits des Palestiniens dans leur patrie et ne donnera jamais le droit à l'occupant israélien de représenter la Palestine à un rassemblement mondial tel que les Jeux olympiques (9). »

L'utilisation la plus symptomatique, et désormais la plus répandue, du sport sur la scène politique internationale est la protestation directement orchestrée par un État, le boycottage. En 1956, six pays se retirèrent des Jeux de Melbourne pour protester contre des événements politiques internationaux qu'ils

désapprouvaient : pour l'Égypte, l'Irak et le Liban, il s'agissait de l'intervention franco-britannique à Suez ; tandis que l'Espagne, les Pays-Bas et la Suisse refusaient de rencontrer les cavaliers de la Hongrie.

Depuis, il y a eu le boycottage africain des Jeux de Montréal, l'absence américaine à Moscou en 1980 et son pendant, le boycottage des Jeux de Los Angeles par le bloc de l'Est en 1984.

La formidable opportunité que représentent les Jeux, télévisés sur l'ensemble de la planète (pour la première fois de son histoire, le Vietnam a pu découvrir les compétitions olympiques en 1980), a été mise en évidence par les pays du Sud, ces nations nées de la décolonisation et qui ont trouvé sur la scène sportive un moyen de promo-



MUNICH, 1972

tion : entre autres, l'Éthiopie avec ses marathoniens, la Jamaïque avec ses sprinters, et Cuba.

Cet effet de « *nation building* » du sport et, plus généralement, l'intervention de la politique montrent que les États ont ajouté l'instrument sportif à l'arsenal de leurs armes. Mais, en même temps que s'opérait cette synergie, la politique se transformait en intégrant les dimensions sociales et économiques qui lui faisaient défaut à l'époque où elle ne faisait que réagir aux prétentions libertaires d'un phénomène.

Lorsqu'en 1964 le Japon accueille les Jeux olympiques, il acquiert la respectabilité et la stature internationales qui lui manquaient depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ce sont des buts analogues que recherchent les Sud-Coréens aujourd'hui à Séoul. L'utilisation des Jeux à de telles fins de « *marketing politique* » montre à quel point la pénétration politique s'est densifiée, diversifiée et affirmée.

PARADOXALEMENT, le sport, souvent présenté comme victime sans cesse immolée sur l'autel des intérêts partisans, a joué un rôle dans la diversification des interventions de l'État. Non moins paradoxalement, la présence systématique du politique autour de l'arène sportive tient lieu de véritable critère de légitimation publique et sociale d'un phénomène qui, à l'origine, se voulait en marge des règles politiques.

Lorsque, il y a six ans, les membres du CIO ont choisi la capitale de la Corée du Sud comme hôte des Jeux de la XXIV^e Olympiade, il paraissait difficile de faire un choix plus hasardeux sur le plan politique. Or c'est dans ce pays que, pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, Soviét-



MEXICO, 1968

Depardon-Magnum

ques, Américains et Chinois se retrouveront pour un rendez-vous olympique. En dépit de l'absence de relations diplomatiques entre la Corée du Sud et le bloc de l'Est, il apparaît, selon une étude japonaise, que les échanges entre la Corée et l'URSS devraient avoisiner 1,5 milliard de dollars après les JO, contre 400 à 500 millions cette année (10).

Dire pour autant que le sport a réussi là où la politique avait échoué serait à la fois simpliste et déplacé, puisque ni sport ni politique ne sont jamais parvenus à ignorer l'un l'autre. La politique, certes, le plus souvent distributrice des cartes ; mais Séoul offre sans doute la meilleure preuve que l'antagonisme sport-politique est démenté de fondement et qu'il faut percevoir de manière beaucoup plus interactive le rapport entre les deux phénomènes. L'olympisme, tous les diplomates le savent, est la continuation de la politique par d'autres moyens...

XAVIER DELACROIX.

- (7) *Pravda*, 17 septembre 1972.
(8) Cité par Andrew Sorek, op. cit.
(9) AFP, Le Caire, 5 septembre 1972.
(10) Étude citée dans *Economic Report*, Séoul, mars 1988.

DIFFICULTÉS INTERNES, DÉRÈGLEMENTATION EN EUROPE

L'Afrique sauvera-t-elle son transport aérien ?

LA déréglementation du transport aérien en Europe, dans la perspective du grand marché unique, inquiète les Africains. Leurs compagnies, déjà fortement handicapées par des difficultés internes et par le faible développement du trafic régional, risquent de faire les frais des appétits des grandes sociétés européennes, vouées à une concurrence accrue. Les ministres africains chargés de l'aviation civile vont se réunir à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire) du 3 au 7 octobre, sous l'égide de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, afin de définir une nouvelle politique aéronautique qui permettrait de conjurer les périls.

Par JACQUELINE DODELIN-JULLIEN ET AKAGAH DJONGNYO *

Tout comme l'Amérique du Sud, l'Afrique est excentrée par rapport aux grandes routes aériennes. Avec ses 300 millions d'habitants pour une superficie de 20 millions de kilomètres carrés, le continent noir ne représente que 4 % à 5 % du trafic aérien mondial (1). Cette marginalité ne se modifiera pas tant que les relations Sud-Sud demeureront en l'état et que les centres de décision seront concentrés au Nord.

Quelques États africains sont encore dépourvus de compagnie assurant des liaisons avec l'étranger. Ceux-là n'appartiennent pas à l'Afrique, seule société multilatérale depuis l'éclatement de l'East African Airways en 1972 (2). Pour les autres, leurs sociétés nationales desservant des lignes extérieures sont fortement subventionnées.

Si les liaisons Nord-Sud prédominent et si le trafic régional est aussi faible, c'est en grande partie à cause du passé colonial et des liens privilégiés que les pays devenus indépendants ont gardé avec l'ancien colonisateur. Mais c'est aussi en raison de l'absence d'une large classe moyenne (3) qui ait les moyens de voyager. Pourtant, les conditions géographiques et climatiques justifient l'emploi de l'avion comme principal moyen de transport sur ce continent.

Le bilatéralisme en matière d'échanges des libertés de l'air entre États (qui définissent en même temps les compagnies devant desservir telle route aérienne) (4) est la règle issue de la convention de Chicago de 1945, instrument juridique régissant le fonctionnement du transport aérien. Ce système, accepté par l'ensemble des gouvernements, y compris ceux qui n'ont pas participé à sa mise en place, a favorisé une dérive des échanges. Alors que, selon la convention, tous les

accords bilatéraux doivent être communiqués à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) pour publication, il existe de nombreuses ententes secrètes qui violent ce principe. M. Jacques Naveau considère, par exemple, que l'évolution « est essentiellement marquée par la subordination croissante des accords aériens aux éléments économiques qui constituent l'arrière-plan des négociations et donnent lieu à de véritables marchandages (5) ».

La dépendance technologique et la nécessité de trouver une clientèle extérieure au continent mettent quelquefois les pays africains en position de faiblesse et jouent un rôle déterminant lors des négociations avec les pays industrialisés. Si l'on y ajoute la concurrence qu'ils se font et l'attachement à leur compagnie aérienne, objet de prestige national, la déclaration adoptée à Mbabane en 1984 (6), réclamant, entre autres, la création de compagnies régionales, voire d'une compagnie panafricaine, peut être considérée comme un premier pas dans la voie d'un redressement. Les pays africains, dans la perspective du marché unique européen, se doivent de rechercher un programme d'application rapide pour faire face à la détérioration de leur transport aérien, que la libéralisation du trafic en Europe ne fera qu'accroître.

Lorsque les États-Unis dérèglent leur transport aérien, le continent africain, qui a peu de relations directes avec eux, fut à peine concerné. Par contre, la situation change à compter du moment où cette déréglementation s'installe en Europe, au travers des articles 8 A et 16 de l'Acte unique de la CEE : « libéraliser l'accès au marché (octroi des droits de trafic, désignation multiple de compagnies, exercice de la cinquième liberté, partage de la capacité) et la fixation des tarifs et

de leurs conditions de vente » et aussi : « faire appliquer et veiller au respect des règles de concurrence, y compris celles relatives aux aides de l'État (7) ».

Les compagnies européennes connaîtront une concurrence accrue, une perte de subventions - directes ou indirectes - la fin du monopole sur leur territoire national. Pour rester viables, elles devront diminuer leurs coûts d'exploitation, augmenter leur productivité, se restructurer, éventuellement fusionner, à l'instar de l'opération British Airways-British Caledonian, ou passer des accords entre elles dans le cadre de l'entente intrarégionale concrétisée par les deux textes signés le 16 juin 1987 entre membres de la Commission européenne de l'aviation civile (CEAC), l'un pour les tarifs, l'autre pour la capacité (8).

Quelles que soient les décisions qui seront prises à l'échelon européen pour éviter les déviations réglementaires « aux conséquences économiques et sociales redoutables (9) », un autre moyen de pallier les pertes possibles des compagnies est d'accroître leur clientèle et, par le biais des subventions croisées, de financer les routes déficitaires par celles qui ne le sont pas. L'Afrique pourrait être un terrain de prédilection comme source de revenus complémentaires aux compagnies qui devront baisser leurs prix pour être compétitives. Les compagnies africaines en feront sûrement les frais.

Il n'existe qu'un moyen, pour les États du continent, de parer à une telle

éventualité : l'intégration régionale. En 1988, certaines formes de coopération encore insuffisantes se font jour : centrales d'achat communes, centres de formation...

Se doter d'une ou de plusieurs compagnies disposant de pouvoirs supranationaux, serait en l'espèce le meilleur service que l'Afrique pourrait se rendre à elle-même. Exceptions faites des fédérations d'États (États-Unis, URSS ou Brésil, par exemple) ou de la CEE, qui couvre un champ plus vaste, il n'existe qu'une seule organisation dotée de tels pouvoirs : l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPEAP), instrument de coopération économique et d'intégration régionale exemplaire, malgré les difficultés de mise en place (10). Elle dispose d'une personnalité juridique internationale (convention ratifiée par tous les États membres) et est dotée d'une Cour de justice dont les attributions et le statut touchent à la supranationalité. Elle prend des décisions et peut traiter avec des partenaires étrangers, sans l'intervention des États membres, dans le domaine économique spécifique qui lui est réservé.

Sans pouvoirs de cette nature, une société panafricaine ne pourrait survivre. Il n'est que de voir les difficultés d'Air Afrique, aux multiples sièges sociaux (11) et dont la gestion manque de rigueur à cause des ingérences des États membres et de leur oubli trop fréquent de régler leurs factures. A cela vient s'ajouter un niveau de productivité relativement bas (12).

Les avantages d'une négociation commune

LES États africains sont-ils prêts à passer à l'acte ? La conférence de Yamoussoukro sera-t-elle en mesure de répondre à cette attente ? Pour préparer le terrain, pourquoi les gouvernements n'envisageraient-ils pas, dans un premier temps, une coopération moins contraignante mais tout aussi utile : la négociation commune ?

Actuellement il existe un certain nombre d'instruments juridiques de portée universelle (convention, réglementations) ou régionale (coopération technique, principalement), mais les échanges de droits techniques et commerciaux se traitent toujours par voie d'accord bilatéral. Un accord plurilatéral de routes (13) pourrait être un premier pas vers l'intégration régionale.

Ce type d'accord réclame avant tout la transparence. Son but est de substituer aux conventions bilatérales actuelles. Il concerne tous les États, mais principalement les pays en voie de développement lorsqu'ils traitent avec les pays industrialisés ou entre eux.

Participeraient aux négociations tous les États dont les transporteurs sont présents sur un itinéraire direct ou indirect, qu'ils fassent du transport régulier ou des services charters. D'après les statistiques de fréquence de vols, et connaissant les capacités des flottes, le trafic pourrait faire l'objet de prévisions fiables avec ses fluctuations saisonnières. La négociation, comme dans l'accord bilatéral, porterait sur les capacités, les fréquences de vol, les tarifs et la désignation des transporteurs. La clause de capacité est nécessaire aux pays en voie de développement : même si elle évoque le protectionnisme, c'est un moyen de protéger leur transport aérien.

Ce type d'accord pourrait être un instrument établi dans le cadre de l'OACI et sous son contrôle judiciaire ou arbitral, suffisamment souple pour être adapté aux situations données, facilement révisable.

Il existe un code de conduite des conférences maritimes, instauré dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et entré en vigueur en 1983, qui établit que 80 % du tonnage transporté sont réalisés par les pays qui échangent la marchandise, les 20 % restant étant laissés aux transporteurs maritimes étrangers (13). Une formule similaire pourrait s'appliquer au transport aérien : une part du marché laissée aux vols charters, une autre part aux vols directs et le reste aux vols réguliers indirects.

Quelles que soient les décisions qui seront prises lors de la conférence de Yamoussoukro, avec ou sans marché unique européen à l'horizon, les pays africains n'ont plus le choix ni le droit de se tromper s'ils ne veulent pas disparaître de la scène internationale, sur laquelle ils sont déjà marginalisés.

- (1) L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a divisé le globe en plusieurs régions : Afrique, Amérique du Nord, Amérique latine, Caraïbes, Asie, Europe, Moyen-Orient et groupe des pays de l'Est. L'Afrique ne représente que 5 % environ de l'ensemble du trafic (passagers, fret, poste) annuellement transporté dans le monde, alors que l'Europe, par exemple, représente entre 37 % et 38 % du volume total.
(2) OACI, *Traité relatif aux transports en Afrique*, Yaoundé, 1961, cit. AT/19/1970. Pays membres d'Air Afrique : Bénin, Cameroun, Congo, Côte-d'Ivoire, Burkina-Faso, Mauritanie, Niger, Togo, Sénégal, Tchad. OACI, *Rapport sur l'East African Airways Corporation*, cit. 100 AT/21-1970. Pays membres de l'East African Airways : Kenya, Tanzanie, Ouganda.
(3) Jacques Pavoux, *L'économie du transport aérien - La concurrence impossible*, Economica, Paris, 1984.
(4) « Libertés de l'air » : droits techniques et économiques échangés entre deux États (droits de survol, d'atterrissage, de débarquement ou d'embarquement des passagers et des marchandises vers ou en provenance de l'autre État).
(5) Jacques Naveau, *Droit du transport aérien international*, Bruylant, Bruxelles, 1980.
(6) Déclaration de Mbabane (Swaziland), OUA, 1985.
(7) Elisabeth Estienne-Henrotte, « L'acte unique permettra-t-il la libéralisation ? », *ITA magazine*, bimestriel, novembre-décembre 1987.
(8) Avant la ratification des accords, les États membres étaient liés par deux déclarations d'entente qui expiraient à l'automne 1987. Tous les États membres n'ont pas encore signé.
(9) Elisabeth Estienne-Henrotte, *idem*, p. 11.
(10) Abdellader Manach, *POPEAP et le pétrole arabe*, Berger Levrault, Paris, 1982.
(11) *Traité de Yaoundé*, art. 3 des statuts de la société.
(12) - En 1988, Air Afrique fit le dépôt de bilan, *Le Monde*, 23 mars 1988.
(13) Jacqueline Dodelin-Jullien, *Les problèmes juridiques du développement du transport aérien entre pays en voie de développement*, thèse de doctorat, Sciences, 1988.

Quelque part en Corée du Sud

Une sorte d'anachronisme, dans cette Corée des prouesses économiques. Et cela se paie en déchirements culturels. Ici, tandis qu'agonise la morale confucéenne, dans une morne quotidienneté, les jeunes regardent vers d'autres cieux. En route pour la modernité, ils ont dans leurs bagages une solide tradition de contestation paysanne.

Par
PHILIPPE
PONS



À UCU, un panneau lumineux ne scande ici l'écoulement des jours qui séparent des Jeux olympiques, comme c'est le cas à Séoul. Andong, petite ville de 120 000 habitants, au sud-ouest de la péninsule, ne cherche pas à vivre à l'heure de ces J.O. qui doivent consacrer la place de la Corée du Sud dans la communauté internationale et couronner son succès économique. Andong vit à un autre rythme - un temps long empreint de pesanteur historique et marqué par une situation géographique enclavée : à la fois éloignée de la mer et coupée de la capitale, à quelque 270 kilomètres, par la chaîne de montagnes Sobae. A quatre ou cinq heures de Séoul par la route, à trois heures de Pusan, le grand port du Sud, Andong, à l'écart des grands axes de communications, a connu un développement plus lent que les villes de la croissance, proie du productivisme triomphant.

Cette petite cité, basse et grise, sans grand cachet, est représentative d'une autre Corée : reculée (comme c'est souvent aussi le cas des îles, orphelines du développement), traditionaliste et rétive à une modernisation trop rapide. L'engourdissement d'Andong ne relève pas seulement du conservatisme propre à toute ville de province. Il est aussi l'expression de l'état d'esprit des habitants et de leur attachement à une tradition dont ils tirent fierté. Cité de culture, à l'histoire bimillénaire, creuset de la pensée confucéenne pendant la dynastie des Yi (1392-1910), recelant autant d'archives que le pays entier, ville qu'évoque aussi dans leurs incantations les shamanes (encore aujourd'hui expression d'une longue tradition de croyances populaires), Andong connaît les tensions latentes, les tiraillements souterrains engendrés par la modernisation : le lent travail de sapes des coutumes et les résistances, volontaires ou inconscientes, qu'il rencontre.

Ailleurs, à Séoul par exemple, la course à la croissance est si frénétique qu'elle balaie ou voile de telles résistances : elle monopolise tant l'attention que les mœurs modernes semblent régner sans partage. « De même que la confluence des deux bras de la rivière Nakdong crée à Andong une zone de remous, la rencontre de la culture traditionnelle et de la civilisation moderne engendre des turbulences », commente M. Lee Chin Ku, directeur du centre culturel catholique. Mais de même que ces remous se résorbent en aval, elles se dissipent avec le temps.

Au cours des dix dernières années, Andong n'a pas connu de développement spectaculaire. Des bâtiments neufs ont surgi çà et là, de grandes avenues ont été tracées menant à la périphérie au fur et à mesure que la ville s'étendait. S'il y a encore nombre de maisons de style traditionnel, avec leur toit de tuiles grises aux extrémités recourbées, beaucoup de nouvelles constructions reproduisent aussi l'ancienne architecture. Les gens y tiennent, même si elles n'offrent guère de confort et s'il y fait chaud en été, et froid en hiver. Sur la grande avenue qui passe devant la gare une arche arrondie rappelle aux citoyens leurs trois devoirs : « l'ordre, la courtoisie et la propreté ». Signe des temps, la publicité d'une marque d'alcool encadre cet appel au civisme. A deux pas, leurs gros livres sur les correspondances célestes et terrestres ouverts à même le trottoir, des disques de bonne aventure, accroupis ou assis par terre, distillent l'avenir en se référant aux quatre « pôles » du zodiaque chinois : heure, date, mois et année de la naissance. Les passants s'asseyaient devant eux sur un petit tabouret, écoutaient attentivement, sans paraître troublés par une circulation quelque peu chaotique agrémentée de coups de klaxons compulsifs qui sem-

blent procurer une jouissance certaine au chauffeur. Deux mondes coexistent.

Tous les cinq jours, lors de la grande foire, la ville laisse entrevoir un peu de son âme. Vieux paysans vêtus du costume traditionnel avec leur ample pantalon serré aux chevilles qui, s'ils ne portent plus guère le *kar* (couvre-chef tissé avec des crins de cheval), affectionnent le chapeau de paille : marchandes au teint basané et à la voix de stentor, assises, leur large jupe en corolle autour d'elles, au milieu de leurs paniers, de leurs sacs de grain ouverts, de monceaux de légumes à même le sol ou d'une marée de tissus ; femmes en robes traditionnelles aux couleurs chatoyantes ou couples jeunes avec des enfants : le monde un peu rude mais chaleureux de la campagne côtoie celui de la ville, plus compassé.

Le dimanche, en revanche, Andong s'ennuie un peu. Les pique-niques au bord de la rivière ou les parties de pêche dans le bassin du grand barrage, l'une des distractions favorites des petites gens, ne satisfont guère les jeunes qui préfèrent les quelques cinémas, les billards ou les snacks. Même là, la pesanteur du confucianisme se fait sentir : les garçons sont souvent dans un coin, les filles dans un autre. Rares sont les jeunes qui fument au dehors. D'ordinaire, l'animation se concentre dans les rues du vieux marché (*Kuchichon*). Des magasins bien achalandés aux vitrines présentant des marchandises modernes et surtout des vêtements féminins, voisinent avec les voitures à bras des vendeurs ambulants ; certaines sont des petits bistrot où l'on mange, le dos à la rue, assis à un comptoir sur de mauvais tabourets. Le soir, la ville se ramasse davantage sur le quartier du marché. Alentour, les lumières se font plus rares. Les bus se sont arrêtés à huit heures mais les bistrot du marché ferment vers 11 heures.

Empaquetés sous des bâches en plastique, les tréteaux des marchands semblent de gros cois aux formes étranges alignés au milieu de la rue. A la devanture des bistrot gisent sur des présentoirs des poulets à la peau blême et s'alignent des pieds de porc rôtis qui, à la cuisson, ont pris une teinte brune dorée ; dans les bassins s'étalent des tripes fraîchement lavées. Partout, la patronne fait son fricot à l'entrée de son établissement, enveloppée dans la fumée de ses fourneaux.

A une extrémité du marché, s'ouvre une ruelle sombre le long de laquelle, serrés les uns contre les autres, se succèdent d'autres estaminets. Des lieux de fortune : de simples bâches montées sur

Dans un estaminet, tout près du vieux marché où la vie se ranime. L'étudiant rentré de Séoul raconte. Il parle politique.

des tubulaires. De l'extérieur, on aperçoit en ombre chinoise dans une leur orange les silhouettes des clients assis au comptoir. Des rires de femmes, le grésillement d'une télévision, des chansons d'ivrognes résonnent dans la nuit. A l'entrée, rougeoyent des bra-seros sur lesquels des femmes font griller de la viande. On y boit du *makkoli* (alcool de riz) avec, pour amuse-gueules, des piments ou de l'ail comme l'aiment les paysans, ou du *soju* (alcool de patate). Cet autre de la nuit dénommé « *sanjamuk* » s'est constitué depuis une dizaine d'années. C'est l'un des repaires d'étudiants désargentés, de petits salariés ou d'ouvriers, de « ceux qui sont tristes », résume une patronne. Elle ajoute que les affaires marchent mieux en hiver, lorsque le froid pince et que l'on cherche à se réchauffer.

Dans son estaminet, quatre étudiants s'enivrent lentement de *soju* mélangé à un jus de fruit gazeux des plus chimiques. Assis en tailleur autour d'une table basse sur laquelle trône, au milieu des reliefs du dîner et des verres, un rouleau de papier hygiénique (comme souvent en Asie, celui-ci sert aussi de mouchoir ou de serviette), ils discutent politique. Ils disent se sentir un peu coupés de

ce qui se passe à Séoul. « On commence seulement depuis quelques temps à parler des problèmes politiques », avoue l'un d'eux. Il n'ose pas trop s'aventurer sur ce terrain et attend l'arrivée d'un camarade, étudiant à Séoul, qui, avec l'autorité de celui qui est supposé détenir une connaissance que les autres n'ont pas, développe devant ses camarades attentifs les thèmes des étudiants politisés : le « camouflage » que constitue la politique du président Ron Tae Woo, la réunification, l'impérialisme américain.

Revenir à Andong c'est, pour notre interlocuteur, renouer avec des souvenirs, des pratiques familiales, mais il s'y sent un peu à l'étroit. « Pour être un homme, on dit qu'il faut aller à la capitale », affirme, péremptoire, l'un de ceux qui n'a jamais quitté la ville. Tous s'entendent pour penser que, ici, les jeunes s'ennuient. Le conservatisme ambiant, l'esprit régional sont peussés. « Avant de quitter la ville, on était habitué à obéir aux parents ; mais après, l'esprit de clocher, le régionalisme, les relations de clans deviennent pour nous des contraintes », dit celui qui vit à Séoul. De fait, Andong constitue une société fermée : les gens de la province voisine, le Cholla, ne réussissent guère à s'intégrer ici. Le Kyongsang (province d'Andong) et le Cholla nourrissent un antagonisme séculaire qui ne semble guère se résorber.



RIENTÉE vers le passé, Andong l'est assurément, se réclamant non sans certaine fierté de la tradition des lettrés néo-confucéens, mais ce n'est pas pour autant une ville conservatrice, au sens politique du terme. Aux élections générales d'avril, en réaction sans doute à des pratiques d'achat de voix trop visibles, les habitants ont élu un candidat du Parti pour la réunification démocratique (celui de M. Kim Yong Sam). En outre, c'est dans la région d'Andong que s'est constitué le mouvement paysan catholique, aussi combattu qu'antigouvernemental. Comme le dit sans ambages un dentiste, membre du Rotary Club local, « ce qui se passe à Séoul depuis un an, la démocratisation, les grèves, les manifestations, perturbe un peu la quiétude des esprits ».

Le conservatisme d'Andong tient plutôt, en réalité, à un attachement de la population à un certain mode de vie, à des coutumes, à un système de valeurs qui imprègne encore fortement les mentalités. Sans doute est-ce la tradition consciemment entretenue (les rites, tel que le culte des ancêtres, les marques de politesse des cadets à l'égard des aînés, comme par exemple le salut, front à terre, des enfants à leurs parents, qui est la plus apparente, mais non peut-être la plus prégnante). Une association confucéenne, dont le président, M. Kim Taek Chin, descend d'une des plus vieilles familles de la ville et possède chez lui six cents ans d'archives de son clan, s'efforce de « raviver les bonnes mœurs ». Selon lui, la civilisation occidentale « matérialiste » accélère la dégradation des mœurs et entraine notamment la piété filiale qui est la base de la doctrine confucéenne.

De cette tradition affirmée, empreinte à certains égards de pessimisme, est symptomatique un village confucéen comme Hahoe, à quelques kilomètres de là : vêtus de costumes traditionnels, les habitants vivent dans des maisons au toit de chaume et affirment perpétuer naturellement l'« esprit coréen ». L'endroit est certes pittoresque, mais l'atmosphère y est un peu artificielle, sinon triste : c'est un village de vieux et d'enfants. Parce qu'elle est affirmée et entretenue, cette tradition est sans doute moins durable que celle vécue inconsciemment. Beaucoup de coutumes et de conventions sociales sont tellement enracinées dans les mœurs qu'elles ne se vivent pas comme un héritage, à commencer par les relations entre les hommes et les femmes. Celles-ci doivent être comprises moins en termes simplistes de supériorité des uns et d'infériorité des autres que dans un contexte culturel qui confère à chacun un domaine bien défini. Il y a un monde des hommes comme il existe un monde des femmes avec son patrimoine de valeurs. La solidarité entre femmes est au demeurant très forte, comme en témoignent leurs randonnées en groupe au cours desquelles elles ne se privent pas de faire bombance. Même si une évolution est notable, le clivage entre les deux univers tend à se maintenir.

le passé

M. Kim Taek Chin, président de l'association pour le développement du village de Hahoe, ne partage pas cet esprit conservateur des habitants. Il est au contraire un homme qui aime le progrès, qui aime les nouvelles idées, qui aime les nouvelles technologies. Il est professeur à l'université de Séoul, et il est aussi un homme qui aime la culture, qui aime la tradition, qui aime le passé.



Il n'y a pas de doute de retard. Mais la ville n'est pas en retard. Elle est en avance. Elle est en avance sur le temps. Elle est en avance sur la modernité. Elle est en avance sur la tradition. Elle est en avance sur tout.

M. Cho Tong Hu, président de l'association pour le développement du village de Hahoe, ne partage pas cet esprit conservateur des habitants. Il est au contraire un homme qui aime le progrès, qui aime les nouvelles idées, qui aime les nouvelles technologies. Il est professeur à l'université de Séoul, et il est aussi un homme qui aime la culture, qui aime la tradition, qui aime le passé.

A l'écart des succès et des échecs, les habitants de la ville de Hahoe vivent leur vie. Ils vivent leur vie avec fierté, avec dignité, avec amour.

Mais la ville n'est pas en retard. Elle est en avance. Elle est en avance sur le temps. Elle est en avance sur la modernité. Elle est en avance sur la tradition. Elle est en avance sur tout.

VIANDES
LE CO
Carnat

...COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL... ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT...

ABONNEZ-VOUS

LE MONDE diplomatique

- Vous bénéficiez d'un tarif spécial
- Vous êtes certain de ne manquer aucun numéro
- Vous pouvez recevoir directement chez vous LE MONDE DIPLOMATIQUE dans le monde entier

Pour vous abonner, renvoyez le coupon ci-dessous par MINITEL 36-15 LEMONDE puis ABO

TARIF ABONNEMENTS	1 AN	6 MOIS
France, Andorra, Monaco, postes militaires et navales	162 F	90 F
ÉTRANGER VOIE NORMALE (toutes destinations)	225 F	125 F
VOIE AÉRIENNE		
Europe, Pays du Maghreb	250 F	138 F
Afrique, Proche-Orient, Moyen-Orient	271 F	148 F
Amérique du Nord/Sud, Caraïbes, Madagascar, Japon	313 F	169 F
Asie, Australie, Océanie	343 F	184 F

Je m'abonne pour 1 AN ☐ 6 MOIS ☐

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____ PAYS _____

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement en francs (ou en devises négociables en France)

LE MONDE diplomatique

36-15 LEMONDE puis ABO

ÉDITIONS A. PEDONE
13, rue Soufflot, 75005 PARIS

DROIT MARITIME
MARTINE REMOND-GOULLAUD

I. - NAVIGATION MARITIME
LES ACTEURS
LA FORTUNE DE MER
LA SÉCURITÉ MARITIME

II. - LE COMMERCE MARITIME
TRANSPORTS DE MARCHANDISES
TRANSPORTS DE PASSAGERS

Un volume de 468 pages

240 F

Tél : 43-54-05-97

البحر الأبيض المتوسط

Andong,

le passé s'achève encore...

M. Kim reconnaît certes que, sur le plan économique, Andong est en retard par rapport à d'autres villes, mais « ce retard est préférable à un développement sans moralité », affirme-t-il. La jeune génération ne partage pas cet avis et tend plutôt à penser que le traditionalisme des habitants a été purement et simplement un frein au progrès alors que les autres villes de la province (comme Taegu, à une soixantaine de kilomètres au sud) allaient de l'avant. Ainsi le professeur Nam Chi Ho, qui enseigne à l'université d'Andong, estime-t-il que la ville a perdu son rôle de pôle d'attraction régionale. Andong a toujours été un centre de consommation plus que de production. La ville n'a pratiquement pas d'industrie, l'essentiel de son activité se concentrant sur le commerce des produits de la terre (et de la mer ; notamment, les algues séchées). Le secteur tertiaire représente 81 % de l'activité économique.



ISOLEMENT géographique et les inégalités de la politique nationale de développement qui a privilégié certaines régions (c'est le cas de celle de Taegu, d'où sont originaires deux présidents de la République), expliquent sans doute ce retard. En outre, une politique rigide centralisée n'a favorisé ni le développement de villes-marchés ni l'apparition d'une classe d'entrepreneurs ruraux. Les plus actifs ont préféré aller ailleurs. Selon M. Nam, l'état d'esprit local a également été un facteur important. Les habitants étaient trop fiers de leur origine pour quémander des faveurs au gouvernement.

« Même aujourd'hui, alors que la femme du président Roh Tae Woo est originaire d'Andong, personne n'est allé lui demander quoi que ce soit », commente un journaliste local. Héritiers des lettrés écartés du pouvoir au début de la dynastie Yi, les habitants de cette cité ont développé un esprit de persévérance et d'amour-propre blessé, empreint d'un certain fatalisme. Ce qui les fait passer parfois pour des « nigards » froids émus de leur province, commente M. Yu Han Fu, directeur du centre culturel municipal. En tout cas, ils n'ont rien fait non plus pour attirer les investissements. Résultat : le produit régional brut est de 30 % inférieur au taux national moyen, et le revenu par tête n'atteint que 84 % de celui des autres préfectures. Surtout, la population stagne. Au début des années 70, Andong était à la vingt-cinquième place pour la population. Elle est aujourd'hui à la trente-cinquième, le taux d'exode étant le plus élevé de la Corée (3 % par an). Parmi les cinquante chambres de commerce du pays, celle d'Andong est l'une des dernières.

M. Cho Tont Hu, président de cette organisation, admet que les habitants ont un esprit d'entreprise moins développé que d'autres. « L'atmosphère est moins fébrile que dans les grandes villes de la croissance économique. Ici, nous n'avons pas les yeux braqués sur les indices de production », nous dit-il. « A Séoul, on parle politique, avenir national, marché mondial : tout cela nous concerne moins. Les Jeux olympiques ? Nous n'y sommes pas indifférents, mais il n'y aura ici aucune manifestation sportive, vraisemblablement peu de touristes, donc nous ne nous sentons pas vraiment concernés. » La fierté nationale est sans doute satisfaite par la tenue des Jeux en Corée, mais, vue d'Andong, c'est pour beaucoup l'affaire de Séoul.

A l'écart des succès et des ambitions, Andong vit à son rythme et, semble-t-il, les habitants en sont satisfaits, ne jalouant guère la

Voici une cité pratiquement dépourvue d'industrie, alors même qu'elle perd sa réputation de « ville d'enseignement ». Pire, ses enfants vont étudier au loin.

« Les habitants étaient un peu indifférents au retard économique de la ville car ils trouvaient une compensation psychologique à ce retard dans la culture traditionnelle et la réputation d'Andong comme ville d'enseignement », explique M. Yu Han Fu. Mais cette caractéristique est en train de disparaître. Non seulement les meilleurs élèves de la région ne viennent plus y étudier, mais encore certains habitants émigrent vers Séoul ou Taegu pour donner à leurs enfants l'éducation qu'ils désirent ou envoient ceux-ci faire leurs études au loin.

Devant le bâtiment du département d'éducation de la ville, se déroulent périodiquement des manifestations de parents. Ce jour-là, une centaine de mères s'étaient réunies, portant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « La politique d'égalité dans l'enseignement détruit la moralité. » Revêtu du complet noir et de la chemise blanche des grandes occasions, M. Lee Dog Sok, directeur de l'Institut municipal de comptabilité et organisateur de la manifestation, donne à ce slogan une explication très confucéenne : « La moralité est liée à l'éducation, et puisque le niveau de celle-ci baisse, la moralité se dégrade. » Les citoyens protestent en fait contre une réforme du système éducatif introduite en 1980 qui avait pour but d'éviter l'élitisme en supprimant les examens à l'entrée des lycées et d'éviter ainsi que les meilleurs éléments n'ailent dans les meilleurs établissements.

La réforme n'est appliquée cependant que dans les grandes villes (Séoul, Pusan, Taegu), et à Andong en raison de sa réputation de ville d'enseignement. Mais là, elle a eu des effets pervers : sachant que leur progéniture risquait d'être envoyée dans n'importe quel établissement, les parents des bons élèves préféraient désormais les faire étudier ailleurs (un lycée réputé étant en effet l'assurance de l'entrée dans une bonne université). En revanche, les médiocres qui n'auraient jamais eu la chance d'accéder à un bon établissement affluent à Andong où les lycées sont très nombreux : on en compte douze pour une population de 120 000 personnes, alors que Masan, avec 460 000 habitants, n'en a que onze. Résultat : le niveau de l'enseignement baisse et le nombre des étudiants entrant à l'université diminue. M. Lee affirme que la crise de l'éducation se traduit d'abord par une diminution de la fréquentation des écoles techniques (« alors que la main-d'œuvre manque, tout le monde veut faire des études supérieures »), et une augmentation de la délinquance juvénile.



SUR LES MURS, L'INVITE A LA MODERNITÉ. Quand habite le niveau de l'éducation, « la moralité se dégrade ».

L'ampleur du problème ne doit certes pas être exagérée, mais il préoccupe les parents et revient comme un leitmotiv dans les conversations car le taux de criminalité à long terme est très faible dans la cité. La situation reflète, en réalité, une tendance générale. A l'échelle nationale, si le nombre de cas de criminalité juvénile ne progresse guère, la gravité des infractions est, elle, en augmentation. Ainsi, à Andong, au cours du premier semestre de cette année, des jeunes ont commis vingt-deux crimes, vols et vols qualifiés, soit une progression de 120 % en un an. Selon M. Yu Han Fu, cette dégradation des mœurs s'explique principalement par le relâchement de la morale familiale lié à la tyrannie de l'apparence dans la société moderne et par le fait que, désormais, la majorité des lycéens ne peuvent pas suivre : ils en ressentent des frustrations qu'ils cherchent à compenser en formant des bandes, qui souvent sont des foyers de délinquance.

L'insuffisance des infrastructures culturelles et des distractions préoccupe les adultes. Bien qu'à Andong le catholicisme soit moins répandu que dans le reste du pays (1 % de la population a épousé la foi catholique, contre 5 % au niveau national), l'Eglise a joué un rôle actif pour créer des lieux de rencontres culturelles pour les jeunes, pour les adultes, pour les paysans. « Le christianisme a pénétré tard dans cette région », rappelle Mgr Dupont, évêque du diocèse d'Andong, le dernier évêque étranger à avoir été nommé en Corée il y a une vingtaine d'années. « L'Eglise s'est cependant facilement insérée dans la vie d'Andong, notamment grâce à ses activités culturelles », ajoute-t-il. Son centre culturel est effectivement l'un des pôles de rencontre de la ville. De manière symptomatique, c'est aussi un catholique, M. Yu, qui dirige le centre culturel municipal.



ANS doute n'est-il pas facile d'avoir vingt ans à Andong. Le traditionalisme de la vieille génération est en conflit permanent avec une jeunesse influencée par la culture occidentale. « Le conflit n'est pas ouvert, commente M. O Il Chang, qui dirige le centre des jeunes, mais le malaise est latent et se manifeste dans une rupture du dialogue parents-enfants. D'un côté, les parents sentent qu'ils ont perdu leur ascendant sur les enfants ; de l'autre, ceux-ci, inconsciemment influencés par la pitié filiale traditionnelle, n'osent pas répliquer, et le silence s'installe. Cette coupure est évidente même lors des manifestations culturelles : il suffit qu'une conférence porte sur un sujet moderne ou traditionnel pour que le public change totalement : jeune dans le premier cas, il est composé d'adultes dans le second. Surtout, le système social est axé sur ceux qui réussissent et, implicitement, les adultes pensent que les jeunes ne doivent pas s'amuser. C'est en outre une société qui ne facilite pas les rencontres entre garçons et filles. Beaucoup de lycéens demandent à notre centre d'organiser des rencontres que, individuellement, ils ne savent pas comment provoquer. »

Certes influencés par les idées occidentales, les jeunes d'Andong qui ont une certaine culture se réfèrent aussi à la tradition, mais à une tradition différente de celle de leurs parents : une « petite » tradition, populaire et distincte de celle de l'élite qui n'est à leurs yeux qu'une « philosophie du pouvoir ». « Ce qui nous concerne, commente une étudiante politisée, ce sont les facteurs d'accélération du dynamisme social, non pas ceux qui tendent à figer la société. Nous voulons être contemporains de notre époque. » Politiquement, la tradition à laquelle font référence les étudiants radicaux d'Andong comme ceux de Séoul est celle, contestataire, issue du mouvement d'indépendance contre le joug japonais de 1919, de la révolte étudiante de 1960, qui mit fin au régime de Syngman Rhee, et de l'insurrection de Kwangju (mai 1980). Sur le plan culturel, les étudiants cherchent à renouer avec une tradition populaire, essentiellement paysanne, qui n'est pas absente de la région.

« Nous voulons être contemporains de notre époque », dit la jeune fille. Dans ses contes, le poète solitaire lui transmettra la « culture des cœurs ».

Dans sa modeste maison au milieu des rizières, à l'orée d'un village à une dizaine de kilomètres d'Andong, un écrivain solitaire est imprégné de cette culture du petit peuple. Entouré de piles de livres et de revues envahissant l'espace réduit de ses deux pièces et voisinant avec des objets de la vie quotidienne, M. Kwon Jong Seng écrit avec talent des poèmes et des nouvelles inspirés de ce qu'il nomme « la culture des cœurs » par opposition à la culture des archives, celle qui s'écrit de cette sagesse paysanne s'exprimant dans les chansons et les récits d'autrefois. Il raconte l'histoire de la vieille femme du village dont le mari était parti au Nord pendant la guerre, et qui fut victime de l'oppression des voisins, déshonorée et battue, mais resta à cultiver sa rizière et à élever son fils. Sous forme de contes, parfois destinés aux enfants, il évoque avec des mots simples une sorte de sens premier de la vie. Dans l'un de ces contes, le « protagoniste » est une croûte de chien qui, sur le bord d'une route, se lamente de ne servir à rien quand tombe à côté d'elle une motte de terre qui, à son tour, se découvre inutile. Passe l'hiver ; et au printemps, de cette rencontre naîtra un fleur.

La vieille Corée, dont Andong est un exemple, emportée par le cours rapide de la modernisation, grince un peu sur ses assises et rechigne. Le déracinement des populations rurales, l'éclatement de la grande famille traditionnelle, la rupture des liens avec la région d'origine, que vivent les jeunes comme une libération, ne s'accomplissent pas sans créer des déchirements et provoquer un certain désarroi. Les émigrés, une fois le premier étonnement passé, cherchent en ville à remédier à ce malaise en participant à des cercles, des clubs ou des associations de toutes sortes (y compris en nouant des liens avec d'autres émigrés recréant cette communauté régionale qu'ils décriraient dans leur province), ou parfois en rejoignant une Eglise. Besoin d'être reconnu, d'avoir une place, de se sentir accepté dans une communauté et qui explique l'« effervescence religieuse » (selon l'expression de Mgr Dupont) que connaît la Corée des records économiques. Andong, ancrée dans ses traditions, vieillit lentement en raison d'une forte migration vers les villes où des jeunes tentent de recréer d'autres communautés plus adaptées à leurs aspirations, mais sans toujours y parvenir.

PHILIPPE PONS.
(Lectrices de Jean Mitterand.)

ATIONS A. PEDONE
75005 PARIS
BOIT MARITIME
MARITIME REMOND-GUILLOU
MARITIME
ACTEURS
MARITIME DE MER
MARITIME
COMMERCE MARITIME
PORTS DE MARCHANDISES
PORTS DE PASSAGERS
TEL : 43-54-05-97

VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITE HALAL-CACHER)

- Autres produits alimentaires ;
- arrivages de l'Argentine par avion garantis ;
- expéditions partout dans le monde.

carнар France

17, rue de la Cornette - 75007 Paris
Tél : 20 50 88 F - Tél : 47-06-96-61

ÉCOLE SUPÉRIEURE DES ENSEMBLIERES-CEC

Établissement fondé en 1965. Cours en français, français maternel, anglais, allemand, espagnol et de l'éducation musicale.

D'ENSEMBLIER

decorateur-decoratrice
Aménagement architectural intérieur
et extérieur, décoration, peinture, sculpture, etc.

104, rue de la Chapelle - 75018 Paris
Secrétariat école CEC Gennevilliers, rue du Clos 9-11
Tél : 47-20-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00

MERCEDES-BENZ

TAX FREE SALES*
DEPARTMENT

MERCEDES-BENZ FRANCE
118, avenue des Champs-Élysées, Paris
Tel. : 45 62 24 04

* VENTES HORS TAXE

L'écrivain philippin dans

Je ne suis pas parti en exil aux pires moments du gouvernement Marcos — et pourtant l'enfer ne m'en manqua pas. Lui est désormais parti — il représente une époque démente de notre vie — mais les maux de notre peuple n'ont qu'à peine été soulagés : la pauvreté, le poids des coteries, et, plus que tout, l'absence chez nos dirigeants du sens de la nation et d'un projet de société.

Né dans un village ravagé par la misère, j'ai réussi à m'évader de cette prison peu amène. Ma mère — la personne qui m'a le plus influencé — était une femme de courage et de persévérance qui enseignait à ses enfants les vertus du travail et de l'intégrité. Quand j'eus treize ans, elle m'envoya à Manille comme domestique chez un oncle qui m'aiderait pendant mes années de lycée.

Vint ensuite la douloureuse période de l'occupation japonaise, et je vis plus tard, en tant que journaliste, le Japon se relever de ses ruines de la seconde guerre mondiale. Quand, dans les années 50, j'ai parcouru l'Asie du Sud-Est pour la première fois, Taipei était une ville hétéroclite aux vieux immeubles gris ; seule y circulaient des véhicules militaires et des bicyclettes. Singapour était encore un petit port ensomné, Kuala-Lumpur un petit *kampung* (1), et Djakarta un grand *kampung*. Sur la ligne d'horizon de Bangkok dominait seul alors le *wat Arun* — le temple du soleil.

Déjà le fossé était profond entre riches et pauvres aux Philippines, et il semblait ne pouvoir être comblé. Le soulèvement des Hukbalahaps (2) était à son apogée. Et pourtant, dans les années 50 et 60, Manille était la ville de l'Asie du Sud-Est, très en avance sur les métropoles voisines. Elle avait été considérée comme la seconde des cités les plus endommagées pendant la guerre, et pourtant elle possédait les meilleures écoles de la région, se développait à un rythme seulement dépassé par le Japon. Quand nous, Philippines, voyagions en Asie, c'était la tête haute. Et voici que la région nous laisse à la traîne.

Le devoir de dire non

Je me pose cette question : que s'est-il passé ? Il est trop facile de rejeter tous les torts sur Marcos, comme le fait le gouvernement Aquino ; tous les vices de cette société n'ont pas été le produit de cette abomination politique. Et pourquoi le gouvernement de M^{re} Aquino a-t-il été incapable de provoquer des changements fondamentaux en usant de son énorme popularité, ce qui lui eût assuré une place dans notre histoire ? Est-ce parce qu'en tant que peuple nous sommes déficients ? Les réponses à ces questions seraient-elles enfouies dans notre passé ? Dans notre propre intransigence ?

Cherchant les réponses, je me sens contraint à un examen de moi-même et de ce que j'ai fait. Je suis égoïste, comme tous les écrivains, puisque mes écrits se fondent sur ma propre expérience. Et pourtant, je pense que j'ai fait preuve d'humilité dans mes livres en ce qui concerne ce que je connais le mieux : mon pays. Je suis engagé dans les affaires de mon temps, et ceux qui me lisent peuvent voir ce que je vois. Qui plus est, j'espère être l'écho des sentiments et des aspirations de ceux vivant dans cet en-bas d'où je sors ; je ne prétends pas être leur porte-parole ; j'espère seulement avoir mis en forme ce qu'ils ne peuvent exprimer du fond de leur silence.

« Aujourd'hui, j'ai peur pour mon pays », écrit Francisco Sionil José au terme d'une intense réflexion sur le sort actuel des Philippines où persistent l'injustice et la misère, alors que d'autres voisins asiatiques progressent à pas de géants. Procès des dirigeants. Le gouvernement de M^{re} Aquino disposait d'un énorme crédit, qu'il n'a point utilisé pour procéder aux réformes tant espérées. Trop facile de rejeter tous les torts sur Marcos quand on manque à ce point de sens de la nation. « Est-ce qu'en tant que peuple nous sommes déficients ? », se demande l'écrivain, comme bien d'autres intellectuels ailleurs dans le tiers-monde, quand leur pays reste muré dans le sous-développement, dépendant de l'étranger. Et « comment créer les hommes nouveaux ? ». La réponse est un acte de foi dans le rôle de l'écrivain qui se doit de témoigner, inlassablement, pour la justice...

Par FRANCISCO SIONIL JOSÉ



LE COMBAT DE MANILLE CONTRE LES AMÉRICAINS, EN FÉVRIER 1899 (DESSIN DE DANIELANS)

« Une série de colonialismes dont nous n'avons pas senti les vertes »

L'écriture devient alors en quelque sorte incantation, et espoir de mettre mieux en lumière ce dont souffre le pays — tout ce que nous tous pouvons voir, mais que beaucoup n'osent montrer. L'écrivain philippin a, de ce point de vue, pour tâche de souligner l'évidence, de dire que le gouvernement de Cory Aquino affirme que le soleil brille, de dire non aux flatteries de ceux qui sont au pouvoir même quand un million de Philippines non informés crient oui !

L'écriture sourd de la vie, et nous l'appelons littérature, et la littérature vit parce que nous l'habitons. Elle meurt quand nous ne nous voyons plus en elle et qu'elle a perdu son pouvoir de nourrir l'espoir en l'avenir. La plupart de mes histoires sont tristes et je dis : la réalité est ainsi, et maintenant espérons.

Si le présent est un continuum, laissez-moi parler d'abord de ma jeunesse ; ce faisant, je décrirai la vie actuelle de millions de Philippines. Car c'est un fait consternant : si peu a changé dans la vie des pauvres, à la ville comme à la campagne.

Dans le village où je suis né...

DANS le village où je suis né, il n'y avait ni puits artésien, ni électricité. Quand quelqu'un tombait malade, le guérisseur, un vieil homme grisonnant, était consulté et il couvrait de feuilles aux noms inconnus la partie du corps atteinte, en récitant des formules latines. En cas de dépenses urgentes, pour des mariages ou des décès, le paysan allait voir le propriétaire foncier auquel il empruntait de l'argent dont il rembourserait le double lors de la récolte suivante. Et il était commun pour le tenancier de laisser ses enfants en servitude perpétuelle chez le prêteur.

Nous avions une culture à laquelle chacun contribuait grâce à ses propres dons. Nous savions qui étaient les meilleurs chanteurs de *payson* au cours de la Semaine sainte — le *payson*, cette histoire versifiée du Christ et de sa Passion. Un peintre décorait le trône de la reine de la fête locale et ornait de fleurs et de masques les charrettes à cheval — les ancêtres de nos *jeepneys* (3). Nos poètes pouvaient réciter les plus beaux vers, chanter le *dallot* — cette geste des hommes sans âge et invincibles — en s'accompagnant de la guitare à quatre cordes faite en noix de coco. Le soir, sous la lune parfois, nos vieillards se rassemblaient dans les cours et racontaient des histoires de fantômes errant au-dessus de nous ; ils nous parlaient des migrations de nos ancêtres depuis la mince plaine côtière jusqu'à chez nous ; ils disaient comment les Espagnols les avaient opprimés et aussi comment ils vécurent la révolution contre l'Espagne et puis, plus tard,

comment les Américains vinrent jusqu'à notre ville — Rosales (4) — avec leurs gros canons, leurs grands chevaux, et leurs livres.

Car les Américains ont apporté à mon village et à chaque village de mon pays l'école où j'ai appris que George Washington ne mentait jamais, et que n'importe quel garçon né dans une cabane en rondins (à moins que ce ne fût une hutte en herbe ?) pouvait devenir président. Dans cette école, un maître bienveillant m'a aussi ouvert toutes grandes les portes de la littérature en me prêtant des romans, et je pleurai sur le sort de Sisa et de ses deux fils dans le livre de Rizal *Noli me tangere* — ses deux fils accusés à tort (5). Je vivais la dure existence des pionniers de la plaine du Nebraska dans le *My Antonio* de Willa Cather (6). Et la nuit, quand nous ne pouvions pas nous acheter du kérosène pour nous éclairer, je marchais vers les abords de la petite ville, là où il y avait une lumière électrique, et, entouré de moustiques et de phalènes, je partageais les mésaventures du vieil homme fou qui se battait contre des moulins à vent. Et, par-dessus tout, j'apprenais à écrire dans une langue qui n'était pas la mienne.

L'Espagnol — mon parler maternel — est une langue belle et précise, mais je ne peux en vivre comme moyen d'écriture. L'histoire a décidé pour moi : si, aujourd'hui, je n'écrivais en anglais, ce serait très probablement en japonais, voire en allemand, car les navires allemands sont venus dans la baie de Manille et auraient fondé sur mon pays si l'amiral américain George Dewey avait hésité en 1898 à détruire la flotte espagnole.

Je me console de la perte de ma propre langue en me disant que Rizal écrivait en espagnol, que ce n'est pas la langue qui signe l'engagement d'un homme aux côtés de son peuple, mais les idées qu'il exprime avec lui. Je sais aussi que la langue, ce n'est pas seulement des mots : elle véhicule tout un bagage culturel ; de plus, elle me crucifie — quel que soit mon amour pour cette langue que j'utilise aujourd'hui — à l'aide du savoir que j'ai de mon passé colonial. Et pourtant, sans cette langue et le système éducatif qu'elle a engendré, je n'aurais pu quitter mon village ni profiter des chances que m'offrit la ville. Plus tard, j'ai écrit, j'ai un peu voyagé, et à l'occasion j'ai même diné avec les puissants — m'enivrant dans les espaces parfumés des riches. Mais j'ai toujours fait en sorte de revenir à mon village. Quand, après des années d'absence, après des séjours à l'étranger, je suis retourné parmi les miens, j'ai été surpris : ils n'avaient pas lu mes écrits et j'avais oublié ma propre langue. Les mêmes injustices dont leur vie était faite lorsque j'étais enfant continuaient de les déchirer. Au spectacle de ces vies misérables passées dans un environnement décevant, je me suis demandé pourquoi ils étaient encore pauvres et pourquoi j'étais désormais dans l'aisance. Je compris alors que je ne pourrais revenir chez moi.

Gloire et mort de Rizal

ET pourtant je ne peux pas davantage altérer l'histoire que je ne peux m'évader de mon passé. Je suis malheureux d'être plus lu à l'étranger que dans mon pays ; il est très probable que ce que j'écris sera enterré dans un index de bibliothèques — tel est le sort réservé à notre littérature en espagnol. D'ailleurs, notre culture est, comme notre littérature, dépourvue de continuité.

Quand les Espagnols arrivèrent aux Philippines en 1521, ils trouvèrent des tribus séparées qui se combattent. Ces populations avaient un alphabet, tissaient, forgeaient le métal, étaient expertes en construction de bateaux et naviguaient ; elles avaient un système de gouvernement qui suffisait aux besoins des tribus, mais elles n'étaient pas unies, ni ne formaient une nation. De plus, les Philippines n'étaient pas situées dans le grand courant du commerce asiatique, ni dans celui des deux religions majeures du continent, l'hindouisme et le bouddhisme. L'Islam les avait atteintes un siècle plus tôt dans le sud, faisant des adeptes jusqu'à Maynilad (7). Si les Espagnols étaient arrivés cinq décennies plus tard, ils auraient été incapables d'imposer la Croix sur un archipel islamisé. Et c'est l'Espagne qui a fait de nous une nation et sous a donné notre foi chrétienne.

La littérature née au temps de cette domination fut négligeable — se résignant le plus souvent à de pâles imitations de ce que faisaient les Espagnols : pièces en vers et petits drames. L'instruction était entièrement religieuse et les moines qui la répandaient n'avaient que méfiance à l'égard des indigènes pensant par eux-mêmes. En faisant disparaître les alphabets locaux, en interdisant les écoles aux Philippines, ils

Une œuvre enracinée

Journaliste, poète, essayiste, Francisco Sionil José est surtout connu pour ses nouvelles et ses romans. Il a notamment écrit un cycle d'ouvrages — souvent appelé la « saga de Rosales » — qui évoque un siècle d'histoire contemporaine de son pays à travers la vie d'une famille : *The Pretenders* (1962), *Tree* (1978), *My Brothers*, *My Executioner* (1979), *Mesa* (1982), et *Po-On* (1985).

Francisco Sionil José a obtenu de nombreuses récompenses, parmi lesquelles le plus prestigieux en Asie, le prix littéraire Magasany (1980).

Il prépare un essai : *In Search of the Philippine* (« A la recherche du Philippin »), thème de l'article qu'il a rédigé pour *Le Monde diplomatique*. Tous ses ouvrages sont publiés dans son pays par Solidarity Publishing House (531 Padre Faura, Ermita, Manille). Plusieurs d'entre eux ont été traduits (grec, chinois, russe, allemand, etc.), mais il est absent des catalogues français.

Philippe Pons a publié un entretien avec F. Sionil José dans « Le Monde des livres » du 6 février 1987 (voir aussi l'article paru dans *l'International Herald Tribune* du 9 août dernier : « Japan's Second Coming Stirring Admirators, and Loathing, in Asia ») (« Le retour du Japon suscite admiration et répugnance en Asie »), où l'écrivain philippin dénonce l'appétit de puissance du voisin nippon.

Sous l'œil du dragon

Projet de GOLDFIEM

140 F

FEDN

Hôtel National des Invalides Paris 7^e

Les relations de la Chine avec les pays de l'ASEAN par Jacques de GOLDFIEM

"Une somme d'informations" (Le Monde diplomatique)

Collection "Les 7 Epées"

DIFFUSION

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

31, quai Voltaire 75007 PARIS

ET PERMANENCE DE LA MISÈRE

le combat contre l'injustice

littérature du vieux monde...
contre des moulins à vent...
dessus tout, j'apprends à lire...
une langue qui n'était pas la mienne.

L'histoire...
ne peut en vivre comme une...
L'histoire à l'école...
aujourd'hui, je n'écris pas...
serait très probablement...
voire en allemand, car les...
mands sont venus dans la...
Manille et auraient fondé...
si l'amiral américain...
avait hésité en 1898 à décoloniser...
espagnole.

Je me console de la perte de...
pre langue en me disant que...
vrai en espagnol, que ce n'est...
que qui signe l'engagement...
homme aux cotés de son...
les idées qu'il exprime...
aussi que la langue, ce n'est...
ment des mots : elle véhicule...
bagage culturel, de plus, elle...
fie - quel que soit son...
cette langue que j'ai...
à l'aide du savoir que j'ai...
colonial. Et pourtant, sans...
et le système éducatif...
dré, j'ai n'aurais pu...
ni profiter des...
ville. Plus tard, j'ai...
voyagé, et à l'occasion...
avec les puissances...
les espaces...
j'ai toujours fait en...
mon village. Quand...
d'absence, après des...
ger, je suis retourné...
j'ai été surpris : ils...
étaient et j'avais...
gué. Les mêmes...
étaient faites lorsque...
naissent de la...
de ces vies...
environnement...
demandé pourquoi...
pauvres et pourquoi...
dans l'usage. Je...
ne pourrais...
Gloire et mort
de Rizal

ET pourtant je ne peux...
l'histoire...
peux m'évader de mon...
maître d'être plus...
que dans mon pays, il est...
que de ce que j'écris...
chez de bibliothèque...
à notre littérature...
D'ailleurs, notre...
notre littérature, dépourvue...
Quand les Espagnols...
Philippines en 1521, ils...
tribus disparates qui se...
Ces populations avaient...
tissées, forgeant le...
expertes en construction...
navigantes, elles avaient...
de gouvernement qui...
besoins des tribus, mais...
pas assez, si ne formaient...
De plus, les Philippines...
situées dans le grand...
merve asiatique, n'avaient...
religions majeures du...
de l'Inde et le bouddhisme...
avant atteintes au...
sac, faisant des...
lad (7). Si les Espagnols...
arrivés, deux décennies...
auraient été incapables...
C'est sur un...
l'Espagne qui a fait de...
et nous a donné...
La littérature...
domination fut...
manif le plus souvent...
de ce que l'histoire...
pièces en vers et...
truction était...
les mains qui la...
que méfiance à l'égard...
pensant par eux-mêmes...
paraître les alphabets...
dans les écoles aux Philippines

l'œuvre enracinée...
Francisco Sionil José...
à un cycle d'ouvrages...
à un cycle d'histoire...
The Pretenders (1982), The...
The Pretenders (1982), et Po-On (1988).
à obtenir de nombreuses...
à la littérature...
le Search of the Philippines...
à un cycle d'ouvrages...
à un cycle d'histoire...
The Pretenders (1982), The...
The Pretenders (1982), et Po-On (1988).

décrétèrent leur appauvrissement...
cultural. Il fallut attendre la...
moitié du XIX^e siècle et les...
en Espagne pour que des...
tels que l'université de Santo...
Tomas (fondée en 1611) ouvrirent...
leurs portes aux indigènes et pas...
seulement aux favoris *mestizo* - ces...
de père chinois et de mère philippine.

Rizal et les jeunes hommes...
brillants, bien nés et riches, qui se...
rendirent en Europe pour s'im...
biber des Lumières furent...
aussi les premiers Philippines...
réellement instruits. Mais, hormis...
les romans de Rizal, on lit...
bien des écrits de cette époque. Peut-être...
n'est-ce pas plus mal, car cette...
génération - celle des *Ilustrados*, des...
gens éclairés - ne voulait pas...
vraiment se libérer des Espagnols : elle...
voulait les égarer. Juan Luna, le...
meilleur peintre de l'époque, fit tout pour le...
prover, usant de thèmes tout à fait...
européens. La plupart de ces écrits...
s'efforçaient de montrer que les Philippines...
avaient un passé glorieux et que...
les hommes ayant réussi méritaient un...
siège au Parlement espagnol.

Rizal a écrit des romans...
brillants, peintures victorienne de son époque. Il...
fut aussi poète, peintre, sculpteur, chirurgien...
et philosophe de la politique. Quand il se...
rendit en Espagne, il était...
intellectuellement et culturellement...
espagnol ; et c'est en Espagne qu'il...
rentra chez lui, et mourut devant le...
peloton d'exécution espagnol le 30 décembre 1896. Une race qui avait...
produit un Rizal méritait la liberté ; elle...
méritait plus que ce que lui donne son...
gouvernement actuel.

Puis vinrent les Américains...
Puis vinrent les Américains qui, eux...
aussi, imposèrent leur culture. Nos...
premiers modèles littéraires n'étaient...
pas les meilleurs, mais bientôt des...
écrits virent le jour en anglais, qui se...
firent plus mûrs avant la seconde...
guerre mondiale. La plus grande...
récompense pour un auteur philippin...
était d'être publié aux États-Unis. Après la...
guerre, nos prestigieux écrivains se...
rendirent en Amérique et adhérèrent...
aux thèses du New Criticism (8). Alors...
que les adeptes de cette école - ainsi...
Robert Penn Warren - commençaient à...
lui tourner le dos, nos auteurs et...
professeurs continuaient de lui être...
fidèles. Intéressés avant tout par des...
problèmes de forme, maniant l'ironie...
pour l'ironie, ils ignoraient les...
crisantes réalités de leur propre...
société. Pis encore : leurs écrits...
étaient insipides. En jargon...
contemporain : leur technologie était...
mal adaptée. Mais qu'est-ce qui est...
adapté ?

Etant donnée l'absence de...
continuité culturelle, ceux d'entre nous...
qui écrivent en anglais ou dans nos...
propres langues sont les pionniers et les...
inventeurs non seulement d'une...
tradition, mais aussi d'un mythe. Avant les...
années 50, notre littérature en...
tagalog - notre langue nationale -...
manquait de profondeur. Elle...
consistait en de simples nar-

ractions d'histoires, et la poésie se...
résumait en un simple alignement de...
mots. Aujourd'hui, ce sont les...
jeunes écrivains tagalog, ayant un...
passé de lutte contre Marcos, possédant...
une instruction, qui méritent l'attention...
car ils créent une littérature engagée...
auprès du peuple sans pour autant être de la...
propagande. Nos écrivains anglophones...
ont déjà, quant à eux, donné un...
visage distinctement philippin à notre...
littérature, comme la littérature...
américaine, telle qu'elle fut façonnée...
par Melville, Emerson et Whitman, se...
distinguant de ses emprunts d'outre-Atlantique.

Ainsi s'opère l'insaisissable...
mutation de la culture folklorique en une...
culture de plus haut niveau, à l'esthétique...
différente de celle des autres peuples. En...
peinture par exemple, contrairement...
aux Japonais qui utilisent l'espace pour...
suggérer, nous avons tendance à l'occuper...
tout entier. Un sociologue français en...
visite à Manille se déplaçait avec moi en...
jeepney. Les conducteurs de ces engins...
ont des postes stéréo à bord et les font...
marcher à plein volume. Mon...
visiteur se demandait si, ce faisant, ils...
voulait comme étouffer leur sentiment...
de pauvreté. Il n'en est rien : pour eux, qui...
dit calme dit tristesse. Le bruit procure la...
joie.

Peut-être la culture peut-elle...
aider à unifier nos sept mille îles et nos...
quelques trente groupes ethniques. Peut-être...
la culture et la noblesse qu'elle peut nous...
communiquer sont-elles à même de nous...
aider à créer un sens de la nation. Nous...
savons que la culture en soi ne suffit pas ; elle...
n'est pas juste en elle-même ; le signe ultime...
de sa pertinence ne réside pas dans ses...
monuments, ses épopées, ses cathédrales, mais...
dans la justice et la qualité de la vie du...
peuple.

En rappelant brièvement notre...
histoire agitée, j'ai de la sorte évoqué le...
rôle de l'artiste dans la société. Notre...
histoire est unique en ce sens que nous...
avons été soumis à une série de colonialisations...
dont nous n'avons pas assimilé les...
vertus : l'éthique du travail des Américains, le...
sens de la nation des Japonais, la rigoureuse...
dignité des Espagnols. C'est-à-dire ? Les...
mêmes *Ilustrados* qui recherchaient l'égalité...
avec les Espagnols ont tenu les rênes du...
pouvoir, du temps des Américains, et ont...
collaboré avec les Japonais. Ils avaient...
justement témoigné en faveur du...
nationalisme et de la liberté, mais non de la...
justice pour tous les Philippines.

Manille, riche et prostituée...
Manille, riche et prostituée

JE vais maintenant user de...
clichés. Des mots tels que nationalisme et...
colonialisme sont anathèmes pour beaucoup...
car ces vocables ont été banalisés. Si nous...
pensons ainsi, alors nous refusons aussi de...
faire face aux maux qui affligent notre...
système - la pauvreté et les injustices, qui...
sont bien réelles. J'ai été qualifié d'utopiste, mais...
il est tant de bienfaits tenus pour natus

rels en Europe - trois repas par jour, eau...
potable, instruction primaire, hôpitaux - auxquels...
des millions de Philippines n'ont pas accès. Même...
maintenant que Mme Aquino est au pouvoir, les...
pauvres se voient refuser la justice. Manille est...
une ville sybarite possédant de superbes...
enclaves résidentielles, un paradis pour les...
étrangers, tandis que, dans leur majorité, les...
Philippines ne gagnent même pas trois dollars par...
jour. Le quartier où je possède une petite...
bibliothèque grouille de touristes qui nous...
humilient, en nous réclamant des femmes. Et...
voici que les prostituées philippines se...
retrouvent partout au Japon tout comme des...
domestiques philippines travaillent dans toutes...
les grandes villes européennes.

Je suis bien conscient de la...
logique des relations entre nations : les riches...
tirent toujours avantage de nous, les pauvres. Mais...
je sais aussi que la construction d'une nation...
philippine est de notre responsabilité.

La révolution trahie...
La révolution trahie

QUELLE est, dans ces conditions, la...
fonction de l'artiste dans un pays tel que le...
mien ? Son rôle traditionnel dans une société...
féodale a toujours été celui d'apaiser, ou d'artistes...
fabriquant des biens utiles à la société. Quand...
je regarde autour de moi, que je vois tous ces...
maux apparemment ingérissables et éternels qui...
nous font souffrir, j'ai bien conscience de la...
faiblesse de ma réponse. Qui a dit que la plume...
est plus puissante que l'épée, si ce n'est un...
écrivain prétentieux ? C'est faux. L'épée est...
toujours plus puissante que la plume.

J'ai longtemps cru réalisable et...
inévitable une révolution aux Philippines. Par-dessus...
tout, je crois en sa justice.

Ninoy Aquino partageait ce point de...
vue mais il pensait que nous devions tenter...
d'atténuer le coût élevé d'une révolution (9). Je...
suis certain que si le régime de Marcos ne...
l'avait pas tué, et

s'il avait accédé à la présidence, il...
serait devenu dictateur, précisément pour...
organiser une révolution et en finir avec la...
structure décadente de notre société.

Quand Marcos fut jeté hors du...
palais de Malacanang par le peuple, la veuve...
d'Aquino prit le pouvoir ; elle avait alors...
toute latitude pour mettre en œuvre les idées...
de son mari, en commençant par l'élimination...
de l'oligarchie et le lancement d'un programme...
de réforme agraire en profondeur. Elle était...
plus populaire que jamais ne le fut un...
dirigeant philippin, mais le sang que Ninoy...
avait versé sur le tarmac fut gâché par sa...
propre veuve.

Les millions de gens qui se rallièrent...
à elle, et dont j'étais, ne sont plus là ; ils...
sont déçus, sans illusion désormais, parce...
qu'elle a laissé passer les occasions d'agir, en...
raison peut-être de son appartenance à la...
famille des Cojuangco, famille riche et sans...
projet social. Elle dit avoir établi la...
démocratie - oui, mais de façon trompeuse, qui...
n'a rien à voir avec la vraie démocratie. Plus...
grave encore : elle a ramené au pouvoir les...
mêmes gens qui, dans le passé, sous l'ancien...
régime, ont pillé le pays.

Ceux d'entre nous qui ont vécu la...
sombre époque du système Marcos avons...
peur pour nous-mêmes et nos familles. Aujourd'hui, j'ai peur pour mon...
pays qui fait face à deux rébellions...
simultanées : celle des musulmans et celle de la...
Nouvelle armée du peuple ; un pays dont le...
service de la dette extérieure absorbe 40 % de...
ses ressources annuelles de devises, qui affronte...
une très rapide croissance démographique, qui...
traite en affaires avec des Japonais...
intransigeants - soutenus par une élite...
dépourvue d'esprit critique - et qui demeure...
sous la domination culturelle des États-Unis.

Il n'est pas exclu que nous ayons le...
destin du Liban : division et dépossession...
d'identité. Nous avons témoigné d'un grand...
courage quand nous avons dû affronter un...
ennemi commun. Mais comment combattons-nous...
le démon qui est en nous ? Comment créer ces

« hommes nouveaux » qui nous délivreront de...
notre fatal défaut ?

En tant qu'écrivain, j'ai fait de mon...
mieux pour donner à mon pays le sens de la...
noblesse. Et, comme quelqu'un qui a cru en...
des causes perdues, je vais probablement...
continuer d'écrire, fût-ce dans la hantise...
d'agir stérilement. En espérant qu'un jour...
peut-être, j'atteindrai un garçon, comme Rizal...
m'a atteint, afin que ce garçon n'ait pas, comme...
moi, à quitter son village.

FRANCISCO SIONIL JOSÉ

- (1) Mot malais signifiant village.
- (2) Les *Hukbhangs*, plus couramment appelés *Huks*, étaient des nationalistes révolutionnaires qui luttèrent contre l'envahisseur japonais pendant la seconde guerre mondiale. Ce mouvement continua, après la libération, le combat pour une transformation de la société mais fut déstabilisé pendant les années 50 par le pouvoir conservateur aidé par les États-Unis.
- (3) *Jeepneys* : sorte de minibus très nombreux dans les villes philippines et toujours peints de couleurs vives.
- (4) Petite ville du centre de l'île de Luzon, où l'auteur est né en 1924 et où il fait vivre la plupart des protagonistes de ses romans.
- (5) Le grand écrivain et nationaliste José Rizal, né en 1861, a dénoncé la colonisation espagnole dans ses romans, notamment dans *Noli me tangere* (1887) et *El Filibusterismo* (1891). Accusé - à tort - d'avoir participé à la grande révolte des années 90, il fut fusillé le 30 décembre 1896.
- (6) Willa Sibert Cather (née en 1876) est la romancière de la « Frontière ». Elle a notamment écrit *O Pioneers!* (1915) et *My Antonia* (1918), publiés en français sous le titre *Mon amie Antonia* (Seghers, Paris, 1967). Deux autres romans de W. Cather ont été traduits par les éditions Ramsay en 1986 : *Mon ennemi mortel* et *La Mort de l'archevêque*.
- (7) Maynilad, ancien nom de Manille. Le nom est une fleur qui était commune autrefois à l'endroit où a été construite la ville.
- (8) Très soucieux de formalisme esthétique, les écrivains de l'école du New Criticism réagissaient notamment contre les tenants du réalisme social. Robert Penn Warren a fait partie de ces courants dans les années 30 et 40.
- (9) Benigno Aquino, affectueusement appelé Ninoy, chef de l'opposition à Marcos, après plusieurs années d'exil aux États-Unis, retourna à Manille en août 1983, mais fut assassiné à l'aéroport avant même d'avoir touché le sol de son pays.



CERTAINES VOITURES EN DISENT LONG SUR VOTRE STATUT.

Le 1^{er} privilège Volvo : le luxe du choix. Quand on recherche une voiture de prestige, le luxe des Volvo a tout pour séduire. Et, quand on réfléchit, les qualités des Volvo ont tout pour convaincre : solidité, fiabilité, longévité qui font des Volvo des voitures différentes. Choisissez la vôtre : 340, 240, 480, 740 ou 760, et roulez en privilège. Modèle présenté : 740 Turbo 4 portes.

L'autre privilège Volvo : le luxe en hors taxe. Que vous soyez coopérant français, fonctionnaire en poste à l'étranger, n'oubliez pas, lors de votre passage en France, que toutes ces Volvo sont disponibles en hors taxes chez Volvo TDS. Conditions spéciales pour les membres des corps diplomatiques. Les ventes hors taxes Volvo TDS, une manière intelligente de faire du luxe une excellente affaire.

Volvo France - 138, Avenue des Champs-Élysées - 75008 Paris
Tél. : 42.89.39.52 - Téléc. : 649 638

VOLVO

JACQUES DECORNOT.

L'objection de conscience

C'EST à la présence dans ses prisons de près de cinq cents réfractaires au service national que la France doit de figurer en permanence dans les rapports annuels d'Amnesty International. Encore ne s'agit-il là que de la dimension la plus spectaculaire du problème de l'objection de conscience. Au total ils ne sont guère plus de trois mille ces citoyens qui, parvenus à l'âge du service, se refusent à porter les armes. Mais, dans ce pays de forte tradition militaire, ils se sentent marginalisés par un statut demeuré imparfait. Malgré l'avancée de la loi Henu de 1983, la France est à la traîne de l'Europe. Et pourtant, ces objecteurs et réfractaires ne reflètent-ils pas, à leur manière, les préoccupations de nombre de jeunes ?

Par DOMINIQUE VIDAL

« Je veux bien accorder un statut aux objecteurs de conscience, mais je ne voudrais pas qu'ils deviennent rapidement des milliers », confie le général de Gaulle en 1958 (1). Trente ans après, le statut existe bel et bien, mais le nombre de ses bénéficiaires ne cesse nullement d'augmenter. A preuve le sourire qu'arbore le lieutenant-colonel Bodet, dans son bureau de la direction du service national, à Compiègne. « Nous n'avons aucune raison de nous inquiéter. Certains pensaient que la banalisation du service civil, aux termes de la loi de 1983, ferait grimper le nombre d'objecteurs à cinq mille ou six mille. Or, en 1987, le chiffre de demandes retenues se monte à deux mille six cent quarante-cinq, soit 1 % du contingent de l'année. Et d'ailleurs une courbe effectivement parlante : la progression des candidats acceptés au service civil, déjà faible (neuf cent six en 1982, deux mille sept cent trente-sept en 1986), semble stoppée cette année. Un succès presque personnel pour notre interlocuteur : il est directement impliqué, depuis les années 60, dans le bras de fer entre l'armée et les objecteurs... »

Longue tradition que l'Histoire fait remonter à l'Athènes et à la Rome antiques, l'objection de conscience connaît en France un nouveau souffle avec la guerre d'Algérie, et singulièrement après le Manifeste des 121 (2). Pour que de Gaulle tienne sa promesse d'accorder un statut aux objecteurs dès le conflit terminé, il faudra que, en juin 1962, l'anarchiste Louis Lecoin, alors âgé de soixante-quatre ans, mette sa vie dans la balance : une grève de la faim de vingt-deux jours. Huit mois seront encore nécessaires pour que, le 21 décembre 1963, la loi soit enfin promulguée. Mais les amendements suggérés par M. Michel Debré la rendent des plus restrictives : l'objection se limite à l'usage personnel des armes ; une commission juridictionnelle juge seule de la validité des demandes ; toute « propagande » en faveur de la loi constitue un délit ; et pourtant nul n'est censé l'ignorer... Le service civil, en outre, dure deux fois plus que le service militaire. L'acquisition du statut marque toutefois une nouvelle étape pour l'objection, créant de nouvelles conditions pour son développement et son évolution (3).

D'abord secourus-pompier à Briegnot (Var), les objecteurs sont auto-

risés à effectuer leur service civil dans un nombre croissant d'associations humanitaires. Les événements de mai 1968 donnent un coup de jeune à l'antimilitarisme, entraînant une recrudescence de luttes pour l'élargissement du statut d'objecteur. C'est, en particulier, l'opération 20 : une vingtaine de candidats, qui feront bien des émules, envoient une lettre de demande identique, que le Conseil d'Etat contraindra un temps la commission juridictionnelle à accepter. Mais le régime s'est engagé dans une escalade répressive : le 17 août 1972, Georges Pompidou, en vacances au fort de Brégançon, signe le décret du même nom, aux termes duquel les objecteurs, autoritairement affectés durant leur première année de service à l'Office national des forêts, se voient interdire toute action collective, syndicale ou politique.

Face à cette remise en cause des acquis de 1963, le mouvement repart de plus belle. Une majorité d'objecteurs refusent les affectations forcées - jusqu'à 65 % en 1978-1979. L'insoumission bénéficiera tout au long des années 70 d'une audience et d'une solidarité croissantes. C'est la grande époque des Comités de soutien aux objecteurs de conscience (CSOC), puis des Comités de lutte des objecteurs (CLO). Le vieux débat rebondit entre réfractaires à tout service et tenants du service civil, qui s'organisent en

« Tant de promesses oubliées... »

« La gauche au pouvoir, c'était l'espoir, enfin, d'un véritable service civil. Les propositions de loi déposées par le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche n'étaient-elles pas limpides ? Et M. Charles Henu lui-même ne s'était-il pas engagé ? Nous avons vite déchanté. » Cinq ans après, Michel, ancien objecteur, garde l'amertume d'alors. Certes, comme tous les objecteurs rencontrés, réfractaires exclus, il tient la loi pour « un progrès par rapport à la situation antérieure ». Concrètement, en effet, il suffit au candidat à l'objection d'envoyer au bureau du service national de la région, au plus tard quinze jours avant l'incorporation, une lettre recommandée avec accusé de réception invoquant son « opposition à l'usage personnel des armes »

pour « être admis au bénéfice des dispositions de la loi relative à l'objection de conscience ».

L'objecteur effectue alors un service civil de vingt-quatre mois au sein d'une association qu'il choisit dans une liste d'environ un millier fournie par le ministère des affaires sociales. Sa solde quotidienne se monte, en 1987, à 14,50 francs (comme les appelés du contingent), plus 71 francs d'indemnités de logement et de nourriture (6). « Mais à côté des aspects positifs », insiste Michel, « il y a tant de promesses oubliées : les motifs retenus sont de conscience et non politiques (article L.116-1) ; le service civil dure deux fois plus que le militaire (L.116-6) (7) ; il n'y a plus de commission juridictionnelle, mais c'est le ministre qui agré les demandes (L.116-3) ; on ne peut bénéficier du statut pendant le service et les quatre années de « disponibilité » (L.116-2) ; plus encore, il peut, contrairement aux dispositions de 1963, être retiré par un tribunal en cas d'insoumission ou de désertion (L.116-4) ». Rien d'étonnant, dès lors, si la nouvelle loi partage le mouvement des objecteurs : les uns exigent la modification des règles, mais jouent le jeu ; d'autres les refusent.

« La loi offre aux objecteurs la possibilité d'utiliser, de récupérer le service civil pour rester fidèles à leurs idées, et même les promouvoir », soutient M. Claude Verrel, président du Comité de coordination pour le service civil (CCSC) (8). Regroupant des associations prêtes à accueillir des objecteurs, le CCSC veille à ce qu'elles respectent leur identité : c'est notamment une garantie contre les trafiquants de main-d'œuvre. Mais le problème numéro un réside dans le retard croissant avec lequel le ministère de tutelle rembourse aux associations les soldes et indemnités qu'elles avancent. « Faut-il y voir une manière sournoise d'empêcher le développement de l'objection de conscience ? » (9).

Comme en écho à l'orientation de M. Claude Verrel, M. Christian Robineau, un des animateurs du Mouvement des objecteurs de conscience (10), explique que son mouvement « se bat dans le cadre de la loi actuelle : sans renoncer à l'abrogation des dispositions discriminatoires, nous menons une activité de type syndical pour le respect des contrats signés par les associations ». Les objecteurs « réformistes » entendent aussi « imposer dans le temps du ser-

vice civil une formation touchant aux bases de l'objection et de l'antimilitarisme, aux modèles alternatifs de défense, à la défense civile non violente, etc. ».

Le Mouvement des objecteurs de conscience d'intéresse également aux objecteurs des autres pays d'Europe, y compris à l'Est. Le mouvement n'oublie pas non plus qu'il doit « permettre aux objecteurs isolés de se retrouver ». Mais, avoue M. Christian Robineau, « ce n'est pas facile de sortir du seul service civil pour développer d'autres champs d'intervention : un mouvement d'objecteurs est handicapé par la rotation très rapide de ses adhérents et cadres ». Dans un article du *Journal des objecteurs*, notre interlocuteur admettait d'ailleurs une certaine « impuissance à transformer le service civil pour en faire un levier du service de la lutte contre la militarisation (11) ».

Manque en tout cas cruellement un relais politique. « A droite, résume M. Robineau, on s'oppose à tout ce qui pourrait porter atteinte à l'armée, même si on assure ne pas toucher à la loi de 1983. A gauche, le Parti com-

muniste reste attaché à la fois au nucléaire et à l'idée de l'armée du peuple » ; quant au Parti socialiste, il a tourné le dos à ses promesses d'avant 1981, la logique électorale l'emportant sur la tradition antimilitariste, et la volonté de ne pas provoquer de vagues faisant le reste. « Durant la campagne de l'élection présidentielle de 1988, M. Pierre Juquin fut le seul candidat à « laisser un espace de discussion sur ces problèmes ». Membre de la commission de la défense de son mouvement, M. Sylvain Garrel confirme : « Là où nous se déroule un sérieux échange d'idées sur la défense ». Dénonçant, contre-exemples chiffrés et polémiques à l'appui, le « mythe » d'un « contingent faisant barrage à une armée de métier pusillanime », il postule l'insuffisance du service militaire et se propose pour un service civil de douze mois, à accomplir à tout moment et pour tout motif, dans n'importe quelle association, y compris politique ou religieuse. Il avoue cependant comprendre les réfractaires : « Le service civil demeure un service rendu à l'Etat, auquel bien des jeunes, anarchistes notamment, estiment ne rien devoir ».

Une certaine confusion juridique

M. PIERRE SERRES est de ceux qui, après avoir obtenu son statut d'objecteur, il a refusé de servir et se voit poursuivi pour ce motif. Devant le tribunal, il a justifié son insoumission par « la durée » du service civil, son caractère de « palliatif au chômage », la « privation de droits politiques et syndicaux » ; mais également par « la militarisation croissante », « la course aux armements » qui « entretient le sous-développement », « l'armée qui intervient dans de nombreux pays », son « infiltration croissante dans l'éducation, l'emploi, la culture, la recherche (12) ».

Lorsque nous le retrouvons, avec son avocat, à Toulouse, il abandonnera son jargon : « Partir au service, même civil, c'est accepter qu'on m'impose quelque chose au nom de la raison d'Etat, et moi je ne veux pas. » Mais le statut ? « Comme ça, je suis objecteur insoumis et non insoumis total. La différence ? Au lieu de moisir en prison jusqu'à mon jugement, je reste libre, capable de préparer publiquement ma défense. Je ne me prends pas pour le Messie, mais je souhaite bien sûr faire parler de moi. Un procès, c'est une tribune. » M. Damien Thébaud personnellement quelque peu la démarche de son client : « Le père de Pierre a fait la guerre d'Algérie, son témoignage à la barre a dissipé tout doute quant aux motifs du fils. » Et la solitude, voire la marginalité ? « Je ne me sens pas du tout marginal, rétorque M. Pierre Serres. Je vis à Albi, où j'ai une vie sociale normale. Et surtout je me sens très soutenu par l'activité du collectif des objecteurs toulousains. D'ailleurs, Toulouse, lors du procès, nous avons fait plus de bruit dans les médias avec cent cinquante manifestants que les milliers de syndicalistes qui avaient défilé peu avant. » Mais, pour lui, il s'agit moins de politique que de conception de la vie...

Rude vie, en tout cas : après une courte pause, de 1981 à 1984, la machine répressive s'est remise en marche. Outre les six mille déserteurs « occasionnels », une permission prolongée pour les beaux yeux d'une jeune fille, ou pour venir en aide à la famille, ou encore par... ennui - que recensent chaque année les autorités militaires, environ cinq cents réfractaires garnissent les prisons de la République.

- (1) Michel Auvray, *Objecteurs, insoumis, déserteurs, histoire des réfractaires en France*, Stock/2, Paris, 1983, p. 249.
- (2) A l'ouverture du procès des membres du réseau Jeune, en septembre 1969, cent vingt et un écrivains, éditeurs, artistes, universitaires et scientifiques signent un manifeste affirmant notamment : « Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien. » Parmi les signataires, Simone de Beauvoir, André Breton, René Dumont, Marguerite Duras, Henri Lefebvre, François Maspéro, Jean-Paul Sartre, Simone Signoret, Claude Sautot et François Truffaut. Les pourvoies engagées contre plusieurs intellectuels signataires ne furent qu'allonger la liste, et amplifier le soutien que leur exprime une fraction notable de l'opinion publique. Le pouvoir préférerait finalement abandonner les pourvois.
- (3) Michel Auvray, op. cit., pp. 254-255.
- (4) MAN : 20, rue Dévidé, 45200 Montargis.
- (5) Plate-forme d'orientation du Mouvement des objecteurs de conscience, mai 1982.
- (6) Aujourd'hui l'objection de conscience, supplément à *Non-violence Actualité*, n° 103, 1987.
- (7) M. Charles Henu répétait pourtant, le 12 mai 1981, dans une lettre à la FEDO, que : « L'objecteur devra accomplir un temps de service égal à celui des autres jeunes du contingent ».
- (8) CCSC : 16, rue Giono, 91000 Evry.
- (9) Communiqué de presse du 18 février 1988.
- (10) MOC : 24, rue Cédéneux, 75012 Paris.
- (11) *Journal des objecteurs*, n° 56, juin 1987.
- (12) *Réfractaires et Liberté d'opinion*, n° 3.



MANIFESTATION DE SOUTIEN A LOUIS LECOIN, TROIS MOIS APRÈS L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE

Du refus d'une guerre injuste...

Afrique du Sud : contre l'apartheid

« COMMENT pourrai-je jamais porter un uniforme ou même défilé dans un blindé, au milieu de gens qui me considèrent comme l'un des leurs, que j'ai soignés pendant des années ? » Ainsi M. Ivan Toms, le médecin de Crossroads, explique-t-il son nouveau refus de servir dans l'armée sud-africaine, refus qui lui a valu, début mars 1988, une condamnation à vingt et un mois de prison. C'était le premier Blanc jugé pour ce « délit » depuis la promulgation, en 1983, d'une nouvelle législation : un service militaire non armé ou s'effectuant dans des établissements publics (hôpitaux notamment), mais pour motifs religieux et d'une durée de six ans. Quant aux autres objecteurs, six années de prison - peine maximale - les attendent...

Si le régime de Pretoria durcit ainsi son attitude à l'égard des jeunes Blancs refusant le service ou simplement ne répondant pas à l'appel, c'est que leur nombre s'est considérablement accru : ceux qui n'étaient que quelques centaines, à la fin des années 60, à passer dans la clandestinité ou à s'engager pour fuir la conscription, sont devenus 7 500 en 1985. Depuis, le ministère de la défense ne communique plus aucun chiffre.

Fait sans précédent, cent quarante-trois objecteurs de conscience ont fait connaître, le 3 août, dans une déclaration commune, leur détermination à refuser de servir « dans une armée qui a pour principale mission de préserver le système d'apartheid (1) ». La montée du mouvement, sur fond de résistance à l'apartheid et aux agressions de l'Afrique du Sud contre ses voisins, s'explique aussi par l'empire croissant de l'armée. 1981 : rétablissement d'une conscription limitée, 7 000 jeunes Blancs par an et pour neuf mois. 1987 : systématisation de la conscription par trage au sort. Début des années 70 : passage du service à douze mois, suivis de périodes de réserve annuelles de dix-neuf jours pendant cinq ans - elles montent à trois mois en 1975. 1977 : service militaire de vingt-quatre mois, et période de réserve s'étalant sur huit ans. 1982 : tout homme doit, après ses vingt-quatre mois de service militaire, deux années de périodes de réserve étalées sur douze ans...

Aujourd'hui, l'End Conscription Campaign (ECC) se bat pour que les jeunes réfractaires invoquant des principes moraux ou politiques puissent accomplir un service communautaire au lieu du service dans l'armée. Mais les autorités militaires ont renoué au début du mois d'août leur refus d'amender la législation en vigueur. Et finalement, le 21 août, l'organisation a été interdite (2).

D. V.

- (1) Cf. *Le Monde*, 5 août 1988.
- (2) *International Herald Tribune*, 23 août 1988.



...est, une étonnante...
...de service à rendre...
...des distances de...
...par les tribunaux...
...refusent le service civil...
...d'une année...
...de l'opération...
...ou bien en...
...La Commission de...
...141) a recen...
...proch d'object...
...leur insoumissi...
...tion, pour un total...
...doute-doute trop de...
...les inconnus...
...l'Algérie, expose le...
...du Comité de la...
...de 1986, l'insoumissi...
...des chambres sp...
...l'assimilation d...
...separant la déf...
...que tous les Fran...
...s'engagent, de dix-huit à...
...sont militarizables. Da...
...de la procédure, c'est...
...par rapport à l'emb...
...régimes prévus, les...
...depuis 1971 les...
...disposaient ou non...
...des juridictions de...
...par les tribunaux per...
...armées (TFPA),...
...en 1982 par les...
...réalisées. Une partie...
...étaient cependant...
...commun. En dépit de...
...la Cour de cassation, une...
...raison continue de...
...s'insoumission rel...
...d'ordonnance de 1959...
...s'ordonnance de...
...1943, en tant q...
...de justice milit...
...une national, en...
...saires sociales...
...au lieu de...
...Voilà qui explique...
...de procédure...
...faire profiter mes...
...pas passionnés par...
...qui enclenche aux...
...temps, en mettant...
...des erreurs, énormes...
...de très nombreux...
...manus portaient...
...s'explique, ce qui, en...
...sont les condamnati...
...l'insoumission...
...en de prison ferme, la...
...de trois ans, le...
...s'échappent, le...
...s'explique, la...
...l'interdiction...
...stationnaire doit...
...un patron peut...
...l'emploi d'insoumis...
...de du service...
...sont imprescrip...
...cinq-trois ans ! M...
...semble s'alléger...
...période, on...
...pour ce qu'il...
...analyse, qu'un...
...France, de ce...
...l'armée-garde...
...protection de...
...s'explique le...
...tribunal ou...
...peut pénétr...

CAMPAGNES SOLIDAIRES
relative des conséquences géographiques de la Méditerranée méditerranéenne de l'Europe du Sud dans la CER. (1988) mensuel. 15 F. — Méditerranée-Méridionale. 75011 Paris-Toulon.

TOLDI. La revue wallonne de l'histoire et de la géographie, autres études sur l'Europe du Nord. 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 265



EDOUARD DALADIER

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

... dans une ville d'Alsace...

« FIRMA FRANKREICH », de Lothar Baier

Un regard allemand sur la France des années 80

Par
JEAN-JACQUES
GUINCHARD

Un petit groupe coiffé de casques de chantier recueille les explications d'un ingénieur : image classique du rituel de la visite d'entreprise, aujourd'hui fixée par la télévision et la publicité. Lothar Baier, traducteur de Sartre, d'André Breton, essayiste et journaliste indépendant, l'un des meilleurs connaisseurs de la France en République fédérale d'Allemagne (RFA), a pris au mot l'un des slogans les plus typiques des années 80 : « l'entreprise France ». Son livre (1), plein d'ironie, solidement informé et exempt de schématisme, est un véritable petit guide de la France actuelle, sur laquelle il a voulu faire le point à l'intention de ses concitoyens, « au moment où la société France se prépare à fusionner avec la société RFA ».

Il est de bon ton, dans les colloques et chez les professionnels de l'ami franco-allemand, de mentionner les « malentendus » entre les deux populations. Euphémisme qui n'a pas cours ici. Aucun désaccord — car le terme est celui qui convient — n'est minimisé : l'écart se creuse entre le rejet ouest-allemand de l'arme atomique et le consensus autour du « phallus nucléaire » en France, les certitudes nationales et même nationalistes, ici — un philosophe ne croit-il pas judicieux d'écrire : « Descartes, c'est la France ? » (2) —, le doute permanent sur le principe même de la nation, là. A tel point que l'auteur ne croit guère à la réussite d'une Europe dont l'épine dorsale serait l'axe Paris-Bonn.

Plus même : il entend mettre en garde contre « une extension du modèle de l'entreprise France ». Lecteur infatigable de la presse et des livres, auditeur et télespectateur perspicace, observateur critique lors de ses fréquents séjours, son constat est sombre.

Réduction de l'esprit collectif et de l'esprit critique à l'esprit maison, invasion du discours économique dans un paysage médiatique appauvri par le renouveau de fait de la radio à l'information de manière sereine et approfondie et l'essoufflement des chaînes de télévision dans la course aux indices. En fin de compte, perte de confiance en elle-même d'une population qui se paie de mots comme « modernité » et « entreprise » : phénomènes qui sont sans doute mieux connus des Français que

du lecteur allemand, mais qu'il leur faut redécouvrir concrètement, avant qu'ils ne leur paraissent définitivement normaux et inévitables.

Car elles renouvellent la vision qu'ils ont d'eux-mêmes, les réflexions du témoin étranger sur ses confrères envoyés spéciaux au procès de Klaus Barbie, ou les réactions de ces jeunes qui ne trouvent guère, pour faire connaître leurs inquiétudes sur Tchernobyl ou l'« effet Le Pen », d'autre interlocuteur que l'écrivain allemand de passage dans leur petite ville de province...

Thèse centrale : « La République est en train de se transformer en entreprise ». La formule n'est donc pas seulement une trouvaille de spécialiste de la « communication », puisque « la population se métamorphose en personnel », tandis qu'il n'y a plus de groupes qui s'opposent, mais des services : « Il y a une hiérarchie dont on côtoie les représentants à la cantine, mais pas de confrontation entre une majorité et une opposition ». Le tout admis sans discussion, et prêté sur un ton pontifiant et prétentieux, qui tend à

Sombre constat

ENCORE une question : si l'on s'interroge volontiers en France sur les succès (relatifs, il faut le noter) des Verts en RFA, pourquoi la faiblesse des écologistes français dans la vie associative, et leur quasi-absence sur la scène politique ? Raisons géographiques, puisque leur pays comporte encore de vastes zones purement naturelles, en apparence du moins. Mais, surtout, effets de la centralisation et de la monopolisation de l'information, manifestes dans le cas Tchernobyl, et, plus profondément, confiance spontanée envers les autorités, répandue dans un peuple pour qui « école » rime avec « intel » et « rigolo ».

Enfin, si l'on cherche une synthèse concise et critique des enjeux, du dévoiement et des véritables effets du procès de Klaus Barbie, force est de reconnaître que c'est dans ce livre, et non en français, qu'on la trouvera.

Au total, dans cet ouvrage à l'usage des Allemands, les Français aussi sont interpellés. Si l'Europe doit avoir un sens, si elle doit permettre une meilleure connaissance entre les peuples, les Français devront rendre aux Allemands le service de ne pas favoriser,

devenir la norme des discours intellectuels.

Un chapitre montre en effet la montée du néoconservatisme dans les dénonciations de la « pensée soixante-huit » et les cris d'alarme contre la prétendue « défaite de la pensée ». Lothar Baier démonte pour ses lecteurs allemands l'étonnante et si française « affaire Heidegger ». Derrière les débats médiatiques et assez gratuits de l'intelligence, des structures qui, là encore, cessent de sembler normales si l'on les dépeint de Frankfurt : folie saisonnière des prix littéraires, orchestrées par une poignée de grands éditeurs, ballet des auteurs tour à tour conseillers éditoriaux et critiques littéraires, un cumul étonnant étant la règle, enfin archaïsme des circuits de distribution du livre, restés « précapitalistes ». Fatalité ? Non, puisqu'un écrivain ouest-allemand ne prend pas un prix pour autre chose qu'une reconnaissance littéraire sans grands effets économiques, vit souvent grâce aux radios et aux revues, et qu'enfin le plus petit éditeur peut rapidement parvenir sa production en n'importe quel point de la République.

par une admiration ambiguë, les traits les moins sympathiques de leur « personnalité collective » pour ainsi dire : tradition de l'obéissance, du sérieux et de la productivité. Quand un intellectuel ouest-allemand, dans le courant de l'été 1987, entend un représentant du CNRP expliquer sur France-Inter le déficit du commerce extérieur français et les succès, au contraire, de la RFA par la différence entre les mots « travail » et « Arbeit », n'a-t-il pas raison d'ironiser sur cet heideggerianisme sans le savoir à la mode patronale et de relire ces propos à d'autres, qui voyaient autrefois dans l'Allemagne le modèle politique et moral, préférant Hitler au Front populaire ?

Sans attendre une hypothétique traduction, il faut se laisser dire les dures vérités

les livres

LES TOMATES D'ACORN LAKE FARM

Logique bancaire par temps de pluie

L'INVASION DES NUAGES PALES, de Pierre Furlan, Actes Sud, Arles, 1988, 195 pages, 100 F.

S'il n'avait pas trop plu, les tomates d'Acorn Lake Farm n'auraient pas pourri. Si la Bank of America n'avait pas prêté inconsidérément au tiers-monde, elle n'aurait pas appliqué aussi brutalement sa loi d'airain à la Californie. Mais il a plu au mauvais moment, et les tomates ont noirci, et la banque a frappé. Dans la vallée du Sacramento, le système marchand contemporain, allié de l'argent et de l'ordinateur, dicte la volonté de sa logique. Cette fiction est un reportage sur les années 80, une réflexion sur les mécanismes du pouvoir.

Pierre Furlan — traducteur du New-Yorkais Paul Auster (1) — use du style sec, nerveux, qui caractérise souvent les lettres américaines de notre temps ou celles que cette littérature influence. Une partie de pêche aux poissons-dragons, l'agonie d'une moulette dans la gueule d'une chenille, le chant des grenouilles honteuses, l'aval d'une grue blanche, ces scènes et ces images n'inspirent pas une écriture fleurie, sans doute parce qu'elles semblent n'exister, ou ne survivre, que pour souligner plus encore l'aridité éthique du paysage social dans lequel elles s'inscrivent.

C'est l'histoire d'une famille venue autrefois de France s'installer en Californie et qui, faisant passer, avec d'autres, la vallée de l'état de nature à celle d'agriculture, est progressivement incluse dans une mécanique dont elle ne perçoit pas le caractère assésin : les hectares s'ajoutent aux hectares, les machines aux machines, la valeur de la terre augmente, comme l'endettement, à folle vitesse, l'économie est bâtie sur ce qui s'appareille de la raison. Tout va à merveille en ce mois d'août 1981 : les nouveaux emprunts une fois ingurgités dans les projections des ordinateurs de la firme conseillère et gestionnaire Agri-Business Planning Service, les projections sont éclatantes. « Pour une fois, on sait correctement où on va. »

À août 1981 : intrusion de la tragédie dans la comédie de la réussite. Voici l'« Irrationalité » qui « dérange les sagesse prévisions ». Elle a nom « temps » : il pleut comme il n'a jamais plu depuis cinquante ans. Un déastre : les deux tiers des tomates gâtées. On attendait un plus de 700 000 dollars ; c'est un moins de 300 000. Alors le roman s'emballe et un extraordinaire dialogue s'instaure entre les fermiers et l'ordinateur, cette incarnation policière d'un pouvoir bancaire implacable. Nouvel emprunt, travail accru, production supplémentaire, interdiction d'emprunter à nouveau, hypothèque, procès. 1983 : les intérêts ont atteint les 21 %. Il faudra rembourser des sommes colossales, le nœud coulant se resserre, le producteur tombe « en esclavage ». La Bank of America possède de fait la vallée et ses travailleurs.

PIERRE FURLAN décrit avec grande efficacité cette logique de l'endettement et de la société marchande en général. S'il ne nous dit pas que, un an jour pour jour après la pluie « irrationnelle », le tout proche Mexique annonçait sa banqueroute, il écrit : « Voyez-vous, comédia Dougherty (avocat du fermier), je ne pense pas qu'il y ait jamais eu de plan net et précis de la part de la banque, ni qu'un objectif comme : « Déposséder les fermiers de Californie » ait jamais été formulé. Quelque chose d'aussi clair aurait sans doute fait l'objet de fuites. Mais le but était implicite, c'était une question de survie pour la banque. Elle a 45 % de ses dépôts à l'étranger et, malheureusement pour elle, ses placements en Amérique latine se sont évaporés les uns après les autres. Elle a perdu des milliards. Où pourrait-elle se replier, où pourrait-elle se refaire une santé ? Ici même, sur notre sol, sur VOTRE sol, le seul placement sûr. »

Bien sûr, les procès succèdent aux procès, dont la description est, elle aussi, des mieux venues. Et il est toujours loisible aux fermiers de rêver que, leur cause l'emportant, la Bank of America devra tellement rembourser qu'elle sera elle-même en faillite... Amère réflexion finale d'un roman de notre temps, efficace coup de poing à la face des barbares à attaché-case.

JACQUES DECORNOY.

(1) Paul Auster, *Cité de verre* (1987) et *Ravenants* (1988), Actes Sud, Arles.

VILLES

ÉCONOMIE DE LA CONSTRUCTION À ANTANANARIVO.

— Groupe Hui-Aura.
* L'« Irrationalité », coll. « Villes et entreprises », Paris, 1988, 226 pages, 130 F.

Une équipe, associant chercheurs français (groupe Hui) et « locaux » (AURA), consigne le résultat d'une année de recherche in situ sur l'avenir de la construction à Antananarivo, capitale de Madagascar. Le fond du problème, c'est la faiblesse des revenus.

Le dynamisme du secteur informel est heureusement là pour pallier l'insuffisance d'initiatives publiques ou privées d'envergure, mais au prix d'une diminution cumulative du capital technique. Vingt-cinq chantiers ont été décrits pour mettre à nu le processus de formation des coûts.

On retrouve ces éléments pour l'ensemble du programme « Économie de la construction urbaine » mené par Rexcoop (ministère de la coopération). Dix villes (1), dix perspectives de développement urbain ont été ainsi étudiées au... tamis.

FLORENCE ANTOU-MARCHI

(1) Tunis, Rabat, Abidjan, Kinshasa, Lomé, Nouakchott, Antananarivo, Hyderabad (même éditeur, même collection) Kingston, Cordoba. Une synthèse sera publiée par la Documentation française.

AMBASSADE DES GASTRONOMES

Catalogue gratuit sur demande

Vente et expédition de tous produits hors taxes
Prix diplomatiques

ALCOOLS - VINS - CHAMPAGNE, etc.

15, rue Chevert - 75007 Paris
Tél. : 45-55-91-22
Téléc. : 201079 F

SOCIÉTÉ

THE NEW HELOTS. MIGRANTS IN THE INTERNATIONAL DIVISION OF LABOUR.

— Robin Cohen
* Gower, Londres, 1987, 290 pages, 9,95 livres.

Alliant le travail d'un des meilleurs spécialistes des mouvements sociaux dans le tiers-monde et les qualités de l'écriture anglo-saxonne, cet ouvrage s'inscrit dans les recherches que Robin Cohen a consacrées aux luttes du monde ouvrier. Ici, c'est la capacité du capitalisme à dégrader le marché du travail à l'échelle de la planète qui est le problème central. En sept chapitres sont abordés : la genèse des migrations à partir de la situation coloniale, le bassin migratoire des États-Unis, la reproduction de la force de travail en Afrique du Sud, le cas européen, les politiques de régulation du travail migrant, l'expérience des travailleurs-billets, la problématique de la « nouvelle » division internationale du travail. Pas si libéral et passablement byrd le capitalisme, pourrait conclure Robin Cohen, puisqu'il fait souvent référence à Marx.

CLAUDE LIAUZU.

LA TRAGÉDIE DE LA CULTURE ET AUTRES ESSAIS.

— Georg Simmel
* Rivages, Paris, 1988, 253 pages, 40 F.

Simmel, dont l'œuvre nous est révisée en France avec presque un siècle de retard, est, au même titre que Max Weber, l'un des plus grands sociologues de son temps. Extravagant aux méthodes quantitatives, la sociologie était alors un carrefour de questions ouvertes, qui concernaient aussi bien la philosophie que la politique et l'esthétique.

Fortement marquée par un certain anticapitalisme romantique, la pensée de Simmel a exercé une influence profonde sur toute une génération, en particulier sur Georges Lukács et Ernst Bloch, mais aussi sur Heidegger. Incarnation typique de ce que l'on nomme alors la « critique culturelle », son œuvre se développe aussi bien en amplexes fresques comme la *Philosophie de l'argent* que dans de courts essais comme la *Signification esthétique du visage* (1901) ou la *Métaphysique de la mort* (1910).

JEAN-MICHEL PALMIER.

CARAIBES

PAPA DOC, BABY DOC : HAITI AND THE DUVALIERS.

— James Ferguson
* Basil Blackwell, Oxford, 1987, 181 pages, 18,50 livres.

A quel point les problèmes d'Haïti sont profondément enracinés dans l'histoire, c'est ce que montre cette étude socioculturelle sur la période Duvalier. Les richesses de cette société française, connue comme la plus prospère, furent soit exportées, soit accaparées par une élite très réduite. Après l'indépendance, une élite multiraciale se contenta de prendre la place des Français et de monopoliser le pouvoir politique. Or, rappelle l'auteur, François Duvalier avait entrepris de ne doter d'une nouvelle base de pouvoir en favorisant l'ascension d'une classe moyenne noire au travers de la bureaucratie et des « toutes macoutes ». Pour un temps, les paysans purent s'identifier à lui, bien que son système ne leur apportât rien d'autre que la terreur, l'exploitation et la corruption. Le mariage de « Baby Doc » avec une femme issue de l'élite multiraciale, puis les attaques d'un coup d'état progressiste aboutirent de ruiner le régime. En 1984, les États-Unis eux-mêmes conclurent qu'ils ne pouvaient plus compter sur lui ; son remplacement par le chef d'état-major écarta le danger d'une révolution imminente. Les élections suivantes de novembre 1987 et la succession étonnante de M. Leslie Manigat devaient offrir de nouvelles garanties aux adversaires du changement.

GERALD MOORE.

PROCHE-ORIENT

WORKERS ON THE NILE.

— Jodi Bein et Zachary Lockman.
* Princeton University Press, Princeton, 1988, 488 pages, 75 dollars.

Le timide retour à la démocratie, dans certains pays arabes comme l'Égypte, ne s'est toujours pas traduit par le rétablissement de larges libertés syndicales ; au contraire, les pouvoirs gardent leur mainmise sur les organisations et assument souvent la grève à un défilé. Le livre de Bein et Lockman remonte au moins une époque — de 1882 à 1954 — où, malgré les entraves de toutes sortes, le mouvement ouvrier sur le bord du Nil représentait un facteur actif de la politique. Les deux auteurs décrivent comment, à chaque moment de l'histoire — durant la révolution de 1919, en 1936, dans la lutte contre le colonialisme anglais après la seconde guerre mondiale — la classe ouvrière a participé de manière autonome et active au combat national. Paradoxalement, c'est l'arrivée au pouvoir des « officiers libres » et du premier gouvernement authentiquement national en 1952 qui réduisit, et pour des décennies d'années, à zéro le mouvement ouvrier.

A. G.

HISTOIRE

SAMARCANDE.

— Amin Maalouf
* Éditions J.-C. Lattès, Paris, 1988, 376 pages, 95 F.

Une odyssée d'abord : l'enracinement, au onzième siècle, d'Omar Khayyam à travers l'insécurité de la steppe asiatique. Astronome et mathématicien célèbre, il est contraint à rebondir sans cesse de Nishapur à Klaggar, par Damas, Bagdad, Isfahan. A côté de la royauté des Assassins, A se fixe le temps d'un amour à Samarcande, puis des villes venues or et turquoise. Admiration, il est vite mandré car il est « du côté des secrets ». Sceptique et modéré dans les flambées désordonnées de l'intégrisme, il obtient prince, grand vizir. A chaque étape il condense sa vision du monde en quatrains — les « rubriques » — volutueux et dédaigneux qui feront l'immortel *Livre de Samarcande*. Une quête conduite au début du siècle dans un monde étrangement isolé ne peut retrouver le manuscrit. Un roman, certes, mais, plus encore l'œuvre d'un Oriental méditerranéen qui nous ouvre l'Asie.

GEORGES BUIS.

● LE CONSERVATISME. — Philippe Beneton (*PUF*, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1988, 121 pages, 25 F.) : histoire et thèses d'un mouvement intellectuel et politique de l'ère moderne « qui naît avec elle puisque contre elle ».

● ARGENT ASSOCIATIONS TIERS-MONDE (*La Documentation française-ministère de la coopération*, Paris, 1988, 187 pages, 80 F.) : résultat d'une enquête d'estimation en France de l'aide privée mise en œuvre par le canal des associations de la loi de 1901.

● HISTOIRE DE L'AFRIQUE. — Marie-France Briselance (*Jeune Afrique Livres*, Paris, 1988, 187 pages, 60 F.) : premier tome, qui couvre les grands royaumes, des origines de l'homme à l'an mille.

● REPORT ON THE VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS IN THE TERRITORIES DURING THE UPRISING 1988 (*The Israeli League for Human and Civil Rights*, PO Box 14192, Tel Aviv, 1988, 98 pages, 6 dollars) : un rapport accablant sur la répression en Cisjordanie et à Gaza.

AFRIQUE

TANZANIE. L'INVENTION D'UNE CULTURE POLITIQUE.

— Denis-Constant Martin.
* Presses de la Fondation nationale des sciences politiques — Karthala, Paris, 1988, 378 pages, 190 F.

Peut-on parler de la Tanzanie de manière dépassionnée, sans entrer dans d'inévitables polémiques partiales sur les bienfaits ou les maux du « socialisme tanzanien » ? Peut-on considérer ce pays comme un sujet d'études et non comme un champ clos de fantasmes ? Voilà le pari, ambitieux mais réussi, de l'auteur. Dans un livre dense, il explique en quels termes, « avec des langages et des symboles qui leur sont propres », se déroulent à la fois ces phénomènes universels que sont la lutte pour le pouvoir, pour l'acquisition et la maintenance des privilèges. Après avoir rappelé les fruits des premières années de l'indépendance, Denis-Constant Martin décrit, dans une deuxième partie, les moyens avec lesquels le pouvoir conteste la société — parti, syndicats, « jeunes ». En conclusion, il dénonce les lieux réels, profonds, contradictoires, qui assurent la cohésion de cette société.

ALAIN GRESL.

QUESTIONS SUR LA PAYSANNE AU BURUNDI. Actes de la table ronde

« Sciences sociales, humaines et développement rural ». — *Dejourné* (7-11 mai 1985).

* Université de Burundi — Centre de recherches africaines (Paris 12, Boulogne, 1988, 482 pages).

Le nombre et la qualité des travaux, notamment en matière d'histoire rurale, menés au Burundi sont bien connus. Comme tout recueil de communications, celui-ci est un peu indigeste mais on y trouvera à la fois des études ponctuelles et monographiques et des réflexions méthodologiques et problématiques. La table ronde était organisée autour de quatre thèmes : aménagement et rationalité paysannes, dimensions historiques et géographiques des comportements démographiques, dimensions culturelles et modernes et, enfin, les approches spécifiques des sciences.

Le Burundi est un pays profondément « historique », et l'exploitation des « mines » en valeur — précoloniales et coloniales y est assez poussée. Une histoire sociale rurale se dessine à travers les travaux de J.-P. Chérioux et J. Gahama, par exemple. L'une des spécificités des sciences sociales en ce pays est la démographie. Certes, la prévision démographique y est un problème majeur ; mais les progrès récents de la démographie historique africaine sont, dans le registre francophone, dus pour une bonne part aux travaux menés sur ces sociétés d'Afrique orientale. Les problèmes des sources orales et écrites, de leur conservation et de leur accessibilité sont soulevés en conclusion et donnent à cet ouvrage l'indispensable touche méthodologique.

JEAN COPANS.

UGANDA NOW.

— Sous la direction d'Hilger Bant et Michael Tweedie
* James Currey, Londres, 1988, 358 pages, 9,95 livres.

La tragique expérience de l'Ouganda au cours des vingt-cinq dernières années est-elle particulière à ce pays ou bien n'est-elle qu'une illustration de la pauvreté et de l'instabilité du tiers-monde ? C'est à quoi cette œuvre collective tente de répondre. Dans les deux premières parties, Christopher Wrigley et D.A. Low sont accablés à retracer la première proposition : ne disposant pas d'une majorité politique suffisante, M. Milton Obote et le général Amin ont eu recours à la terreur, qui engendra défilences et anarchie. Mais Ali Mazrui, dans une remarquable étude, opère pour une certaine complexité de l'histoire ougandaise. L'indépendance est en général une retraite, dans toute l'Afrique : les infrastructures s'effondrent, la monnaie perd de sa valeur, et, de plus en plus, les gens se retournent à l'agriculture de subsistance et au troc. Evident sans livres, hôpitaux sans médicaments, hôpitaux privés de racines indigènes pour les nourrir : rien de cela n'est spécifique à l'Ouganda. La culture africaine prend sa revanche, minant les structures superficielles héritées de la colonisation et les élites qui habitaient de lui. Le nombre chronique des années 1962-1986 s'achève en sourdine, sur le succès de la guérilla du président Museveni.

G. M.

PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE MARADI.

Le développement rural de la région au village. — Sous la direction de C. Reynaud

* Groupe de recherche interdisciplinaire pour le développement, Bordeaux, 1988, 174 pages.

Mettre à la disposition des partenaires du développement, mais aussi des chercheurs en sciences sociales, un modèle d'analyse méthodique et une problématique de présentation : telle est la vocation de cette synthèse collective de travaux menés depuis près de dix ans dans la région de Maradi, au Niger. Cette réflexion s'appuie sur des recherches en écologie, géographie, ethnologie, socio-démographie, et adopte une démarche en trois étapes : approche interdisciplinaire (milieux naturels, sociaux et techniques) ; analyse historique retraçant une évolution ; schémas conclusifs d'observation (de la région à la parcelle).

La région permet de repérer les potentialités agricoles et pastorales, leur évolution dans le temps et le poids des facteurs dits « naturels » et « humains ». L'échelle villageoise, bien que décisive, n'est qu'un cadre pour saisir l'« écart croissant entre les exploitations » au niveau de l'habitat, d'équipement, de revenus monétaires, etc. Grâce à cette prise en considération de la hiérarchie des facteurs, et de leur combinaison, il est possible de mieux saisir les dynamiques du développement.

I. C.

1934 EN URSS

L'engrenage de la dictature

LES ENFANTS DE L'ARBAT, d'Anatoli Rybakov, Albin Michel, Paris, 1988, 584 pages, 130 F.

« Nous entrons dans la nuit. » Ainsi s'achèvent les *Enfants de l'Arbat*, sur la nouvelle de l'assassinat, le 1^{er} décembre 1934, « par les ennemis de la classe ouvrière », de Kirov, dirigeant du PC à Leningrad et membre du bureau politique. Chronique de l'année 1934 où s'entrecroisent les destins de personnages obscurs ou historiques, le roman de Rybakov (1) est une œuvre-phare de la « perestroïka », bouleversante et controversée : commencé en 1967, publié seulement en 1987, il a été diffusé en URSS à plus de 1,5 million d'exemplaires, et 24 théâtres l'ont adapté.

L'opposition de deux personnages domine l'intrigue. Sacha Pankratov, un jeune komsozol, fidèle au régime mais qui, pour une brouille, est accusé d'avoir enfreint la discipline du parti. Refusant de dénoncer des innocents, il est condamné à trois ans de rélegation en Sibérie orientale et découvre alors l'insupportable malheur du monde de l'exil. A l'autre bout de l'échelle, Joseph Staline, dont l'auteur dit : « Je peux parler comme lui, je sais comment il s'exprime, sa tournure de phrase... Je l'ai longtemps étudié et je me suis mis dans sa peau. »

Cette année-là, en Union soviétique, l'histoire légitime. Le dix-septième congrès du parti, le « congrès des vainqueurs », a confirmé la ligne de la collectivisation et de l'industrialisation, mais entériné, aussi, une certaine « pause » : d'anciens opposants sont réintégrés, un plus grand réalisme économique se fait jour, la valse des cadres s'arrête... Seul un homme, Staline, regrette, en silence, ce coup d'arrêt : « L'appareil, il faut le conserver, le consolider, mais aussi tuer en lui toute velléité d'indépendance, changer sans cesse les hommes... Un appareil qui change sans cesse ne possède pas de force politique propre... C'est cet appareil, en tant qu'instrument de pouvoir, qui inspirera la peur au peuple. Mais le même appareil doit trembler devant un chef. »

Si Staline va finalement triompher — et avec lui la terreur sans frein qui suivra l'assassinat de Kirov (2), — ce n'est pas seulement en raison de son réel machiavélisme, sous-estimé par ses adversaires. A l'occasion des batailles internes du parti et de la collectivisation de 1928-1929, une mécanique perverse du pouvoir s'était déjà mise en place. Un policier en expose ainsi la règle à Pankratov : « Nous n'avons qu'un seul moyen, il est dur, mais il n'y en a pas d'autre : c'est la peur. La peur concrétisée par le terme « saboteur ». Tu as cassé le tracteur, donc tu es un saboteur, t'es bon pour dix ans ! » Cela pour les masses. Mais pour les membres du parti, elle s'appuie sur l'assimilation des divergences politiques — réelles ou fantasmagiques — à des délits, sur l'obsession, le culte du chef.

En rappelant les enjeux de cette année incertaine, Rybakov ne contribue pas seulement à entretenir le stalinisme, « cette plaie profonde de l'histoire ». Il suggère aussi que l'engrenage menant à la dictature pouvait être brisé. Mais l'issue, hier comme aujourd'hui, dépend de l'action des hommes.

ALAIN GRESL.

(1) En librairie le 9 septembre.

(2) La suite du roman, intitulée *1935 et après*, paraîtra en URSS cet automne.

LES LEÇONS DE LA GUERRE DU GOLFE

Demain le gaz ?

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE

TOUT conflit est spécifique et c'est pour-
quoi il est difficile, presque toujours,
d'en tirer des leçons qui s'imposeraient
à coup sûr. Mais celui qui pendant huit ans
vient d'opposer l'Irak à l'Iran a été si long et si
violent, a mis aux prises de si formidables
quantités d'armements divers, qu'il constitue,
sans nul doute, l'expérience la plus riche pour
ceux qui, militaires ou civils, contribuent à la
réflexion stratégique.

Trois leçons, au moins, s'en dégagent. L'une
porte sur la crise du couple char-avion qui,
pendant toute une période de l'histoire des
conflits, régna sur les champs de bataille
depuis que sa suprématie apparut en Pologne
en 1939. La seconde tient à la confrontation
entre puissance aérienne et missiles à longue et
moyenne portée, en particulier sol-sol : les pre-
mières années de la guerre ont montré qu'un
certain équilibre à cet égard pouvait arrêter
l'extension de la « guerre des villes » entreprise
d'abord par le commandement irakien ; mais
on a vu, au printemps dernier, quand celui-ci
se fut assuré la suprématie sur ces deux plans à
la fois, qu'il pouvait reprendre sa tentative de
destruction systématique des agglomérations
ennemies. Enfin, la troisième, et plus impor-
tante, concerne évidemment l'emploi des gaz :
peut-être, en effet, annonce-t-il un tournant
dans l'histoire de ces guerres qu'on appelle
« limitées » et comporte-t-il, en tout cas, un ris-
que de déstabilisation politique et stratégique
dont on ne peut encore mesurer les effets.

Ypres, 1915

ON sait que le premier usage auquel on son-
gea, pour les gaz de combat, était
d'ordre tactique. Le haut commandement alle-
mand, qui en mit à l'étude la fabrication et
l'emploi dès la fin de 1914, en attendait qu'ils
facilitent la « percée » sur les fronts continus
qu'il cherchait à rompre. C'est le but qu'il vou-
lut toujours atteindre durant la première
guerre mondiale, bien qu'il ait mal compris les
conditions qui auraient donné toute son effica-
cité au premier emploi des gaz le 22 avril
1915, dans le secteur d'Ypres. Mais la suite
démontra à quelles limites on se heurtait. Les
nappes de gaz gênèrent les assaillants eux-
mêmes et ralentirent leurs mouvements.
L'adversaire se prémuurait de mieux en
mieux contre les effets des gaz et, naturelle-
ment, s'en servait à son tour, de sorte qu'un
certain équilibre s'établissant peu à peu on ne
pouvait en attendre aucun effet décisif.

Par la suite, c'est un autre mode d'emploi
qu'on envisagea pour les gaz de combat :
d'ordre stratégique, cette fois. On songeait au
bombardement massif des villes en complétant
les destructions opérées par les explosifs tradi-
tionnels par celles que les gaz provoqueraient
dans la population. Et, pour parer à ce risque,
les futurs belligérants prirent les précautions
qui s'imposaient en distribuant des masques à
gaz aux habitants des grandes villes. Précau-
tions inutiles apparemment puisque d'aucun
côté les gaz ne furent utilisés durant la
deuxième guerre mondiale, la crainte des
représailles et les doutes sur l'efficacité de leur
emploi ayant dissuadé d'y recourir. En revan-
che, les États-Unis, certains de ne s'attirer

aucune riposte de même nature, utilisèrent des
gaz au Vietnam, mais avec des objectifs
limités : défoliation des forêts, destruction des
récoltes ou neutralisations locales.

La guerre entre l'Irak et l'Iran allait être un
nouveau chapitre dans l'histoire de l'emploi
des gaz. Comme entre 1915 et 1918, ils furent
utilisés d'abord par l'armée irakienne dans un
but tactique et, si l'on peut dire, classique : il
s'agissait non d'opérer une « percée », mais de
colmater une brèche en concentrant les tirs
contre des forces ennemies assez denses pour
que l'efficacité des gaz soit la plus grande pos-
sible. Ils devinrent ainsi l'un des instruments
privilegiés du commandement irakien face à la
série des grandes contre-offensives iraniennes
des années 1983-1987... De toute évidence, il
avait repris à son compte le type d'emploi que
l'on avait connu durant la première guerre mon-
diale et il hésitait d'autant moins à y recourir
que l'adversaire paraissait incapable de ripos-
ter avec les mêmes armes... Tout au plus a-t-on
signalé, durant l'offensive « Kerbala IV »,
que l'armée iranienne aurait employé quelques
obus à yperite ; mais les tirs irakiens auraient
été si intenses qu'aucun équilibre n'aurait pu
s'établir ; et lors de « Kerbala V » un camion
irakien chargé d'obus chimiques aurait alors
dégagé une forte nappe de gaz. Bagdad, de son
côté, fait le silence sur cet épisode.

Mais le commandement irakien devait,
cette année, se décider à recourir à un emploi
d'ordre stratégique de ces armes chimiques.
L'occasion fut d'abord le bombardement de
la ville kurde de Haladja, située en Irak, mais
que l'armée iranienne venait d'atteindre, don-
nant la main à la rébellion kurde. Ce fut, à
notre connaissance, la première fois dans l'his-
toire qu'une ville entière fut ainsi bombardée
aux gaz, avec des résultats extraordinairement
meurtriers pour la population. Mais ce ne fut
pas la dernière fois.

L'arme décisive des Irakiens

BIEN que le gouvernement iranien ait tenté
d'ameuter l'opinion publique internatio-
nale contre l'emploi des gaz par l'Irak, et que
les témoignages se multipliaient sur les pertes
humaines qui en résultaient, le commande-
ment irakien, certain, non sans raison, de dé-
tenir là l'un des instruments principaux de sa
supériorité, n'hésita pas à recourir : il fit bom-
barder plusieurs villages du secteur d'Ahwaz.
Il apparut alors que les gaz utilisés étaient plus
efficaces que ceux dont l'armée iranienne
s'était servie auparavant et que les Iraniens
avaient très peu de moyens de s'en défendre : il
ne fait aucun doute que ce fut l'une des raisons
principales qui déterminèrent les dirigeants
irakiens à accepter un cessez-le-feu dès lors
qu'ils se trouvaient devant un danger aussi
redoutable et contre lequel ils ne pouvaient
apparemment se prémunir.

De fait, l'armée iranienne avait utilisé
d'abord des gaz analogues à ceux de la pre-
mière guerre mondiale : le phosgène, le gaz
moutarde — ou yperite — mis au point par les
ingénieurs allemands. Elle avait eu recours
aussi aux gaz fabriqués à partir de 1936 et

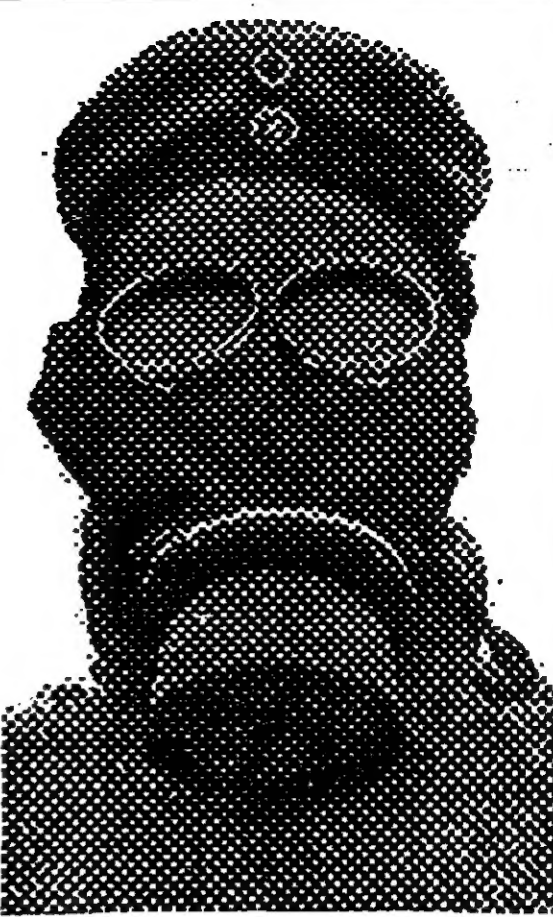
1937 en Allemagne : le tabun et le sarin et sans
doute aussi le soman, découvert en 1944. Mais
par la suite, et en particulier pour le bombar-
dement de Haladja et des villages frontaliers
d'Iran, elle employa du gaz à l'acide cyanuri-
que. Celui-ci, à la différence des précédents,
est mortel en moins d'une minute de sorte que
la proportion des morts, parmi la population
atteinte, serait, suivant les observateurs qui se
sont rendus sur place, de 97 %.

Les raisons qui avaient empêché l'emploi
des gaz durant la seconde guerre mondiale
n'ont donc pas joué pour le conflit entre l'Irak
et l'Iran. Si l'on s'était abstenu de s'en servir
entre 1939 et 1945, c'était d'abord parce que
les explosifs classiques paraissaient plus effi-
caces et plus sûrs pour des bombardements
aériens : que les moyens défensifs sur le champ
de bataille risquaient d'annuler l'effet qu'on
aurait attendu des armes chimiques et que la
certitude d'une riposte conduisait en pratique
à une paralysie mutuelle. C'est aussi que les
gaz de combat trouvent leur pleine efficacité
contre de fortes concentrations de troupes
ennemies occupant avec densité une surface
limitée : tel pouvait être le cas au temps de la
guerre des tranchées mais, dans la guerre de
mouvement que l'on connut à partir de 1939, il
fut très difficile de déterminer les secteurs
où les gaz auraient eu leur plus grande utilité,
et leur emploi désordonné eût été aussi défavo-
rable à l'assaillant qu'à l'attaqué. Mais ces
arguments ne valaient pas pour la guerre du
Golfe : la prépondérance des systèmes défen-
sifs, la concentration massive des troupes se
préparant à l'offensive rendaient au contraire
leur efficacité à l'emploi des gaz et, par-dessus
tout, l'Irak s'était assuré à cet égard de la
supériorité et même d'un quasi-monopole.

Mortelle indifférence

AUJOURD'HUI, on peut s'interroger sur
l'avenir qui s'ouvre à la guerre des gaz.
Contrairement à ce que l'on a souvent écrit
récemment, on ne saurait, en effet, se tran-
quilliser qu'à l'image des armes nucléaires les gaz
de combat seraient, pour un grand nombre
d'États, des armes de dissuasion. Ce qui carac-
térisait, en effet, la dissuasion nucléaire, c'est la
certitude que des destructions inacceptables
soient opérées sans que rien ne puisse y faire
obstacle. Ainsi un éventuel agresseur est-il
détourné de s'en prendre à une puissance
nucléaire ; ainsi les détenteurs d'armes
nucléaires stratégiques sont-ils détournés de
s'en prendre directement les uns aux autres.

Mais il n'en va nullement de même,
aujourd'hui, avec les armes chimiques.
D'abord en raison de leur faible coût et de leur
facilité de fabrication : un grand nombre de
pays peuvent en disposer, mais en quantité
variable et à des échéances impossibles à pré-
voir. Il en résulte que les uns en disposeront et
d'autres pas ; que les uns en auront en quantité
limitée, d'autres en quantité massive. De sur-
croît, il existe des possibilités de défense
contre certains des gaz utilisés jusqu'ici
— essentiellement ceux employés durant la
première guerre mondiale et, dans une cer-
taine mesure, les neurotoxiques — et, s'agis-
sant d'éventuels bombardements aux gaz à



LA PROTECTION DU COMBATTANT
DURANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE
Celle fois, des villes entières
ont été bombardées

plus ou moins grande distance, il y faut une
puissance aérienne contre laquelle on peut lut-
ter. Bref, il peut exister partout et à tout
moment des déséquilibres qui rendent l'emploi
des gaz concevable et probablement efficace
pour ceux qui seraient en mesure de s'en servir
contre d'autres qui seraient à cet égard en
position d'infériorité. C'est là la plus évidente
condition d'emploi des gaz, mais c'est par là
aussi que leur utilisation dans un conflit, ou
peut-être seulement en cas de menace de
conflit, peut avoir de redoutables effets de dé-
stabilisation politique et stratégique.

Telle est la principale conclusion qu'il faut
tirer de la guerre entre l'Irak et l'Iran, tel est
l'héritage principal qu'elle nous laisse. Ainsi
peut-on mesurer l'importance que revêt désor-
mais l'effort à entreprendre pour proscrire les
armes chimiques et leur emploi. Quand elles
firent leur apparition dans l'histoire des
conflits, le 22 avril 1915, une extraordinaire
émotion s'empara de l'opinion mondiale.
L'inventeur du gaz qui venait d'être expé-
rimenté, le chimiste allemand Fritz Haber, qui
en était un partisan passionné, fut chargé de
renouveler l'expérience sur le front russe, le
31 mai suivant : le jour de son départ pour le
front, sa femme, Clara Haber, qui avait déses-
pérément tenté de l'en dissuader, se suicida.

L'ironie du destin de Fritz Haber voulut
qu'il fut plus tard chassé de l'Université. Mais
le moins qu'on puisse dire est que la réprobation
et l'indignation qui se manifestèrent il y a
trois quarts de siècle ne se sont pas retrouvées
ces dernières années ni surtout ce printemps
quand, pour la première fois, une ville entière
fut gazée. Aussi peut-on douter qu'il y ait dans
la communauté internationale une assez forte
réaction pour empêcher la diffusion des armes
chimiques, leur éventuel emploi et, en tout cas,
le péril qui en résulte pour la stabilité du
monde et le maintien de la paix.

Dans ce numéro :

PAGE 2 :

Courrier des lecteurs. — Colloques et rencontres.

PAGE 3 :

ENFIN L'ESPOIR D'UNE PAIX AU CAMBODGE, par

Philippe Devillers. — Reconstruire avec de si faibles
moyens, par Claire Brisset.

PAGE 4 :

LES GAGNANTS DE LA GUERRE DU GOLFE, par
Ahmed Salamatin.

PAGES 5 à 7 :

LE GRAND MAGHREB SUR LE CHEMIN DES
RETROUVAILLES, par Sophie Bessis.

PAGES 8 et 9 :

CES INÉGALITÉS QUI SAPENT LA DÉMO-
CRATIE (III) : Pour payer moins d'impôts, enrichissez-
vous ! par Christian de Brie.

PAGES 10 et 11 :

Ambition, suite de l'article de Claude Julien. — Dans la
jungle du grand marché, suite de l'article de Bernard
Cassès.

PAGES 12 et 13 :

L'irréductible opposition des intérêts américains et
japonais, par Jacques Decornoy. — La hausse du yen
favorise l'industrie japonaise, par Marie-Cécile Césari.

PAGES 14 et 15 :

PAUVRETE A L'AMERICAINE DANS L'AUTRE
CALIFORNIE, par Serge Halimi. — Dans la presse étran-
gère : Les enfants du crack, par Christian de Brie.

PAGE 16 :

La social-démocratie prend la relève en Equestre, par
Jaime Galarza Zavala. — Opinion, que de chiffres on
commet..., par Jacques Decornoy.

PAGES 17 à 20 :

LA GRANDE MÊLÉE DES JEUX OLYMPIQUES :
Sport, politique et autres cachettes..., par Ignacio

Ramonet. — Quand la raison d'Etat ne connaît point de
trêve, par Xavier Delacroix. — Foire aux médailles, foire
aux affaires, par Jean-François Nya. — L'émergence de
« nouveaux pays sportifs », par Wladimir Andreff.
L'Afrique sauvera-t-elle son transport aérien ? par Jac-
queline Dodelin-Julien et Akagah Djonginyo.

PAGES 22 et 23 :

QUELQUE PART EN CORÉE DU SUD : Andong, où le
passé s'achève encore..., par Philippe Pons.

PAGES 24 et 25 :

L'écrivain philippin dans le combat contre l'injustice, par
Francisco Sison Jost.

PAGES 26 et 27 :

L'objection de conscience, marginale et pourtant révéla-
trice, par Dominique Vidal.

PAGE 28 :

Manich ou l'illusion de la paix, par René Bayssière.

PAGE 29 :

« Firma Frankreich », de Lothar Baier, par Jean-Jacques
Guischard. — Floraison d'écrits sur la réforme en URSS,
par Jean-Marie Chauvier.
Dans les revues...

PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS : « Est-ce la fin du Canada ? »,
de George Grant, par Yves Florenne. « L'invasion des
magasins pâles », de Pierre Furlan, par Jacques Decornoy.
— « Les Enfants de l'Arbat », d'Anatoli Rybakov, par
Alain Grenk.

Le Monde diplomatique du mois d'août 1988
a été tiré à 181 000 exemplaires.

Septembre 1988

**ÉCOLE DES HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES**
Centre d'études
diplomatiques et stratégiques

**CYCLE D'ENSEIGNEMENT
DIPLOMATIQUE SUPÉRIEUR**

Cycle de perfectionnement pour diplomates,
fonctionnaires internationaux et cadres supérieurs.
Deux demi-journées par semaine
+ dîners-débats et voyages d'études.
Convention avec le doctorat de sociologie politique
de l'université de Paris X.

**3^e CYCLE SPÉCIALISÉ D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES ET POLITIQUES
DE DÉFENSE**

Sous le parrainage du centre DROIT et DÉFENSE
de l'université de Paris V et avec l'appui du Secrétariat
Général de la Défense Nationale.
Réservé aux titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent.
4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris.
Tél. : (1) 42-22-68-06.